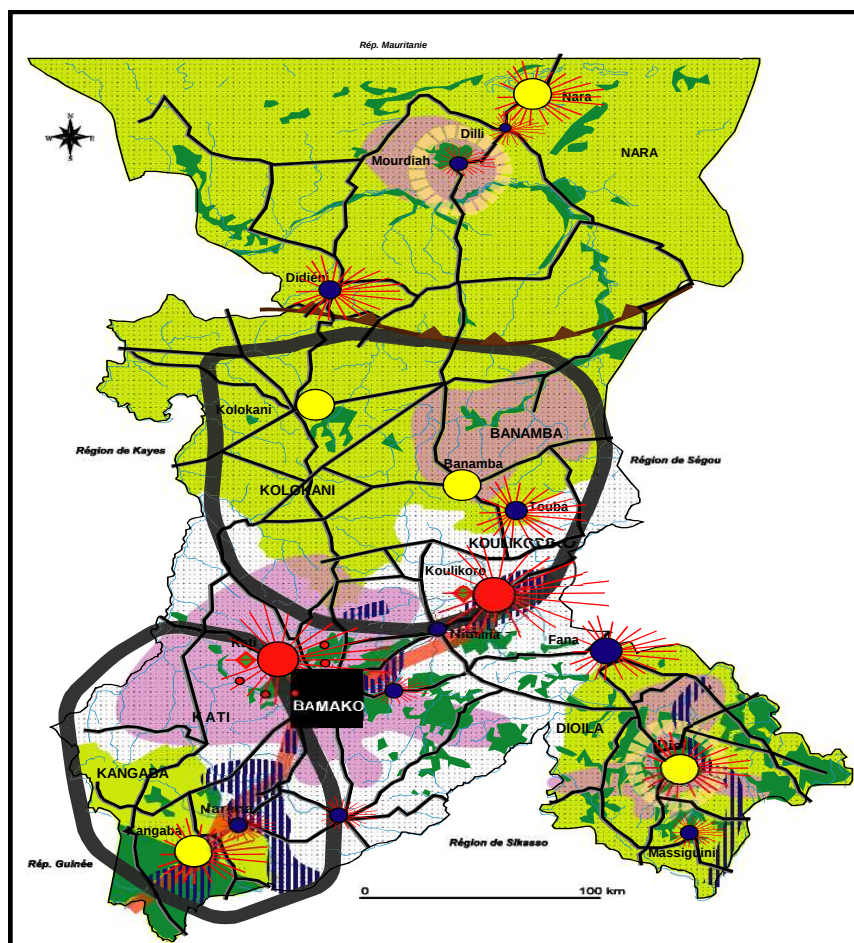


SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE DE LA REGION DE KOULIKORO



Rapport final

Mars 2011



Groupe d'Etude de Recherche et d'Appui au Développement
Sicap Sacré Cœur 3 Villa 9231- BP : 16473 Dakar Fann
Tél : 33-869-37-93 - Fax : 33 827-94-99
Email : geradsn@geradsn.org ou gerad@orange.sn

CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	6
1. OBJECTIFS VISES.....	8
SYNTHESE DU BILAN DIAGNOSTIC	10
1. PEUPLEMENT ET DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ACTUELLE.....	13
- ETAT DES LIEUX	13
- ENJEUX	16
2. CONDITIONS DE VIE ET BESOINS DE LA POPULATION	16
- ETAT DES LIEUX	16
- ENJEUX	18
3. LE SYSTEME URBAIN.....	21
- ETAT DES LIEUX	21
- ENJEUX	23
4. SYSTEME DE PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE.....	23
- ETAT DES LIEUX	23
- ENJEUX	36
5. PROBLEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE : UNE BIODIVERSITE MENACEE ?	38
- ETAT DES LIEUX	38
- ENJEUX	41
6. PROBLEMATIQUE EMERGENTE ET QUESTIONS TRANSVERSALES ?	41
- ETAT DES LIEUX	41
- ENJEUX	45
7. ORGANISATION TERRITORIALE ET CONFIGURATION INSTITUTIONNELLE : ENTRE DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION.....	46
- ETAT DES LIEUX	46
- ENJEUX	47
8. PROFILS TERRITORIAUX	47
9. RECAPITULATIF : SYNTHESE DES ETATS DES LIEUX ET PROFILS TERRITORIAUX.....	51
SCHEMA D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1. LES PRINCIPES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.....	53
- ANTICIPER SUR LES MUTATIONS QUI S'OPERENT AU NIVEAU DE LA REGION EN PROMOUVANT LES CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIETAUX.	53
- ETRE PORTEUSE D'UNE COHESION SOCIALE	53
- LE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES ECONOMIQUES DOIT PRENDRE EN CONSIDERATION LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX	54
2. LES PROBLEMATIQUES MAJEURES DE DEVELOPPEMENT DANS LA REGION DE KOULIKORO	54
- QUEL AVENIR POUR KOULIKORO FACE A L'INFLUENCE DE BAMAKO ?	55
- QUELS SONT LES DEFIS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT LOCAL ?	55
- QUELS SYSTEMES DE PRODUCTION POUR QUEL DEVELOPPEMENT REGIONAL ?	55
- LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT	56
- DECENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE	56
3. LES PROSPECTIVES TERRITORIALES DE LA REGION DE KOULIKORO.....	56
4. SYNTHESE DE LA PROSPECTIVE.....	60
5. CADRE STRATEGIQUE DES OPTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.....	62
6. SCHEMA DE SYNTHESE.....	108
SUIVI ET EVALUATION DU SRAT.....	109
1. PRINCIPES.....	110
- LE CARACTERE INTERSECTORIEL ET POLITIQUE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	110
- LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS ET DISPOSITIFS EXISTANTS	110
- LE SUIVI-EVALUATION	111
- LA COMMUNICATION	111
2. ORGANES DE PILOTAGE.....	111
3. LES AUTRES INSTRUMENTS D'OPERATIONNALISATION DU SRAT.....	115
- LES INSTRUMENTS TECHNIQUES D'AMENAGEMENT	115
- LES INSTRUMENTS FINANCIERS	116
- LES INSTRUMENTS REGLEMENTAIRES	116
- LES INSTRUMENTS DE COMMUNICATION	117
- LES INSTRUMENTS DE SUIVI-EVALUATION	118
- MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES INFORMATISEE	121

<i>CARTE 1: LOCALISATION DE LA RÉGION DE KOULIKORO</i>	<i>12</i>
<i>CARTE 2: CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE 1998-2009.....</i>	<i>14</i>
<i>CARTE 3: RÉPARTITION DE LA DENSITÉ.....</i>	<i>15</i>
<i>CARTE 4: RÉPARTITION DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRES</i>	<i>19</i>
<i>CARTE 5 : RÉPARTITION DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRES</i>	<i>20</i>
<i>CARTE 6: REPARTITION DE LA POPULATION URBAINE EN 2009.....</i>	<i>22</i>
<i>CARTE 7: PRODUCTION DE RIZ EN 2009.....</i>	<i>25</i>
<i>CARTE 8 : EFFECTIF ET RÉPARTITION DU CHEPTEL EN 2009 (UBT)</i>	<i>26</i>
<i>CARTE 9: RÉPARTITION DES INDUSTRIES.....</i>	<i>29</i>
<i>CARTE 10: PATRIMOINE TOURISTIQUE ET CULTUREL DE LA RÉGION DE KOULIKORO</i>	<i>31</i>
<i>CARTE 11 : RÉPARTITION DES STRUCTURES FINANCIÈRES DÉCENTRALISÉES ET DES BANQUES ET ASSURANCE.....</i>	<i>33</i>
<i>CARTE 12 : DENSITÉ DES ROUTES AU KM².....</i>	<i>36</i>
<i>CARTE 13 : RÉPARTITION DE LA VÉGÉTATION.....</i>	<i>40</i>
<i>CARTE 14 : PROFILS TERRITORIAUX.....</i>	<i>50</i>
<i>CARTE 15 : PROSPECTIVE TERRITORIALE.....</i>	<i>66</i>
<i>CARTE 16 : PROMOUVOIR DES INFRASTRUCTURES ET DE LA COMMUNICATION.....</i>	<i>71</i>
<i>CARTE 17: PROCESSUS DE L'EFFET BAMAKO.....</i>	<i>76</i>
<i>CARTE 18 : PROMOUVOIR UNE POLITIQUE DES VILLES PAR UN MEILLEUR MAILLAGE URBAIN.....</i>	<i>76</i>
<i>CARTE 19: PROMOUVOIR UNE MEILLEURE ÉQUITE SPATIALE DANS L'ACCES AUX SERVICES DE BASE.....</i>	<i>82</i>
<i>CARTE 20 : PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PERFORMANTE ET DIVERSIFIÉE POUR ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....</i>	<i>90</i>
<i>CARTE 21: DÉVELOPPER DES STRATÉGIES POUR LA PROMOTION DE L'ÉLEVAGE</i>	<i>91</i>
<i>CARTE 22: PROMOUVOIR L'ENVIRONNEMENT</i>	<i>95</i>
<i>CARTE 23 : PROMOUVOIR L'INDUSTRIE.....</i>	<i>98</i>
<i>CARTE 24 : PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE BASE SUR LA VALORISATION DES POTENTIALITÉS CULTURELLES ET ARTISANALES.....</i>	<i>101</i>

ACP :	Analyse à Composantes Principales
AEP:	Alimentation en Eau Potable
AMM:	Association des Municipalités du Mali
AMUMA:	Association des Municipalités du Mandé
ANICT:	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
ARK:	Assemblée Régionale de Koulikoro
BEAGGES :	Bureau d'Experts en Auto-Gouvernance et Gestion de l'Environnement au Sahel
BSI:	Budget Spécial d'Investissement
CCOCSAD :	Comité Communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CCSI:	Comité de Coordination Statistique et Informatique
CES:	Conservation des Eaux et du Sols
CNET :	Comité National d'Evaluation Technique
CLOCSAD :	Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CLPD:	Comité Local de Planification du Développement
CMDT:	Compagnie Malienne pour le Développement Textile
CNPS:	Comité National de Planification Stratégique
COMANAV:	Compagnie Malienne de Navigation
CROCSAD :	Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement
CRPD:	Comité Régional de Planification du Développement
DNAT :	Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire
DNCT :	Direction Nationale des Collectivités Territoriales
DNPd :	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNSI :	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
DRPSIAP :	Direction Régionale du Plan, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
DRR :	Direction Régionale des Routes
DRS:	Défense et Restauration des Sols
EDM :	Energie du Mali
FICT:	Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales
FNAM :	Fédération Nationale des Artisans du Mali
FRAT:	Fonds Régional d'Aménagement du Territoire
HCCT:	Haut Conseil des Collectivités Territoriales
ImS :	Intermédiation Sociale
INACOM :	Industrie de Construction Navale
IPC :	Indice de Pauvreté Communale
ISF :	Indice Synthétique de Fécondité
LOA:	Loi d'Orientation Agricole
MATCL:	Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales
OHVN:	Office de la Haute Vallée du Niger
OMS:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG:	Organisation Non Gouvernementale

Sigles et abréviations

PARAD:	Programme d'Appui à la Réforme Administrative et à la Décentralisation
PAS:	Plan d'Ajustement Structurel
PCDA:	Programme de Compétitivité et de Diversification Agricole
PDSEC :	Plan de Développement Economique, Social et Culturel
PDSS:	Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social
PDUD:	Projet Développement Urbain et Décentralisation
PIB:	Produit Intérieur Brut
POAS :	Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols
PRODESS:	Programme de Développement Socio-Sanitaire
PSDR :	Plan Stratégique de Développement Régional
PSDU:	Politique Sectorielle du Développement Urbain
PTA :	Plan Triennal d'Action
SCAT:	Schéma Communal d'Aménagement du Territoire
SDAU:	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SDU :	Schéma Directeur d'Urbanisme
SLADT :	Schéma Local d'Aménagement et de Développement du Territoire
SLAT:	Schéma Local d'Aménagement du Territoire
SLPSIAP :	Service Local du Plan, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du territoire et de la Population
SOTELMA :	Société des Télécommunications du Mali
SRAT :	Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
SSAU:	Schéma et Sommaire d'Aménagement et d'Urbanisme
TIC:	Technologie de l'Information et de la Communication
ZIC:	Zone d'Intérêt Cynégétique

*Contexte
et
justification*

L'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) résulte du besoin de doter la Région d'un cadre de cohérence pour la coordination des actions d'aménagement et de développement. Pour rappel, La région de Koulikoro dispose d'un Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) et d'un Plan Stratégique de Développement Régional (PSDR), élaborés respectivement en 2006 et 2007. Cet exercice consiste à une révision et réactualisation du SRAT dans le but d'améliorer son contenu.

La politique d'aménagement et de développement durable du territoire poursuit un triple objectif : un développement intégrant le progrès social, la protection de l'environnement et l'efficacité économique. Elle se réalise à travers une politique active, volontariste et partagée de création d'emplois, d'accroissement de la justice sociale, de réduction des iniquités spatiales, de préservation des ressources et des milieux naturels et de renforcement de la coopération entre l'Etat, les collectivités locales, les organismes publics et les acteurs économiques et sociaux du développement.

A cet effet, le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire doit répondre à des fins sociales, économiques et politiques. La prise en compte de la dimension humaine est essentielle dans le cadre de la politique de développement régional : il s'agit en effet, d'une recherche dont « la constante préoccupante est de donner aux hommes une meilleure condition d'habitat et de travail, de plus grandes facilités de loisir et de culture. Cette recherche n'est donc pas faite à des fins strictement économiques mais davantage pour le bien-être et l'épanouissement de la population »¹.

L'aménagement du territoire suppose un cadre spatial dans lequel doivent être inscrits les programmes de développement. La région qui occupe une place centrale dans l'étude géographique constitue le cadre de la politique de développement territorial. Sa démarche s'appuie et s'inscrit dans les documents de politiques publiques élaborés par le Gouvernement du Mali pour améliorer l'efficacité de ses actions et il s'agit entre autres : 1) la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire ; 2) de l'Etude Nationale Prospective Mali 2025 (ENP2025) en 2000; 3) du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté (CSLP) en Mai 2002, cadre de référence des politiques et stratégies de développement à moyen terme et le référentiel de négociations avec les Partenaires Techniques et Financiers du Mali. La stratégie de lutte contre la pauvreté a été actualisée, en adoptant le Cadre Stratégique pour la Croissance de la Réduction de la Pauvreté (CSCR) pour la période 2007-2011. En retenant la poursuite de l'intensification de la décentralisation comme un des domaines majeurs du deuxième axe stratégique du CSCR, le Gouvernement entend s'attaquer davantage aux problèmes liés à la dimension régionale et locale de la pauvreté.

Par ailleurs, le schéma doit s'attacher à promouvoir une gouvernance territoriale multi-niveaux permettant d'apporter de la cohérence entre les différents documents de planification pour une meilleure implication des collectivités locales de base, les cercles et les communes, dans la définition et la mise en œuvre des politiques territoriales et sectorielles. Ces principaux outils de planification que sont, le Plan Stratégique de Développement Régional, Les Plans de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) et les schémas locaux d'aménagement du territoire doivent être mis en œuvre selon les grandes orientations fixées par le Schéma d'Aménagement Régional.

¹ Claudius Petit, Ministre Français de la reconstitution et de l'urbanisme 1950. Cité dans un rapport au XXème Congrès International de l'habitation et de l'urbanisme à Edimbourg, 1954, Cahiers du MRL, n°11, Novembre 1954.

Au plan institutionnel, l'élaboration du SRAT doit s'inscrire dans le contexte de la politique de décentralisation dont les orientations sont fixées par le Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation (DCPN/décentralisation). Les deux dispositifs centraux de mise en œuvre du DCPN/Décentralisation sont le Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales phase II (PNACTII) et le Programme de Développement Institutionnel (PDI).

En effet, la gouvernance de l'Etat qui permet d'assurer l'unité du pays doit être équilibrée par un pouvoir décentralisé qui renforce la démocratie locale, « Aménager le territoire, c'est d'abord renforcer le pouvoir des hommes qui sont sur le terrain...L'aménagement du territoire se renierait s'il n'était décentralisé »².

Le SRAT se place de plus en plus comme une nouvelle étape pour les politiques régionales intégrant une réflexion globale et à long terme. Ce projet est en phase avec les grandes évolutions actuelles et se donne pour ambition de :

- **construire l'aménagement du territoire dans le cadre d'une prospective** : l'aménagement du territoire doit intégrer l'action mais surtout l'anticipation. Sa mission ne se résume pas seulement à apporter des réponses aux problèmes du moment comme par exemple mettre en place de grands équipements. L'aménagement du territoire doit s'inscrire dans une démarche prospective fondée sur des réflexions stratégiques capables d'anticiper et de définir une démarche de développement territorial durable. « La prospective vise à intégrer les temps longs des devenirs « des territoires en mouvement » pour penser les temps courts de la prise de décision »³ ;
- **s'inscrire dans le processus de décentralisation** : les politiques d'aménagement du territoire mises en œuvre pour corriger les grands déséquilibres socio-économiques ne peuvent trouver leur pleine efficacité qu'en s'appuyant sur une organisation des volontés locales. La décentralisation qui a pour objectifs de favoriser le développement local et de rendre l'action publique plus efficace doit permettre l'opérationnalisation des décisions en matière d'aménagement du territoire. Le SRAT devra conforter la mission de coordination et de mise en cohérence de la Région dans le domaine de l'aménagement du territoire ;
- **positionner la région à l'échelle nationale et sous-régionale** : L'avenir des territoires de l'Afrique se joue, désormais, à l'échelle du continent africain voire du monde. La politique d'aménagement du territoire doit créer les conditions d'une attractivité économique permettant aux territoires de la région de se positionner à l'échelle nationale et communautaire (UEMOA, etc).

Rappel sur la démarche méthodologique

La démarche adoptée pour l'amélioration du SRAT de Koulikoro repose sur un dialogue territorial multi-échelle (communes, cercles, région), à partir de l'organisation de nombreuses consultations publiques tenues sous forme d'ateliers. Il s'agit d'une co-production avec les acteurs et les citoyens dans l'optique de promouvoir un mode de bonne gouvernance territoriale.

² Jérôme Monod et Philippe De Castelbajac. L'aménagement du territoire. Que-Sais-Je ? PUF, n° 987.

³ Pour paraphraser Guy Loinger « La prospective régionale et locale : enjeux et débats » in *Les pouvoirs locaux, les cahiers de la décentralisation* n°50

Cette démarche d'amélioration du schéma régional s'organise suivant ces différentes phases :

1. La première phase a porté sur l'élaboration et l'harmonisation des outils méthodologiques afin d'asseoir les principes de dialogue et de concertation dans la conduite du processus d'amélioration du schéma d'aménagement régional.
2. La deuxième phase a permis l'élaboration d'un diagnostic territorial qui porte sur l'identification des principaux enjeux et défis territoriaux de la Région ;
3. La troisième phase qui concerne ce document est celle de l'élaboration du Schéma Régional d'aménagement du Territoire à partir d'un exercice de prospective territoriale et de la définition d'un cadre stratégique concertés. Ce document présente aussi le cadre institutionnel de suivi-évaluation

1. OBJECTIFS VISES

Le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) poursuit un objectif majeur qui est de réduire les inégalités territoriales de la région et permettre à l'ensemble des habitants de bénéficier des services, des conditions et d'un cadre de vie de qualité. Spécifiquement il vise à remplir les fonctions suivantes à long terme :

- fournir un cadre de cohérence aux actions de développement des différents niveaux de collectivités locales ;
- permettre aux planifications successives, régionales et nationales, de s'articuler sur des objectifs mis en commun et durables ;
- donner plus de visibilité aux politiques sectorielles en offrant un cadre de cohérence spatiale ;
- offrir à l'étude prospective Mali 2025 et au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) une assise spatiale ;
- renforcer l'attractivité et la compétitivité des territoires ;

Le SRAT amélioré de Koulikoro est structuré en trois grandes parties :

Partie 1. Une synthèse du bilan diagnostic

Cette partie est un résumé du diagnostic (livrable n° 1) et met en évidence la synthèse des contraintes et les enjeux en matière d'aménagement du territoire dans la région de Koulikoro. Cette partie se termine par un bilan territorial, qui, à partir d'une analyse multicritère, permet de définir des profils territoriaux qui sont des zones homogènes pouvant guider les choix en matière d'aménagement du territoire.

Partie 2. Le Schéma Régional d'Aménagement du Territoire.

Cette partie constitue le coeur du document. Elle analyse dans un premier temps les éléments de prospective territoriale à partir des grands enjeux issus du diagnostic. L'objectif étant de déceler les tendances d'évolution, les continuités et les ruptures. Il sera question ensuite de construire un cadre stratégique partagé à partir du questionnement des grands enjeux importants issus du diagnostic et qui ont été analysés en variables clefs dans la réflexion sur la scénarisation. Les grandes options stratégiques en matière d'aménagement du territoire seront définies selon une démarche participative.

Partie 3. Le cadre de suivi du SRAT

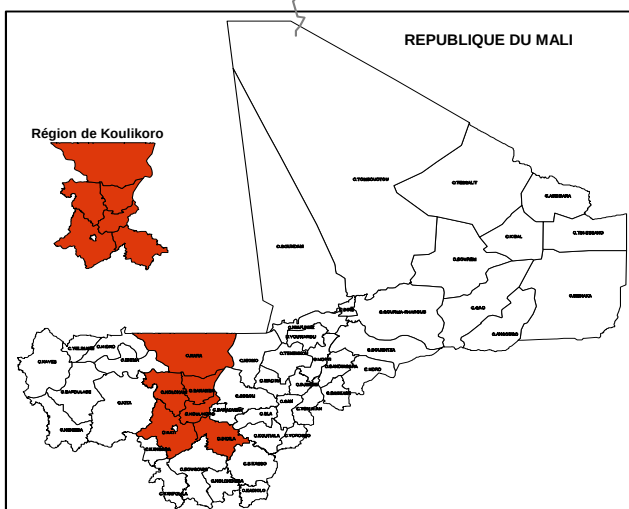
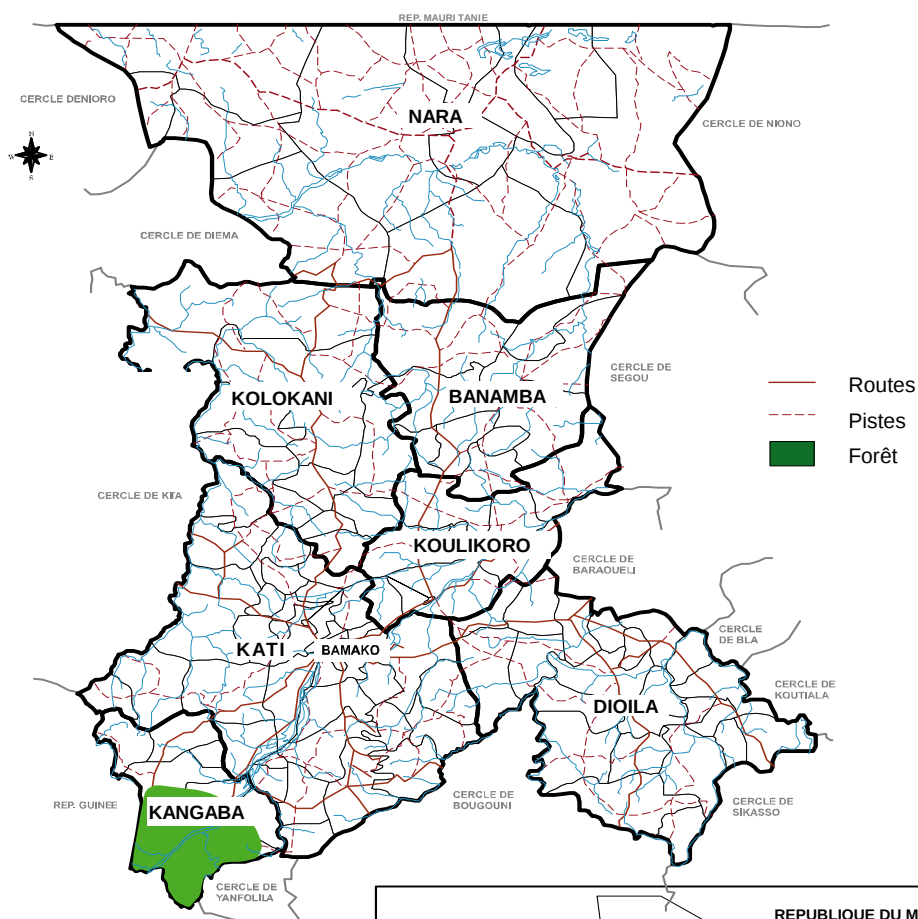
Un cadre de suivi qui doit permettre d'identifier l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en oeuvre du schéma et de définir leurs rôles et responsabilités. Ce cadre permettra également d'assurer le suivi et l'évaluation du SRAT.

*Synthèse
du
bilan diagnostic*

LA REGION DE KOULIKORO EN QUELQUES POINTS

Organisation administrative et territoriale	Région divisée en 7 cercles : Banamba, Dioila, Kati, Kangaba, Koulikoro, Kolokani et Nara 108 communes : 3 communes urbaines (Koulikoro, Kati et Karan) et 105 communes rurales
Localisation géographique au centre-ouest du Mali	La région de Koulikoro est limitée au Nord par la Mauritanie, à l'Ouest par la région de Kayes, au Sud par la Guinée et la région de Sikasso et à l'Est par la région de Ségou <u>Climat</u> : existence de trois zones climatiques : <i>Zone guinéenne</i> à l'extrême sud de la région – <i>Zone soudanienne</i> : subdivisée en deux sous-zones, soudanienne sud et soudanienne nord – <i>Zone sahélienne</i> : la partie nord de la région Cours d'eau qui traversent le territoire régional : Niger (250km), Baoulé (120km), Bagoé (90km), Baninfing (70km), Sankani (40km) et Bani (20km). <u>Topographie</u> : les sols sableux de dune morte ou aplanie, préférentiellement situés dans les cercles de Nara et Banamba (35,7% de la superficie régionale) - les sols latéritiques sableux et argileux, à l'ouest, (27% de la superficie de la région) - les sols latéritiques et alluvionnaires (24% de la superficie de la région) - la partie sud de la région est dominée par le mont mandingue constituant ainsi une zone de plateaux opposée à une vaste plaine le long du fleuve Niger avec des terres inondables : existence de sols ferrugineux, au sud de la région, (13,3% de la superficie régionale).
Population et démographie	Population : 1 565 838 habitants (RGPH 1998) - 2 418 305 habitants (résultats provisoires RGPH, 2009) – 16,7% de la population du Mali Taux de croissance : 4% (1998 – 2009) Indice synthétique de fécondité : 7,3 enfants par femme en âge de procréer (15-49ans) en 2006 Superficie : 90 210 km ² 2 ^{ème} région la plus densément peuplée du Mali, avec 26,8 h/km ² (RGPH, 2009) Taux d'urbanisation en 2009 : 26,96%
Economie Régionale	<u>Agriculture, production en 2009</u> : Coton : 32 369 tonnes - Arachide 57.590 tonnes - Céréales sèches : 592.072 tonnes - Riz : 47.358 tonnes - Maraîchage : 50.222 tonnes – Arboriculture : manguiers (79.069 tonnes), papayer (4216 tonnes), Goyavier (529 tonnes), Bananier (42 495 tonnes), Anacardier (38 tonnes), Oranger (9 509 tonnes), Mandarinier (2117 tonnes), Citronnier (2963 tonnes) <u>Elevage, effectif du cheptel en 2009</u> : bovins : 1.285.255 têtes, ovins : 1.116.590 têtes, caprins : 1.503.975 têtes, asins : 85.660 têtes, équins : 17.124 têtes, camelins : 860 têtes, porcins : 7055 têtes. <u>Pêche, production en tonnes en 2009</u> : poissons frais : 91,57 ; poissons fumés : 67,49 et poissons séchés : 13,02 <u>Industrie, nombre d'unités en 2009</u> : agro-alimentaire : 35, matériaux de construction : 4, mécanique : 4, chimique : 12.
Les acteurs de l'aménagement : rôle de la région	L'Etat : L'administration (Gouvernorat, Cercle, Ex-arrondissement), Les services techniques (Comité Régional d'Orientation et de Coordination, de Suivi des Actions de Développement), Les sociétés semi-publiques et privées (EDM, SOTELMA, etc.). Les collectivités territoriales : L'Assemblée Régionale de Koulikoro (ARK), Le Conseil de Cercle, Le Conseil communal. Les structures d'Intermédiation Sociale (ImS) : les associations d'usagers et de développement Les acteurs en appui : les Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

Carte 1: Localisation de la région de Koulikoro



Cette partie présente la synthèse du bilan diagnostic territorial mené dans la région de Koulikoro en prélude à la formulation du schéma régional d'aménagement du territoire.

1. PEUPLEMENT ET DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ACTUELLE

ETAT DES LIEUX

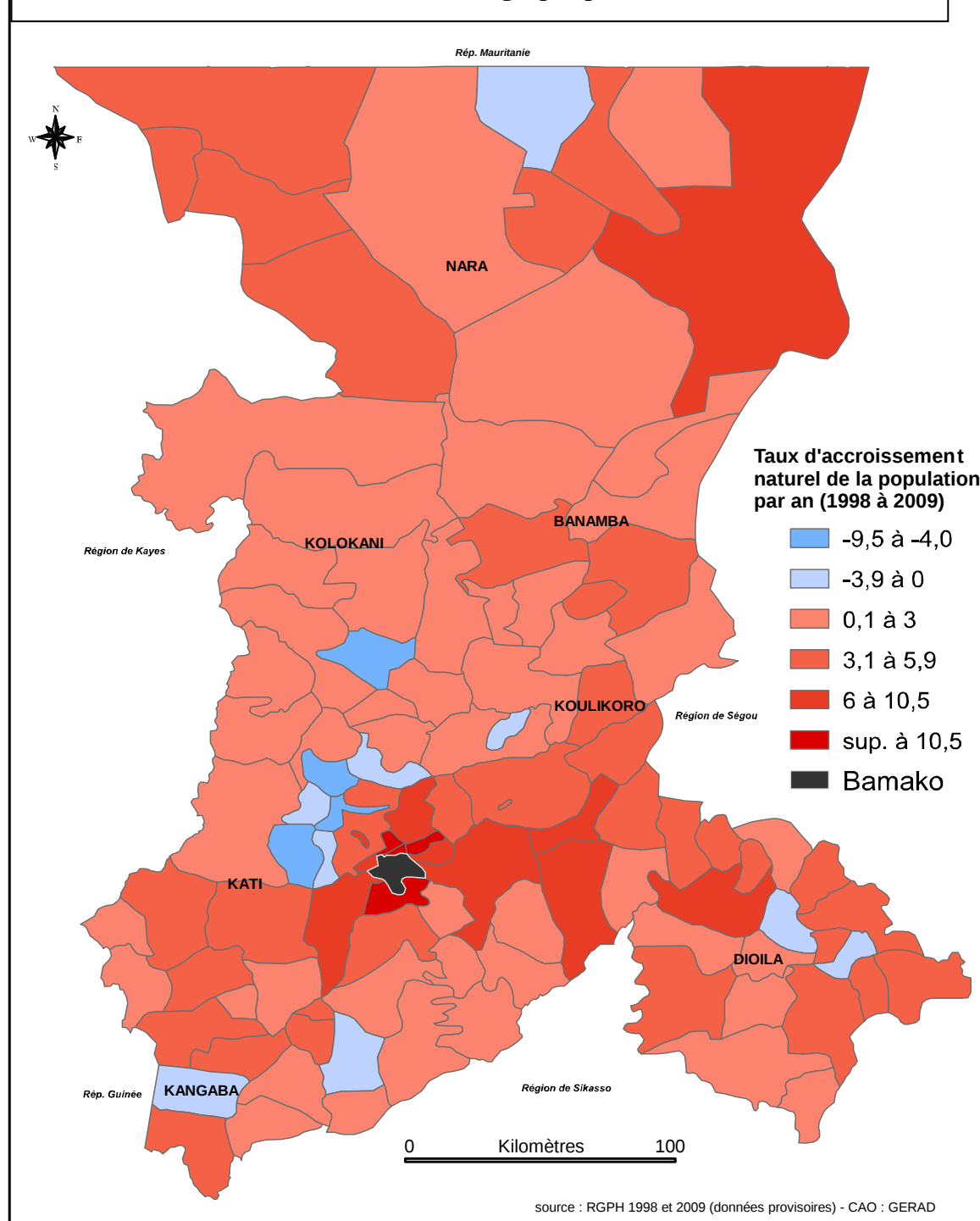
Le diagnostic de la dynamique démographique a révélé :

Une croissance démographique rapide et régulière. Depuis les années 1970, la région de Koulikoro enregistre une progression constante et rapide de sa population. Les derniers résultats provisoires du recensement 2009 (RGPH, 2009) confirment cette tendance. De 1976 à 2009, la population de la région de Koulikoro est passée de 932.237 habitants à 2.418.305 habitants. L'évolution du taux de croissance confirme le dynamisme démographique. Faible de 1976 à 1987, avec un taux de croissance de 1,46%, il devient de plus en plus vigoureux : 2,46% de 1987 à 1998 et 4% de 1998 à 2009 et est supérieur à la moyenne nationale, qui est de 3,6%. Cette dynamique démographique conforte le positionnement de la région, qui selon les résultats provisoires serait le second pôle démographique du pays, soit 16,7% de la population nationale.

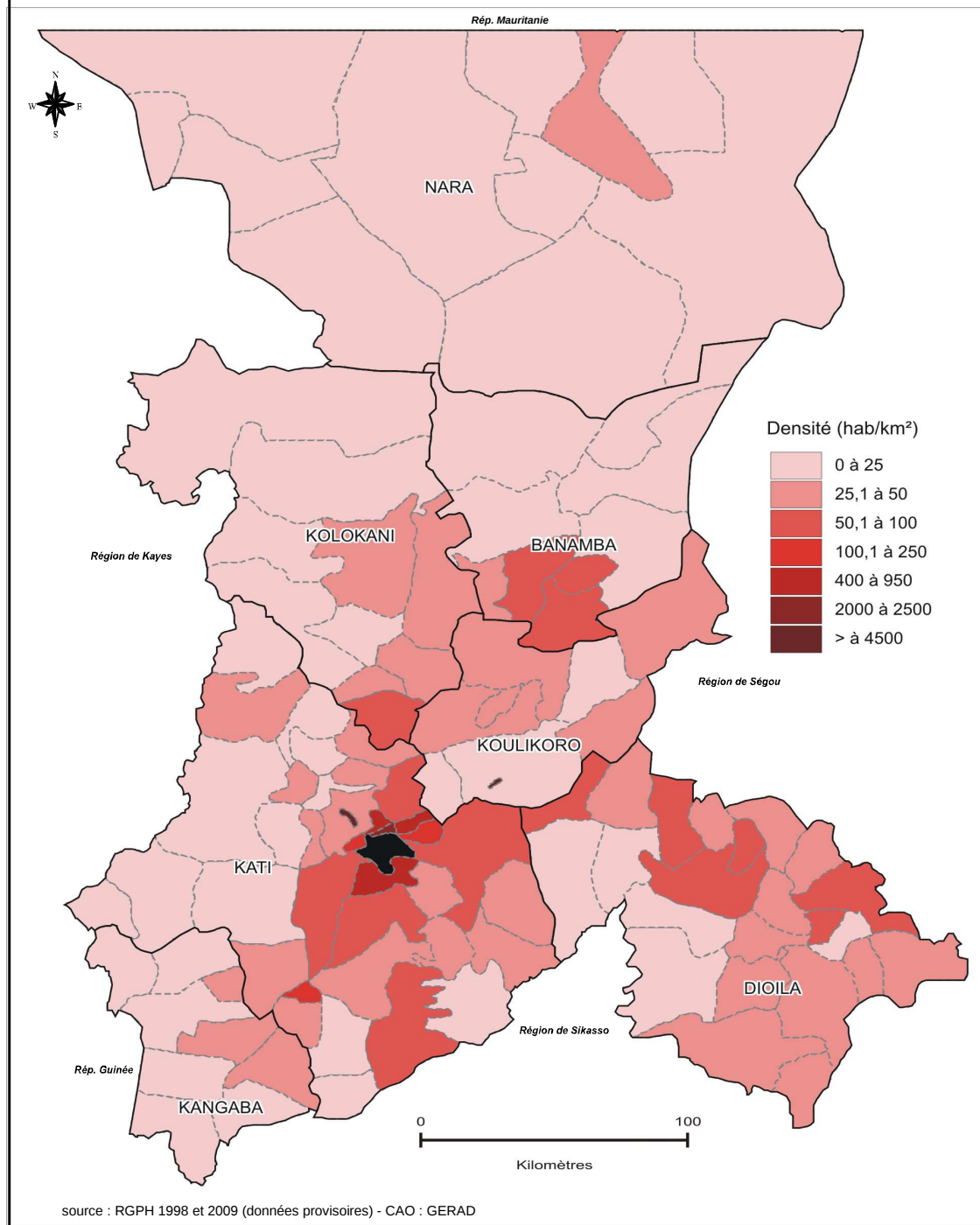
Une dynamique démographique soutenue par l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF). Cette dynamique démographique repose aussi sur les apports du mouvement naturel à travers le maintien d'une fécondité élevée et une baisse régulière de la mortalité. Les derniers résultats de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS, 2006) ont révélé une très nette augmentation de l'ISF, de 6,9 enfants par femme en 1996 à 7,3 enfants par femme en 2006.

De fortes disparités spatiales. La distribution de la population à l'échelle de la région de Koulikoro traduit l'existence d'une situation démographique différenciée. La densité de peuplement est plus faible dans la partie nord de la région, et augmente au fur et à mesure que l'on se rapproche de la capitale, Bamako : la densité varie de 8,10 habitants au km² dans le cercle de Nara à 58,17 habitants au km² dans le cercle de Kati.

Le bilan démographique issu des différentes périodes de recensement confirme le maintien de ces écarts. Incontestablement, les cercles de Kati (+85%) et de Dioila (+48%) contribuent très fortement au bilan démographique global et positif de la région de Koulikoro. La situation géographique (proximité de la capitale, Bamako) et les conditions bioclimatiques et économiques favorables (choix d'intervention de la CMDT et de l'OHVN) ont fortement contribué à l'attractivité de ces deux cercles.

Carte 2: Croissance démographique 1998-2009


Carte 3: Répartition de la densité



ENJEUX

La projection tendancielle, basée sur un taux de croissance de 4%, indique que la région de Koulikoro atteindra 5 millions d'habitants en 2030. Dès lors, le défi démographique persiste malgré les programmes mis en place par le Gouvernement. Il est donc fondamental à moyen terme :

- d'infléchir le rythme de croissance démographique ;
- de promouvoir la santé de la reproduction ;
- d'assurer un développement socio-économique plus équilibré pour une meilleure répartition de la population sur l'espace régional.

2. **CONDITIONS DE VIE ET BESOINS DE LA POPULATION**

ETAT DES LIEUX

Le diagnostic des conditions de vie et besoins de la population de Koulikoro a fait ressortir trois enjeux majeurs auxquels le SRAT devrait apporter des éléments de réponse :

Un taux d'accès des populations aux services sociaux de base à améliorer : (éducation, santé, eau, électricité continue fournie par l'Energie du Mali [EDM]) :

- une forte dégradation de la qualité de l'enseignement, en dépit du taux élevé de scolarisation dans le 1^{er} cycle (98%) de l'enseignement fondamental. Cette situation découle de la promotion d'un enseignement de masse basé sur le recrutement de personnel communautaire très faiblement qualifié ;
- un faible taux de scolarisation dans le 2nd cycle (51%) de l'enseignement fondamental, lié à une faible représentation des filles. Cette situation s'explique par une importante déperdition scolaire qui affecte davantage les filles pour des raisons socio-culturelles ;
- un déficit d'établissements scolaires au niveau du 2nd cycle et des lycées. Une situation qui est favorisée par le manque d'articulation dans les planifications des différents échelons de collectivités locales (les flux d'élèves issus du fondamental 1^{er} cycle ne peuvent pas être absorbés par les établissements du fondamental 2nd cycle et des lycées) ;
- un faible taux d'encadrement médical qui n'est que de 20% est lié au déficit de personnel qualifié par rapport aux normes en vigueur. Cette situation est exacerbée par une accessibilité limitée aux structures sanitaires ;
- un taux de desserte en eau potable (85,99%) satisfaisant qui cache cependant des disparités géographiques en matière d'accès des populations ;
- Un faible taux d'accès des ménages à l'électricité continue (13% : EDM).

Tableau 6 : Niveau de satisfaction des besoins sociaux de base

Cercles	Taux de scolarisation 1 ^{er} cycle	Taux de scolarisation 2 nd cycle	Taux encadrement médical	Taux desserte en eau	Taux de couverture électricité (EDM)	Moyenne
Banamba	84%	18%	10%	92%	0%	41%
Dioila	70%	31%	13%	88%	6%	42%
Kangaba	87%	63%	27%	95%	7%	56%
Kati	178%	119%	29%	85%	38%	90%
Kolokani	69%	29%	16%	84%	0%	40%
Koulikoro	81%	64%	23%	88%	38%	59%
Nara	59%	31%	4%	80%	0%	35%
TOTAL	98%	51%	20%	87%	13%	54%

Source : Enquêtes de terrain, Mars-Avril 2010

Inégalités spatiales en termes de couverture en services sociaux de base. La typologie des conditions de vie montre quatre grandes tendances :

- les zones de faible couverture en services sociaux de base que sont les cercles de Nara et de Kolokani. Ces deux entités constituent les espaces les moins lotis en termes de services sociaux de base et cette situation est exacerbée par leur enclavement et leur importante superficie ;
- les zones ayant des niveaux de couverture insuffisants sont les cercles de Banamba et de Dioila. A Dioila, malgré l'importance des investissements hydro-agricoles, le niveau d'accès aux services sociaux de base demeure limité, une situation qui peut s'expliquer par l'importance des flux migratoires en direction de cette zone attractive ;
- les zones bénéficiant d'un taux de couverture moyen. Il s'agit du cercle de Kangaba qui présente l'avantage d'une superficie limitée favorisant une bonne répartition des services sociaux. Le cercle de Koulikoro quant à lui, bénéficie de son statut administratif de chef lieu de la région où sont concentrés l'essentiel des services sociaux ;
- la zone ayant le taux de couverture le plus satisfaisant. Il s'agit du cercle de Kati, qui du fait de sa proximité avec Bamako, bénéficie des services sociaux de base implantés dans la capitale.

Persistance des facteurs de pauvreté du fait de :

- Indice de pauvreté régionale: 59,5% en 2006
- Taux de chômage: 24,1% en 2006
- Indice de développement humain : 0,336 en 2003

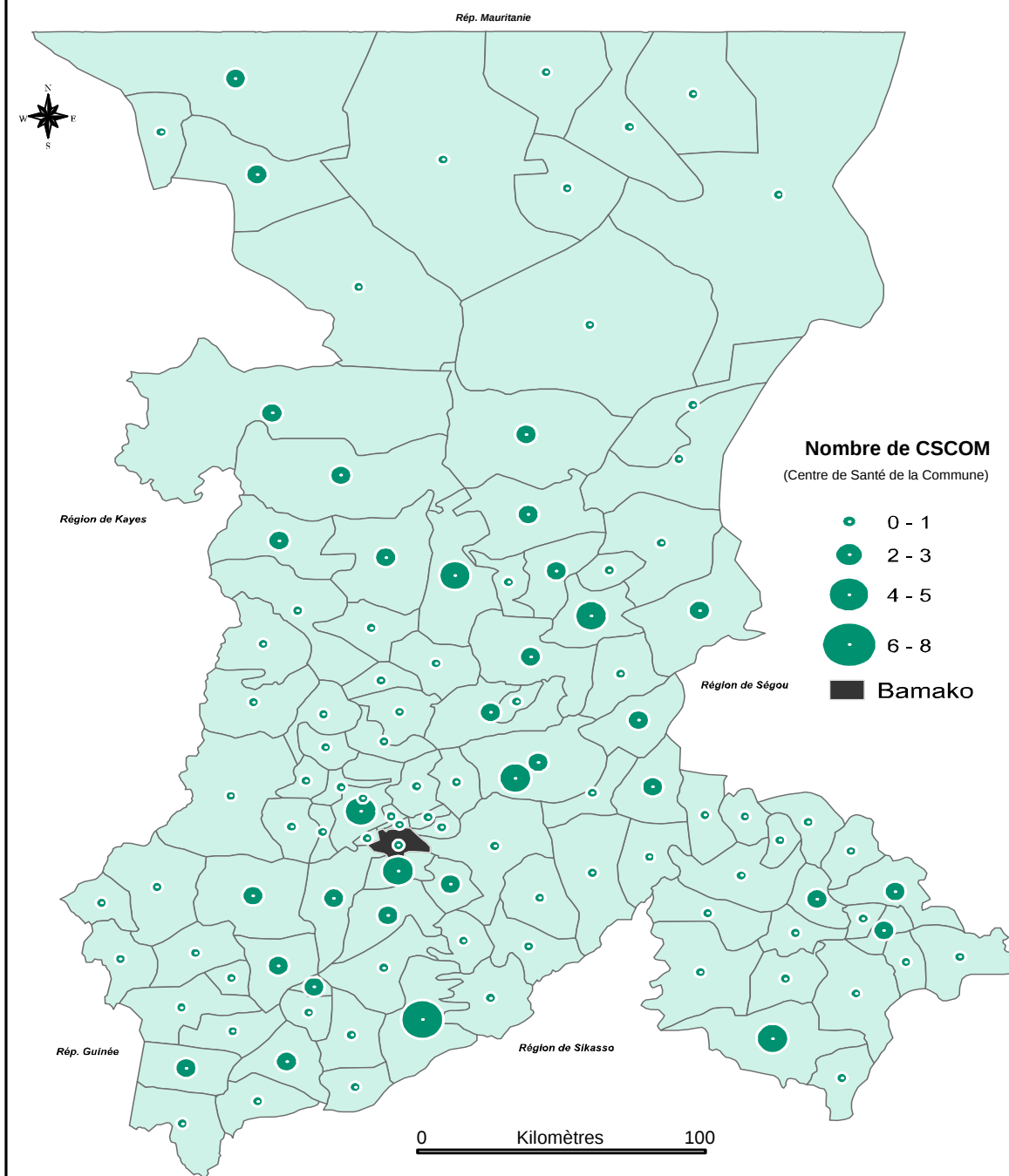
ENJEUX

L'atteinte des défis de la région en termes d'amélioration des conditions de vie implique la résorption des déséquilibres spatiaux (services sociaux de base, emplois, actions publiques de développement, etc.). L'augmentation de la population et sa mauvaise répartition engendre des problèmes dans la recherche d'une localisation optimale des services sociaux de base.

Compte tenu du rythme de constructions nouvelles de la dernière décennie, faible par rapport à la croissance démographique, le défi majeur sera :

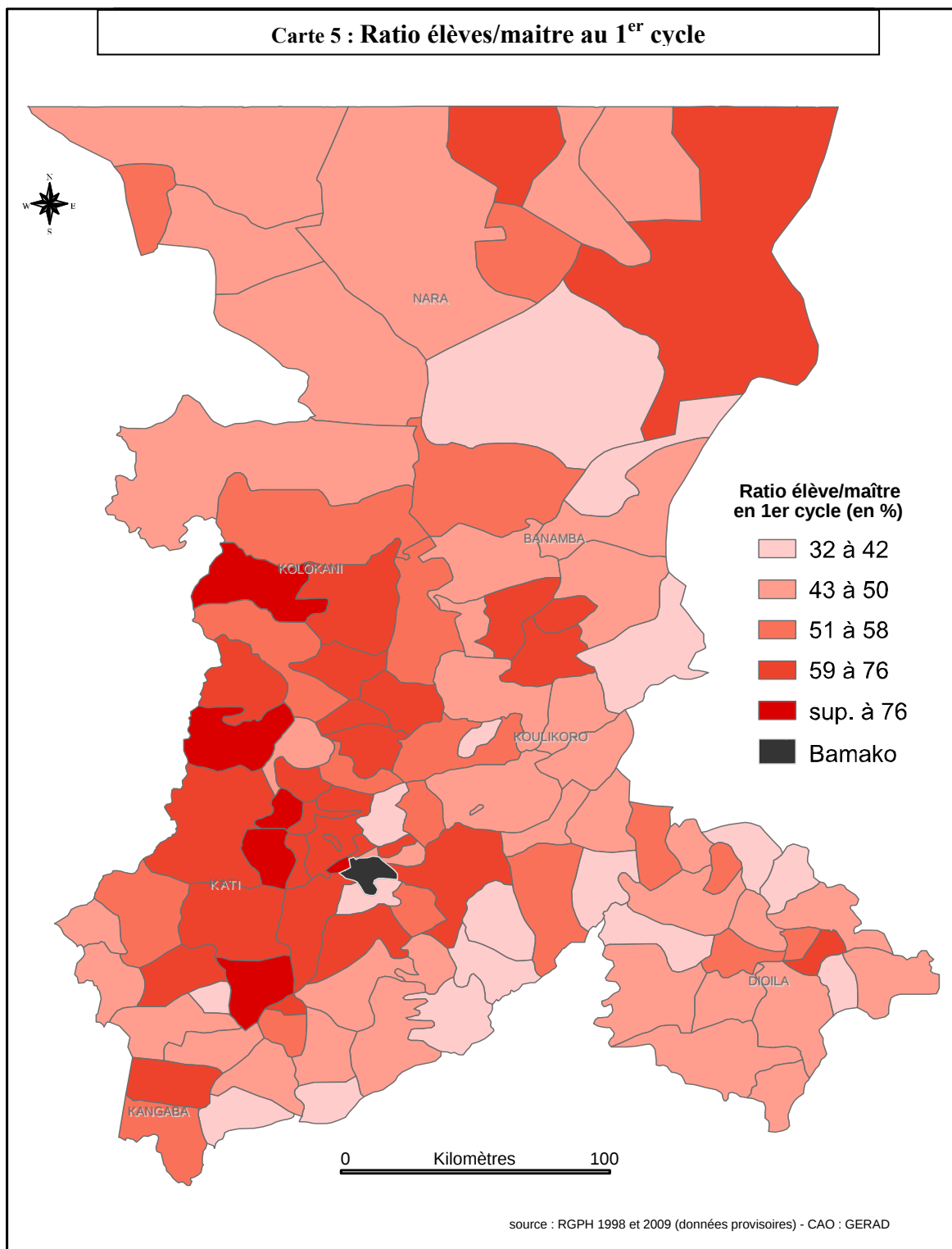
- d'offrir un parc de services sociaux de base suffisant, en nombre, mais aussi en qualité d'ici à 2030 ;
- d'améliorer la qualité de l'enseignement par le renforcement des capacités du personnel enseignant ;
- de veiller à une meilleure articulation de la planification de la carte scolaire entre les différents niveaux de collectivités locales ;
- de développer et renforcer toutes les infrastructures et services sanitaires et d'en faciliter l'accès à toutes les catégories de la population ;
- de satisfaire les besoins en eau potable des populations urbaines et rurales ;
- de renouveler et entretenir les ouvrages hydrauliques à travers l'implication des bénéficiaires ;
- de promouvoir l'électrification urbaine et rurale à travers une diversification des sources d'approvisionnement énergétiques (solaire etc) ;
- de définir et répartir de façon claire les rôles et responsabilités des acteurs territoriaux dans la prévision, réalisation et gestion des équipements et infrastructures sociaux de base.

Carte 4: Répartition des centres de sante communautaires



source : annuaire statistique de santé de Koulikoro 2008 - CAO : GERAD

Carte 5 : Ratio élèves/maitre au 1^{er} cycle



3. LE SYSTEME URBAIN

ETAT DES LIEUX

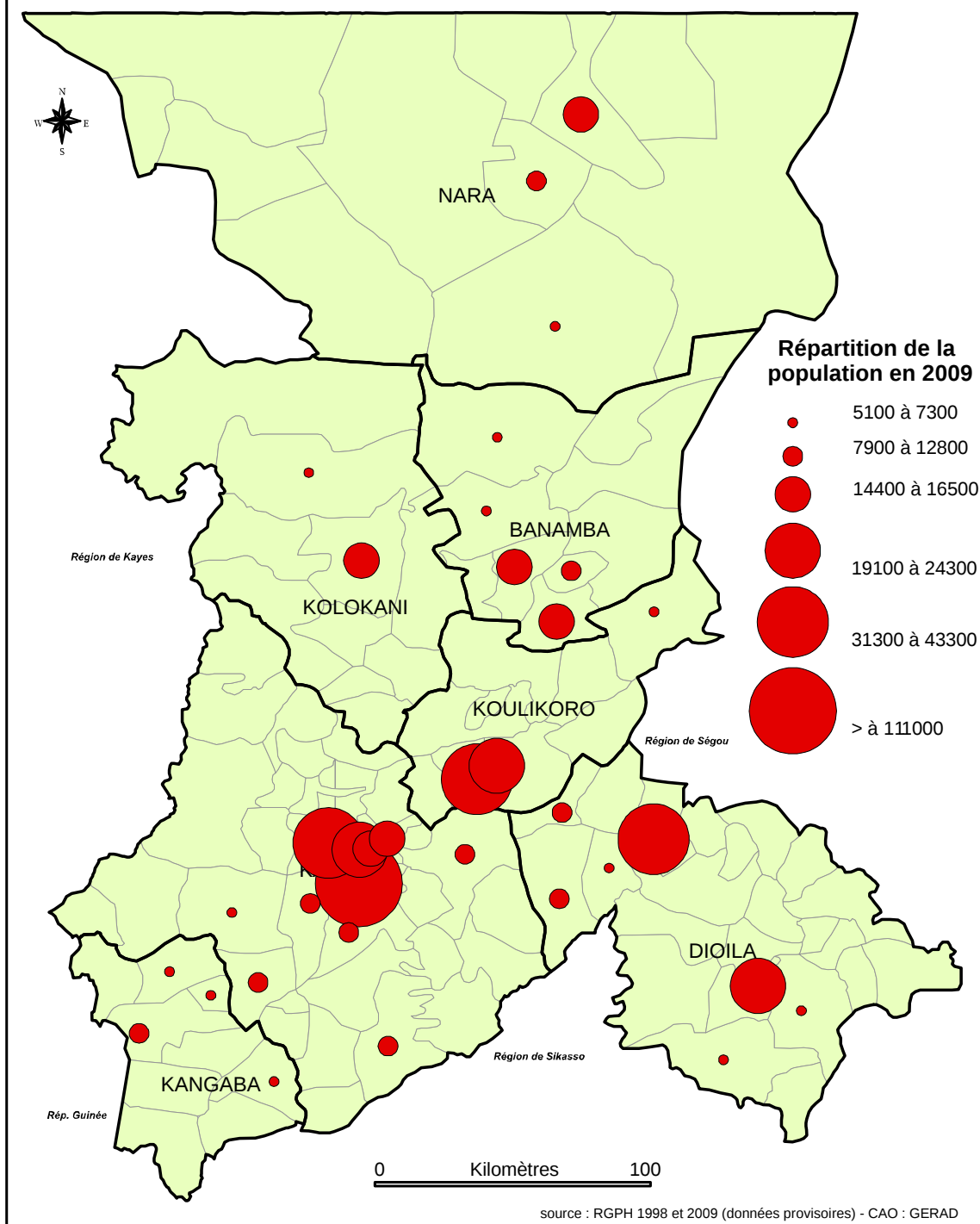
Le système urbain de la région de Koulikoro fortement désarticulé, reste marqué par :

Un faible taux d'urbanisation. La région de Koulikoro affiche le taux d'urbanisation le plus faible de l'ensemble des régions du Mali. Koulikoro est une région encore très marquée par la ruralité, qui devrait, selon l'Etude Nationale Prospective « Mali 2025 », se poursuivre jusqu'en 2025. Selon les résultats issus des différents recensements, le taux d'urbanisation de Koulikoro est passé de 7,8% en 1976 à environ 26,96% en 2009 (selon les résultats provisoires du RGPH 2009).

Une forte emprise de Bamako. L'armature urbaine reste très déséquilibrée. La singularité est qu'elle n'est pas dominée par la capitale régionale, Koulikoro, mais par le binôme Kati-Kalabancoro qui est fortement influencée par la proximité avec la capitale Bamako. Ce binôme renferme 32% de la population urbaine de la région. D'ailleurs, il est mentionné des risques "d'absorption-fusion" de la partie Sud de la Région par Bamako. En effet, la capitale continue de s'étendre rapidement du fait de la saturation de la disponibilité de ses propres ressources foncières. Dès lors, la région de Koulikoro devrait inciter à la mise en place d'une série de politiques publiques en mesure de préserver son patrimoine foncier ;

Un réseau urbain déséquilibré. Au-delà de la dimension démographique et administrative, la ville se définit aussi par la diversité et la qualité des fonctions et des services qu'elle offre. La typologie dégage :

- la singularité de la ville de Koulikoro : c'est le niveau d'encadrement politique et technico-administratif le plus élevé du fait de son statut de chef lieu de région. Position qui est également renforcé par son poids économique ;
- la particularité des villes de Kati et de Kalabancoro et dans une moindre mesure, Fana : elles ont un poids démographique très important et un niveau d'encadrement supérieur à la moyenne régionale. Exceptée la ville de Fana, il s'agit de localités situées dans le périmètre d'urbanisation de Bamako ;
- la position moyenne de cinq chefs lieux de cercle (Kolokani, Nara, Dioila, Kangaba et Banamba) et deux grandes villes (Moribabougou et Ouélessebougou) : leur niveau d'encadrement est moyen. Ils bénéficient dans le cadre de la décentralisation et de la déconcentration de la présence de pouvoirs publics et de centres de décisions politiques. Pour les villes de Moribabougou et Ouélessebougou, leur statut d'ancien chef lieu d'arrondissement explique leur niveau d'encadrement ;
- l'émergence de quatre villes : Sanankoroba, Didiéni, Massigui et Baguinéda Camp : leur niveau d'encadrement doit être renforcé pour leur permettre de jouer leur véritable rôle notamment celui de pôle de décision socio-économique ;
- une majorité de villes sous équipées : toutes les autres villes de la hiérarchie sont très faiblement équipées et ne permet pas d'offrir un niveau d'encadrement satisfaisant et de jouer un rôle d'entraînement de leur hinterland.

Carte 6: REPARTITION DE LA POPULATION URBAINE EN 2009


ENJEUX

Les principaux enjeux liés à l'urbanisation sont :

- de créer une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement harmonieux et de résorber les déséquilibres entre le nord et le sud ;
- de développer des stratégies adaptées pour mieux gérer « l'effet Bamako » et de le traduire en opportunités ;
- d'élaborer un Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols (POAS), notamment pour la ville de Kati et les villes limitrophes qui sont sous la domination urbaine de Bamako, en vue de gérer les problèmes fonciers (accès au logement et préservation des terres de culture) ;
- de promouvoir des politiques de gestion urbaine adaptée.

4. **SYSTEME DE PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE**

ETAT DES LIEUX

Le cadre macro économique national révèle que l'économie malienne est dominée par le secteur primaire : avec plus de 70,0% de la population active, le secteur primaire est le secteur clé de l'économie malienne. Le secteur agricole contribue pour 45,0% dans la création de la valeur ajoutée totale, soit 1.013 milliards de francs CFA, et à hauteur de 40,0% dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB).

L'économie de la région de Koulikoro s'inscrit dans les tendances relevées à l'échelle nationale. Avec une population rurale de 1.707.293 habitants, elle demeure une région à vocation rurale dominée par le secteur primaire qui bénéficie d'importantes potentialités hydro-agricoles. La part de la population active agricole représente 87,5% de la population active (BEAGGE, 2007).

L'agriculture, poumon de l'économie régionale. Elle concerne les cultures d'exportation, les cultures émergentes et les cultures vivrières. Le secteur agricole est marqué par :

- La crise des cultures d'exportation traditionnelles (coton, arachide)

Pour le coton : la combinaison de facteurs exogènes (tendance à la baisse et volatilité des cours internationaux du coton, flambée des cours du pétrole, parité euro/dollar défavorable, etc.) et endogènes (stagnation, voire diminution des rendements du cotonnier, problèmes de gestion des crédits par les coopératives de producteurs, etc.) ont fortement contribué à :

- la chute de la production de plus de 70%, passant de 109.704 tonnes en 1999 à 32.369 tonnes en 2009 ;
- la diminution des superficies cultivées qui est également sévère : de 135.793 hectares en 1999 à 36.495 hectares en 2009, soit de l'ordre de - 73,1%.

Pour l'arachide : la chute des cours sur le marché mondial et la forte concurrence des huiles d'importation, comme l'huile de soja, l'huile de palme expliquent la variation de la production: de 59.436 tonnes en 2000, elle a atteint un pic de 114.302 tonnes en 2005, avant de chuter à 71.976 tonnes en 2009.

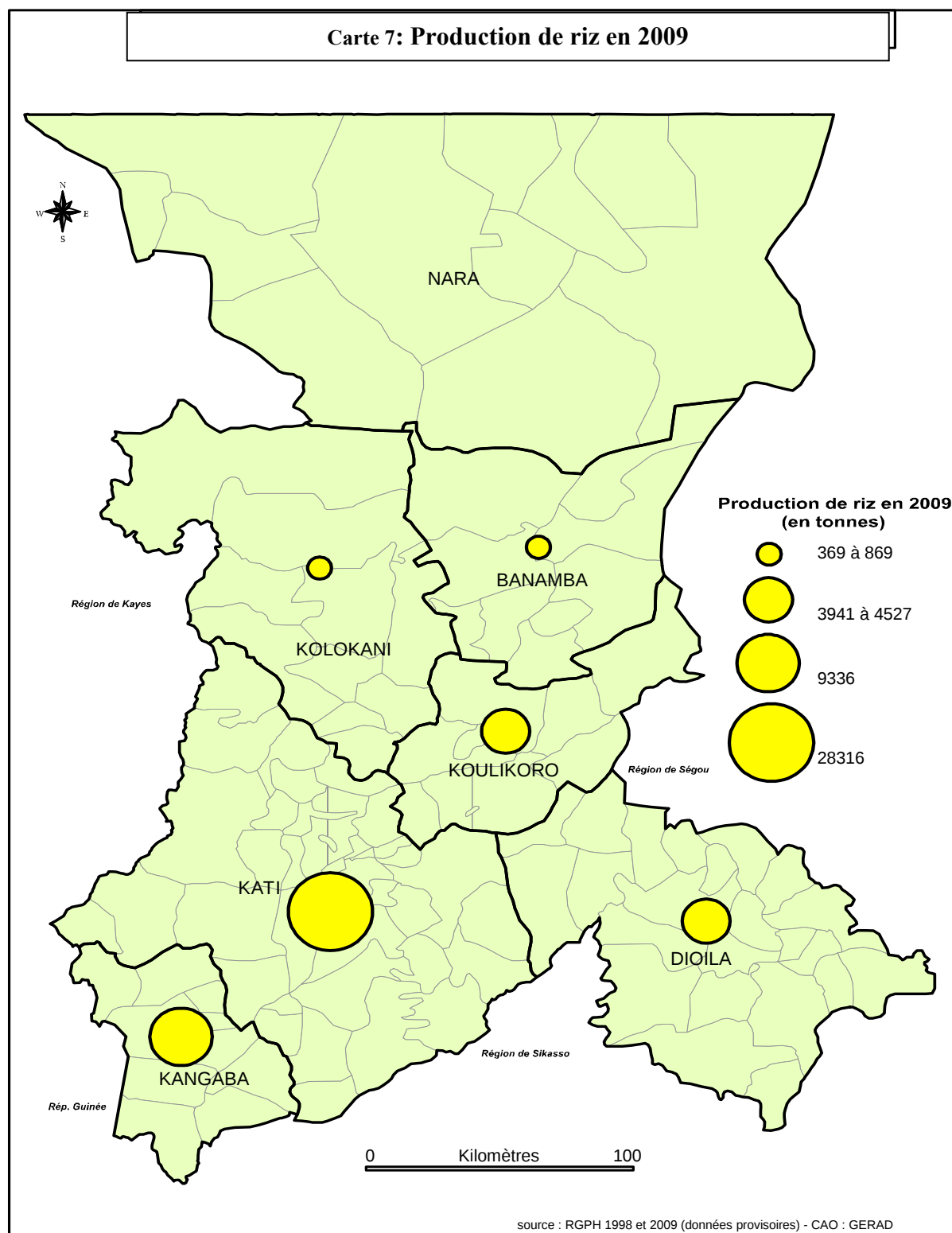
- L'émergence de nouvelles cultures commerciales, face à la crise des cultures d'exportation traditionnelle :
 - le sésame, l'oseille de Guinée, le pourghère, le henné et le soja connaissent, depuis 2004, une hausse constante de leur production ;
 - la production fruitière a été multipliée par 8, en passant de 17.583 tonnes à 140.936 tonnes entre 2007 et 2009 ;
 - la région est devenue l'une des principales zones de production de gomme arabique du pays et le deuxième producteur d'amande de karité, après Sikasso ;
 - la montée en puissance des cultures maraîchères, surtout près des ceintures urbaines (Kati, Fana) dont les productions sont passées de 10.772 tonnes en 2002, à 50.222 tonnes en 2009, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 24,6%.
- La prédominance des céréales sèches :
 - les céréales sèches et le riz occupent 99,4% des superficies emblavées ;
 - les légumineuses (niébé et voandzou) et les tubercules (manioc, igname et patate douce) restent des cultures d'appoint.

L'élevage, un cheptel en constante augmentation : durant la décennie 2000-2009, le cheptel de la région a augmenté sensiblement, au rythme de 3% par an. Cet accroissement des effectifs concerne toutes les espèces. Pratiqué par plus de 80% de la population, l'élevage joue un rôle important dans la sécurité alimentaire. Il comprend deux types :

l'élevage sédentaire, de type extensif, est très souvent associé à l'agriculture, il est pratiqué sur tout le territoire régional, notamment dans les zones de Dioila, Koulikoro et Kangaba ;

l'élevage transhumant est quant à lui pratiqué principalement par les éleveurs des cercles de Nara mais aussi de Kolokani et de Banamba.

Les principales contraintes que rencontre ce secteur sont : la dégradation des zones de paturage, l'insuffisance de points d'abreuvement du cheptel, le déficit d'unités de production, de conservation et de conditionnement des sous-produits de l'élevage, ainsi que les conflits entre agriculteurs et éleveurs liés notamment à la transhumance.



La filière avicole a connu ces dernières années un essor remarquable qui s'est traduit par une augmentation des effectifs de la volaille au rythme de 3,7% par an entre 1999 et 2008. Les effectifs de poulets de chair et les pondeuses, ont particulièrement, connu une forte progression avec des taux d'accroissement moyen annuel respectifs de 8,4% et 8,5%. Parallèlement, la production d'œufs a sensiblement augmenté, avec un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 9,9%. L'essor de la filière avicole dans la région de Koulikoro doit beaucoup à la proximité de Bamako, important marché d'écoulement de la volaille et des produits dérivés.

Cependant, ce secteur fait face à des contraintes, notamment le manque de financements, les risques liés à la peste aviaire, le problème de la disponibilité des aliments pour la volaille, les faibles capacités des aviculteurs, etc.

La filière apicole se développe également dans la région de Koulikoro. Elle se concentre dans le cercle de Kati, soit plus de la moitié de la production de miel de la région et le tiers de la production de cire de la région. Cette filière est confrontée à la faible maîtrise des techniques d'élevage des abeilles et d'extraction du miel dont la qualité est jugée médiocre.

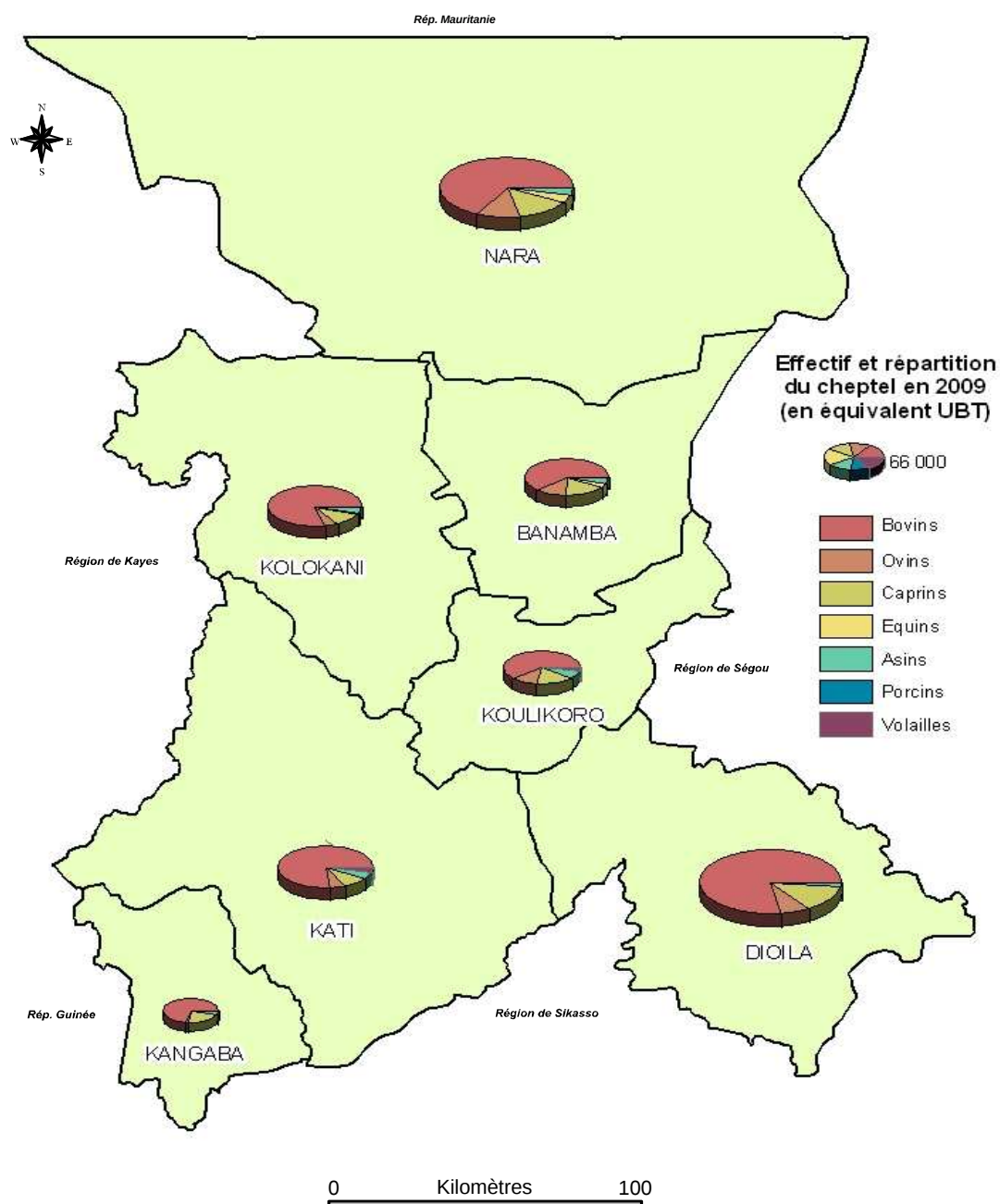
La pêche constitue une activité économique importante dans la région de Koulikoro. Elle bénéficie de **la présence d'un important réseau hydrique**. Ces dernières années, le sous-secteur de la pêche a enregistré de nets progrès, qui se sont traduits par une augmentation des productions halieutiques :

- les productions de poissons frais, produits entre 1997 et 2003, à partir de :
 - o des mares non aménagées, ont connu une nette progression, passant de 17 à 70 000 tonnes,
 - o des barrages et des lacs sont passés de 2 à 30 004 tonnes ;
- les captures ont également progressé puisqu'elles sont passées, entre 2006 et 2009, de 27,8 tonnes à 91,57 tonnes ;
- les productions de poissons fumés sont passées de 12,10 tonnes en 2006 à 67,49 tonnes en 2009 ;
- les productions de poissons séchés sont passées de 8,17 tonnes en 2006 à 13,02 tonnes en 2009.

Le secteur de la pêche est confronté encore à de nombreuses difficultés qui limitent son impact sur le développement socio-économique de la région. Il doit, notamment, faire face à l'insuffisance des installations, des infrastructures et du matériel de pêche, ainsi que le non respect des conventions de pêche.

La pisciculture, une filière porteuse. La pisciculture a connu ces dernières années un réel essor dans la région de Koulikoro. Plusieurs expériences, appuyées par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et la Direction Régionale de la Pêche, ont été développées, notamment dans les cercles de Kati, Kangaba, Dioila et Koulikoro. La région bénéficie, en effet, d'un potentiel piscicole important (bancotières, étangs aménagés, mares, etc.) et d'un marché national porteur. Ces conditions favorables ont entraîné l'accroissement de la production piscicole depuis plus d'une décennie. Entre 1997 et 2003, la production piscicole est passée de 9,4 à 14.686 tonnes. Toutefois la pisciculture souffre encore de nombreuses difficultés : indisponibilité d'alevins, absence d'une alimentation de qualité, manque de dispositif de financement pour les investisseurs privés et insuffisance numérique de l'encadrement technique.

Carte 8 : Effectif et répartition du cheptel en 2009 (ubt)



source : RGP 1998 et 2009 (données provisoires) - CAO : GERAD

Le secteur secondaire est dominé par l'industrie.

Koulikoro est l'une des principales régions industrielles du Mali. Elle dispose d'un tissu industriel relativement étoffé avec la présence, en 2009, de 55 unités industrielles. Le cercle de Kati regroupe 60,3% des unités industrielles, alors que les cercles de Koulikoro, Dioila et Banamba comptent, respectivement, 20,7%, 10,3% et 6,9% des industries régionales. Le cercle de Kangaba compte une seule unité industrielle. Les cercles de Kolokani et de Nara ne disposent d'aucune industrie.

Tableau 7 : Les types d'industrie dans la région en 2009

Cercle	Agro-alimentaire	Matériaux de construction	Mécanique	Chimiques	Total
Kati	17	3	4	8	32
Koulikoro	7	1	0	4	12
Dioila	6	0	0	0	6
Banamba	4	0	0	0	4
Kangaba	1	0	0	0	1
Kolokani	0	0	0	0	0
Nara	0	0	0	0	0
Total	35	4	4	12	55

Source: DRI Koulikoro, 2010

L'agro-alimentaire est le principal secteur de l'industrie régionale, il concentre 60,3% des unités industrielles. Celles-ci sont constituées de boulangeries, de brasseries, d'unités de production d'eau minérale, d'une compagnie de produits alimentaires et d'unités de transformation de produits agricoles (céréales, beurre de karité, fruits et légumes). Ce sous-secteur est fortement dépendant de la production agricole pour son approvisionnement.

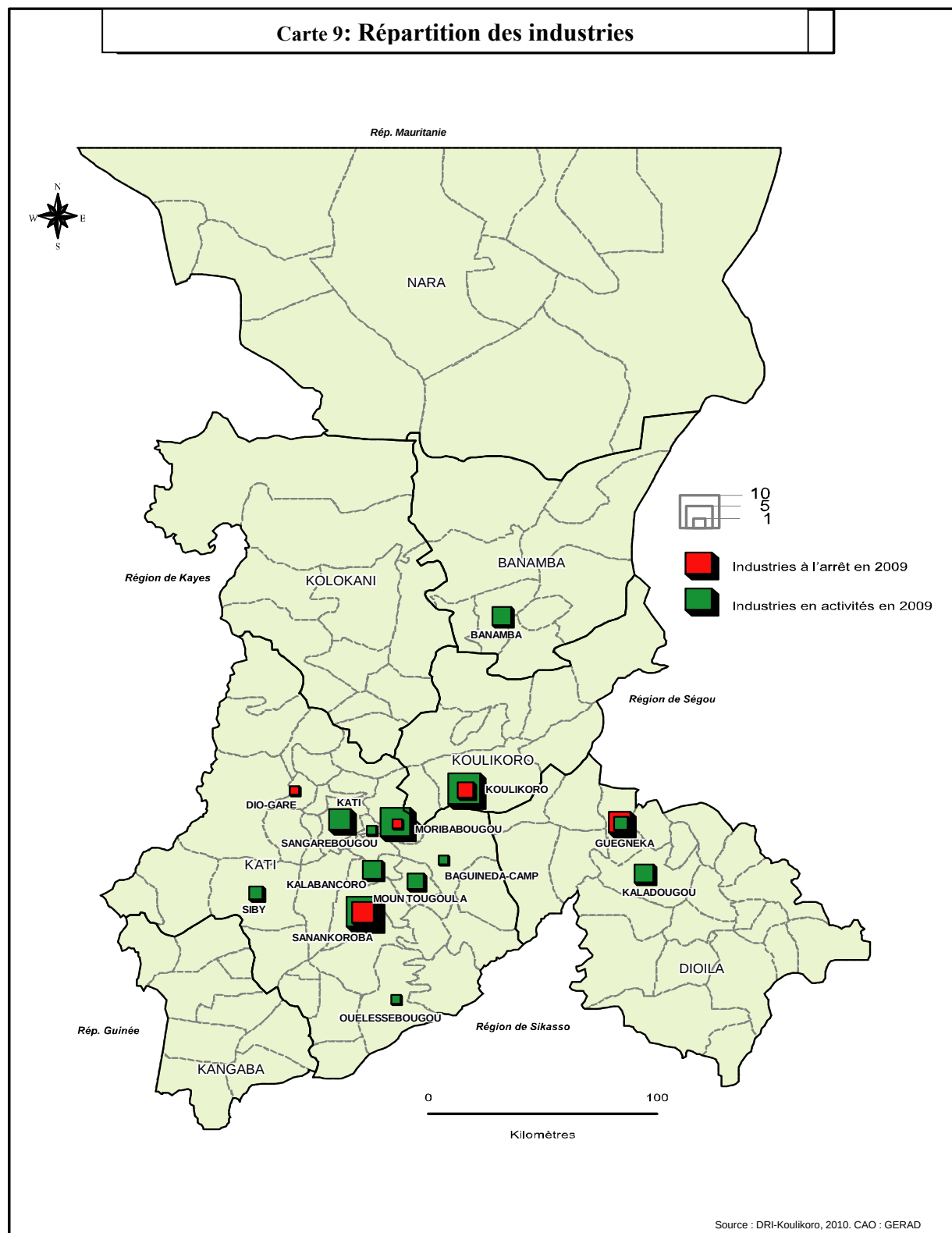
Le secteur de la construction est, quant à lui, représenté par quatre unités industrielles qui produisent essentiellement des matériaux de construction (fer, carreaux et béton).

L'industrie mécanique regroupe des unités spécialisées dans la fabrication de matériel agricole et dans la construction navale (INACOM). Il existe par ailleurs une usine d'égrenage de coton localisée dans la commune de Ouélessébougou (cercle de Kati).

La région compte également une douzaine d'unités industrielles spécialisées dans la production de piles, de gaz butane et de matières plastiques nécessaires à la fabrication notamment de nattes et de sachets en plastiques.

Le secteur minier occupe une place de plus en plus importante dans l'économie malienne. L'or représentait ainsi, en 2008, 70% des exportations nationales, loin devant le coton et le bétail. La région de Koulikoro dispose, comme d'autres régions du Mali, d'un potentiel minier dont la valorisation pourrait contribuer au développement économique régional. Cependant, le mode d'exploitation traditionnelle est source de risques environnementaux et de pertes de richesse pour la région.

Carte 9: Répartition des industries



L'artisanat est important pour l'économie régionale compte tenu de son impact en termes de création d'emplois et de sa contribution aux ressources publiques locales (impôts et taxes). Il comptait, en 2006, 4 616 artisans répartis dans 140 associations et 7 unions de fédérations. Les femmes représentaient 40% de l'effectif total des artisans (Fédération Nationale des Artisans du Mali : FNAM, 2006). Les activités artisanales sont très diverses puisqu'elles regroupent à la fois l'artisanat de service (menuiserie, poterie, bijouterie, sculpture, etc.), l'artisanat de production (fabrication de bogolan, couture, teinture, etc.) et l'artisanat d'alimentation (production de beurre de karité, de savon, etc.). Le diagnostic révèle les contraintes suivantes : insuffisance des marchés potentiels, manque de projets et de programme d'encadrement et de financement du sous-secteur, coût excessif de l'énergie, etc.

Le secteur tertiaire : commerce, services, telecommunication et tourisme : les quatre points de la région de Koulikoro

Le secteur commercial, la libéralisation économique et la stabilité du pays ont favorisé la croissance du secteur tertiaire. Dans les centres urbains comme Kati, Koulikoro et Fana, le commerce attire à la fois des jeunes exclus du système scolaire et des ruraux à la recherche de nouvelles opportunités. Le commerce informel s'est densifié suite à l'application des Plans d'Ajustement Structurel (PAS) et à l'insuffisance de l'emploi formel du fait d'une compression du personnel. Au regard des nombreux emplois créés et des revenus générés par ce secteur, le commerce informel constitue une importante soupape de sécurité dans le contexte actuel de précarité économique. Il englobe les activités de :

- la petite production marchande (teintures, orpaillage, exploitation de sable, etc.),
- le secteur des services (restauration, vente au détail), etc.

Les activités de commerce engendrent de nombreux échanges commerciaux dans la région de Koulikoro.

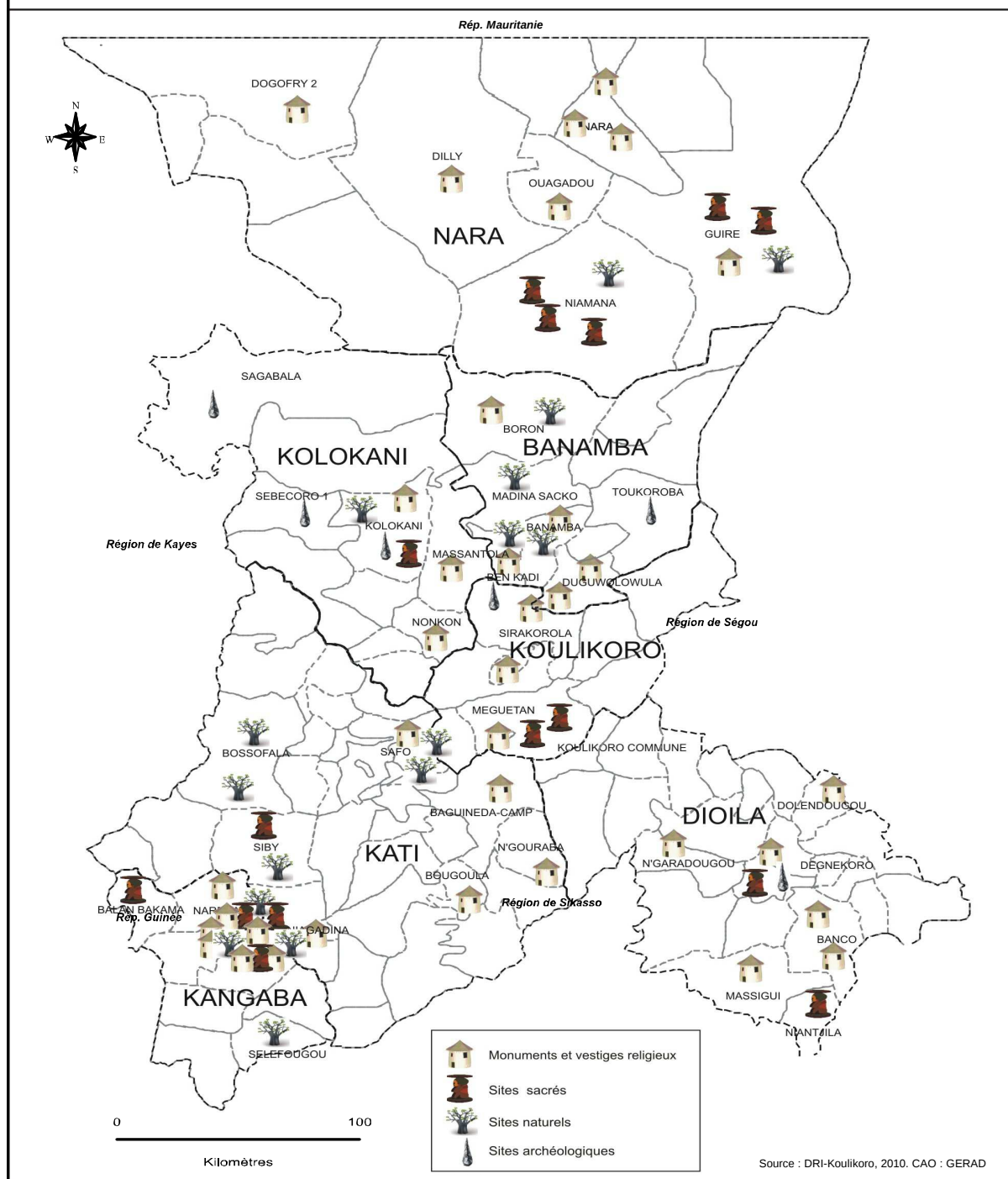
- Les flux des exportations sont constitués de produits industriels, de matériaux de construction et de produits issus du secteur primaire (agriculture, élevage et pêche). Ils se dirigent essentiellement vers Bamako et, pour le bétail notamment, vers les régions de Kayes et Sikasso. La région écoule également ses produits dans la sous-région (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Guinée). Les exportations à destination de ces deux derniers pays sont essentiellement composées de produits céréaliers (fonio, riz, mil) et maraîchers, tandis que la Côte d'Ivoire et le Sénégal importent surtout du bétail.
- Les flux d'importations concernent surtout des produits alimentaires (riz, sucre, huile, etc.) et des produits manufacturés. Ils proviennent de la Mauritanie, de la Guinée mais surtout, du marché international, via Bamako.

L'essor du secteur commercial est entravé par de nombreuses contraintes : mauvaise organisation des marchés, faible niveau d'aménagement des foires et des marchés, fréquence des ruptures de stocks, difficultés de recouvrement des taxes et impôts, etc.

Les banques et Structures Financières Décentralisées jouent un rôle déterminant pour le développement économique de la région. Ils constituent en effet, au travers notamment de l'octroi de crédits, un appui fondamental au secteur économique. La région de Koulikoro ne comptait, en 2008, que 41 agences bancaires, inégalement réparties sur le territoire. Les cercles de Kangaba, Kolokani et Nara étaient en 2008, totalement dépourvus de structure bancaire.

Le secteur des assurances est également déficitaire : la région de Koulikoro ne compte que 25 agences d'assurances concentrées dans les cercles de Nara, Koulikoro, Dioila et Kati. Les cercles de Banamba, Kangaba et Kolokani ne disposent toujours pas d'agence d'assurance.

Carte 10: Patrimoine touristique et culturel de la région de Koulikoro



Des potentialités touristiques non optimisées, voire non exploitées. Le territoire bénéficie de nombreux atouts insuffisamment mis en valeur. Chaque Cercle bénéficie de lieux potentiellement exploitables tels que les sites historiques, archéologiques, naturels, ou encore l'artisanat et le patrimoine artistique. Le potentiel touristique de Koulikoro constitue un axe à privilégier pour le développement économique régional. Les contraintes liées au développement touristique sont : le manque d'investissement dans le secteur hôtelier, le déficit en personnel qualifié, la faiblesse d'un parc hôtelier de qualité, etc.

Le système d'appui à la production et infrastructures est organisé autour des réseaux de transport et de desserte, les postes et réseaux de communication, ainsi que le secteur énergétique. Le bilan diagnostic a montré un secteur globalement défaillant pour assurer une promotion et valorisation efficace et efficiente des productions régionales.

Les réseaux de transport jouent un rôle majeur dans l'intégration des différentes localités dans la vie socio-économique de la région.

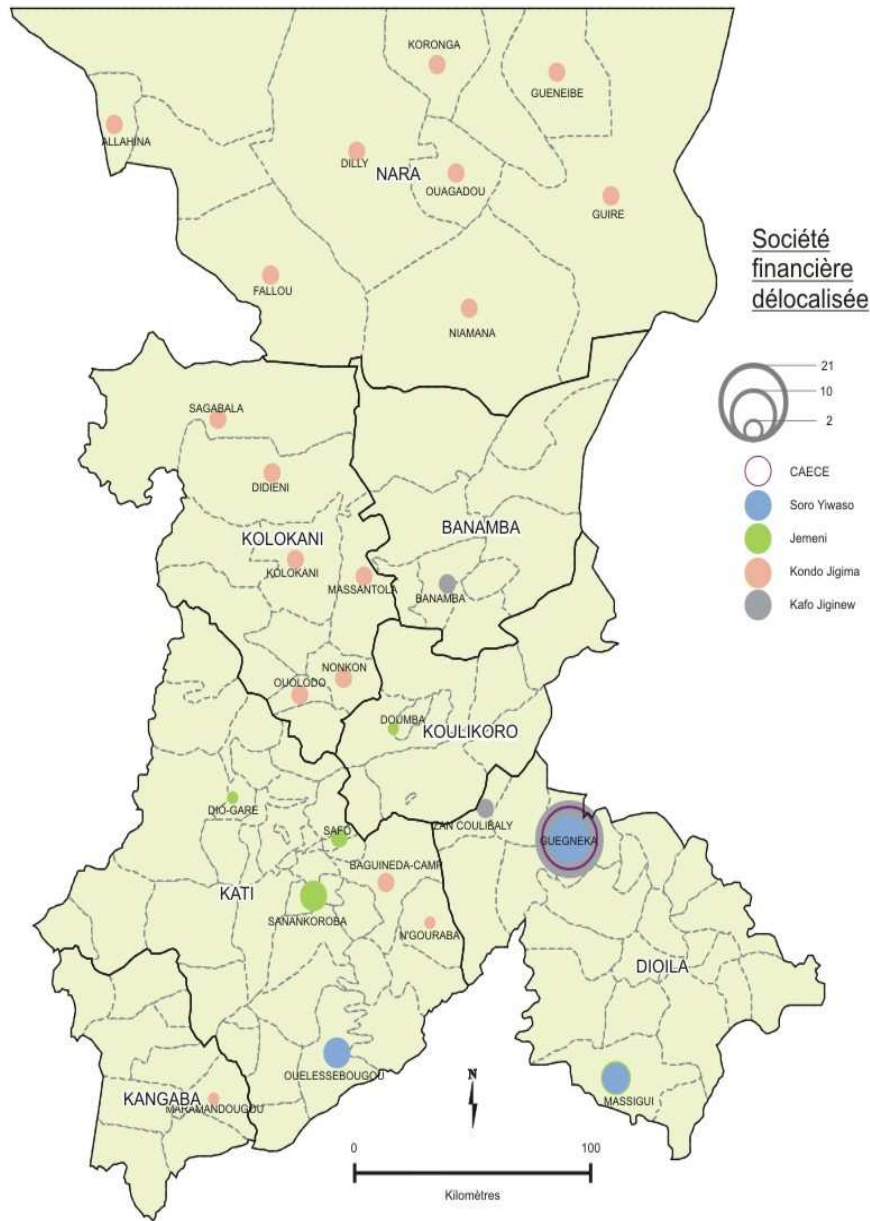
Le réseau routier. Selon la classification de la Direction Régionale des Routes (DRR), la région de Koulikoro comptait en 2004, 8 857 km de réseau routier, répartis en différentes catégories : les routes nationales (2083 km), les routes régionales (1230 km), les routes locales (4653 km) et les routes non classées (891 km). En dehors de Koulikoro, la commune de Kati à proximité de Bamako et la zone cotonnière (Dioila), bénéficiaire d'investissements importants, la densité des routes est très faible. En considérant les routes principales et les routes bitumées, plus des trois quarts du territoire régional (77,6%) se situent dans des zones éloignées de plus 5 km d'une route « carrossable ». De plus, et si l'on prend en compte l'ensemble des routes et des pistes qui traversent la région, un tiers du territoire régional (33,6%) ne dispose d'aucune infrastructure routière à moins de 5 km. Par ailleurs, et en plus d'être insuffisant, le réseau routier de la région est dans un état passable et souffre d'un manque d'entretien chronique.

Le transport ferroviaire. Il est constitué de 140 km de voie ferrée qui relie Koulikoro à Négéla. Cependant, il n'est fonctionnel qu'entre Négéla-Kati-Bamako. Cet axe ferroviaire qui dessert plusieurs centres de production du cercle de Kati, peut jouer un rôle économique plus important à condition d'être rénové.

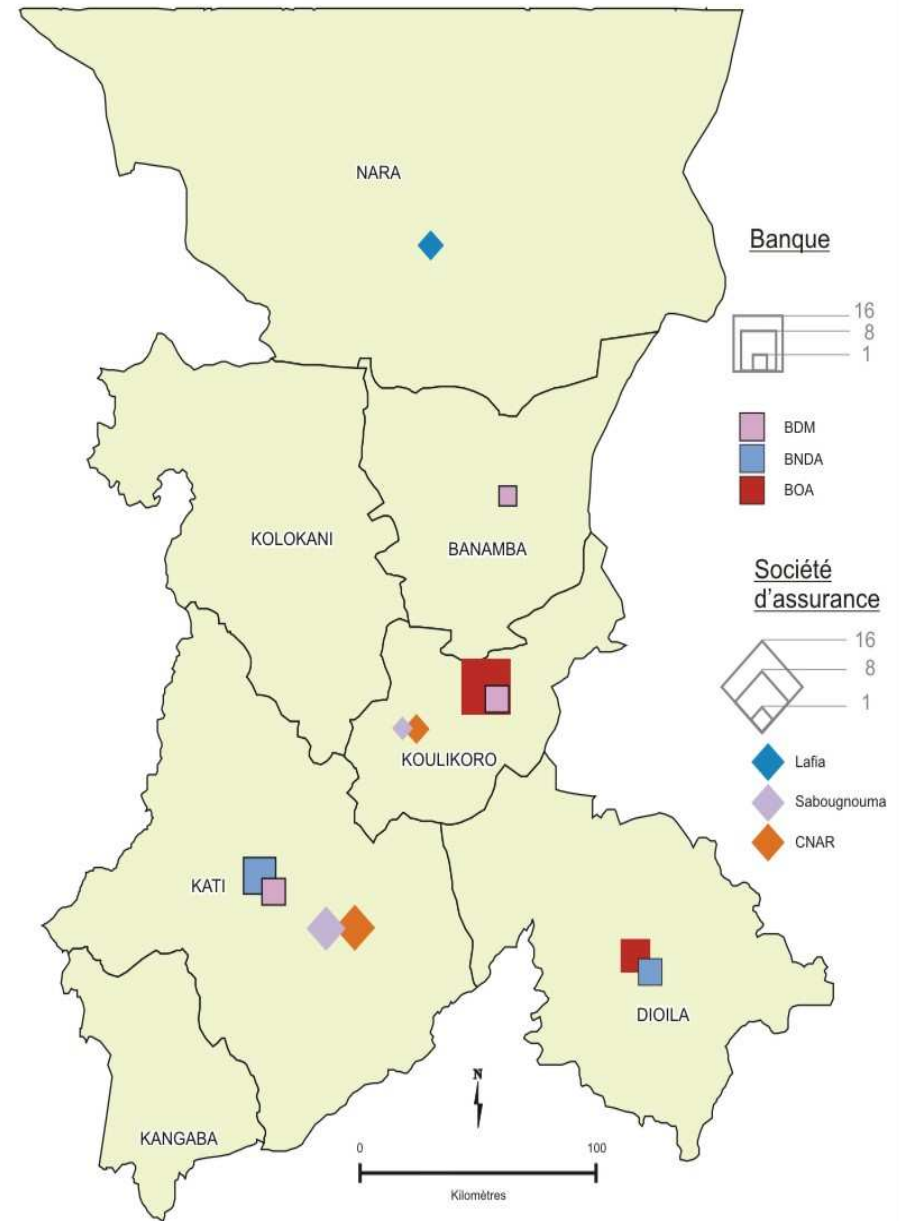
Le transport aérien. La région dispose de 4 aérodromes de catégories 3 localisés à Nara, Kolokani, Faladié (Kati) et Dioila. Aucun n'est cependant aujourd'hui fonctionnel.

Le transport fluvial. La région compte 290 km de voies fluviales reliant Ségou et Koulikoro. Elles ne sont navigables que 5 mois dans l'année (du mois d'août au mois de décembre). Le transport fluvial est assuré par 6 bateaux pouvant transporter plus de 300 passagers. Ces bateaux ont des capacités de tonnage qui varient entre 130 et 3 600 tonnes. Le trafic fluvial bénéficie dans la région de la présence du port de Koulikoro qui sert de point de rupture de charge entre les voies de chemin de fer Dakar-Niger et les axes routiers Nord-Sud et Sud-Est. Par ailleurs, la navigabilité du fleuve Niger permet, en dépit de son interruption une partie de l'année, d'assurer la liaison entre Bamako et la frontière guinéenne avec des zones de traversées de bacs à Kangaba et à Koulikoro entre les deux rives du fleuve.

Carte 11 : Répartition des structures financières décentralisées et des banques et assurance



Source : Diagnostic régional, 2008. CAO : GERAD



Source : Diagnostic régional, 2008. CAO : GERAD

Les postes et télécommunications sont assurées par :

Le réseau postier. La région de Koulikoro compte 15 bureaux de poste et dispose de 546 boîtes postales.

Les réseaux de télécommunications. La région comptait en 2002, 3 109 abonnés de téléphone fixe répartis entre 25 localités. Le réseau est desservi par la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA). Avec l'avènement de la téléphonie mobile, la plupart des chefs-lieux de cercles ainsi que les grandes communes sont couvertes par les réseaux Ikatel/Orange ou par Malitel. Par ailleurs, bien que timide encore, l'installation de connexions à internet commence à voir le jour dans la région.

Les réseaux de communication, radios et télévisions. La région compte 27 radios privées installées pour la plupart dans les chefs-lieux de cercles et dans certaines grandes communes. Leur rayon de desserte dépasse rarement les 100 km. La télévision nationale couvre, quant à elle, l'ensemble du territoire régional.

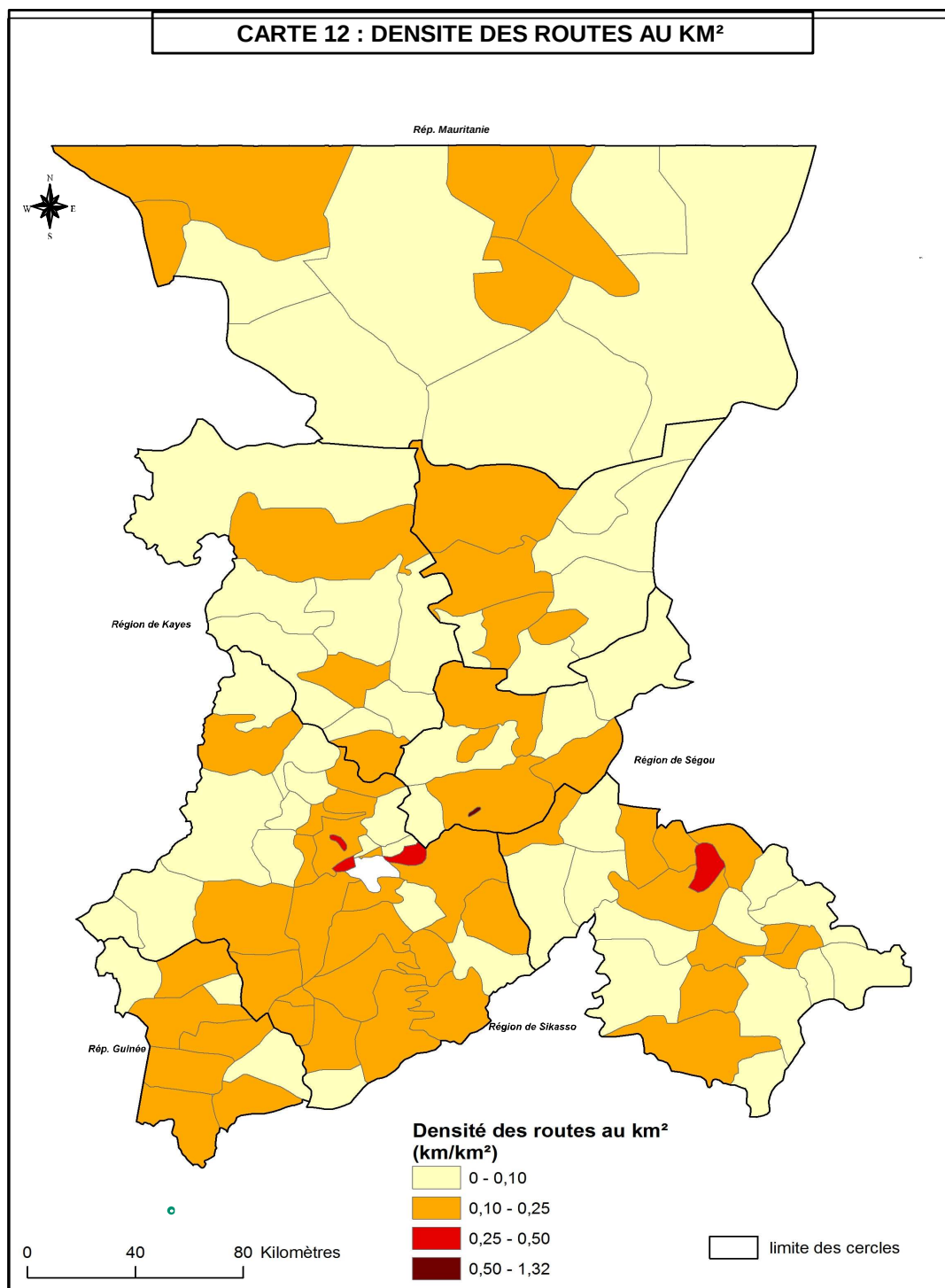
Un secteur énergétique fonctionnel demeure une condition préalable au développement de l'ensemble des secteurs économiques.

L'électricité. Dans la région, le taux d'électrification demeure faible. De nombreuses localités n'ont pas encore accès à l'électricité du fait de leur éloignement des réseaux de connexion. L'Energie du Mali (EDM. SA) ne couvre que les villes de Kati, Koulikoro, Kangaba, Ouelésséboubou, Dioila, Fana et les environs de Bamako (Moribabougou, Kalabancoro, Sangarébourgou, Konatébourgou et Titibougou). Ailleurs, la production d'électricité est assurée par des groupes électrogènes et des panneaux solaires.

Le projet d'électrification rurale initié par le Gouvernement malien et appuyé par les bailleurs de fonds doit être poursuivi et étendu pour qu'à terme l'ensemble du territoire régional puisse être couvert.

L'hydro-électricité et les infrastructures de maîtrise d'eau. La présence du Niger et de nombreux affluents sur le territoire régional offre à la région un potentiel hydraulique considérable. Le barrage de Sélingué mis en service depuis l'étiage de 1981 compte une centrale hydroélectrique de 44 mégawatts (environ 200GH/an) qui permet l'alimentation électrique des villes de Bamako, Kati, Koulikoro, Ségou, Fana, Dioila, Yanfolila et Kalana. En outre, son lac de 430 km² (avec un volume de 22 milliards de m³), formé à partir du bassin de rétention, permet la pratique de cultures maraîchères et le développement de la pêche.

Par ailleurs, il existe dans la région une quarantaine de micro-barrages (retenues d'eau, déversoirs, ouvrages en gabion, etc.) qui ont contribué au développement de la riziculture, du maraîchage, de la pisciculture et de l'arboriculture.



ENJEUX

La Région doit sélectionner et prioriser ses ressources pour leur valorisation.

Enjeux liés au secteur primaire

L'articulation harmonieuse entre agriculture et élevage constitue un enjeu majeur d'autant que les risques de conflits entre paysans et transhumants sont réels du fait des problèmes liés à l'absence de délimitation des couloirs de passage du bétail et la divagation des animaux dans les champs. La réussite de cette complémentarité entre ces deux activités et la valorisation de la pêche permettront d'améliorer les revenus des ruraux et de lutter contre la pauvreté. La proximité de la capitale, Bamako, constitue pour la région de Koulikoro une opportunité importante pour l'écoulement des productions du secteur primaire. Les défis majeurs consisteront à :

- accroître les productions agricoles en vue d'atteindre l'autosuffisance alimentaire ;
- diversifier les cultures d'exportation ;
- appuyer les cultures émergentes, maraîchères et l'arboriculture ;
- intensifier l'agriculture et l'élevage en vue d'accroître les rendements agricoles,
- valoriser le potentiel agricole régional (périmètres irrigables, bas-fonds),
- mieux appuyer et encadrer les filières porteuses,
- promouvoir la complémentarité agriculture/élevage ;
- développer et améliorer les productions animales ;
- aménager les zones de parcours pour prévenir les conflits entre agriculture et élevage ;
- améliorer les revenus des éleveurs ;
- promouvoir la filière avicole ;
- promouvoir le développement de la pêche artisanale et de la pisciculture ;
- soutenir les pêcheurs pour mettre en place une flotte améliorée, en vue d'accroître leurs revenus.

Enjeux liés au secteur secondaire

L'enjeu majeur est de renforcer la position de la région de Koulikoro en tant que pôle industriel en expansion, tout en parvenant à une répartition spatiale plus équilibrée des unités industrielles dans l'espace régional. En effet, l'activité industrielle est concentrée principalement dans le cercle de Kati qui regroupe 60,3 % des unités. Dans le cercle de Kangaba, il n'existe qu'une seule unité industrielle tandis que les cercles de Kolokani et de Nara en sont totalement dépourvus. La forte concentration des unités industrielles dans le cercle de Kati s'explique en grande partie par la proximité de Bamako. Il s'agira de :

- profiter de la proximité de Bamako dont le marché urbain constitue le principal débouché des produits manufacturés et agro-alimentaires de la région ;
- développer de nouvelles filières et intensifier les filières existantes basées sur les ressources régionales ;
- contribuer à résoudre la situation de certaines branches industrielles ;

- stimuler les investissements de modernisation et d'extension de l'industrie existante par des mesures appropriées ;
- promouvoir des stratégies visant la délocalisation des industries de la capitale, saturée, sur des zones industrielles aménagées à cet effet au niveau du territoire régional ;
- promouvoir la prospection de sites recelant des potentialités minières ;
- moderniser et organiser l'exploitation minière.

Enjeux liés au secteur tertiaire

Le secteur tertiaire surtout la composante commerciale est stimulée par la proximité de Bamako qui constitue un important marché pour l'écoulement des différents produits issus des activités économiques menées dans la région de Koulikoro. Ainsi, les principaux enjeux du secteur tertiaire sont la capacité de la région à diversifier les productions régionales. Or le potentiel touristique et artisanal de la région de Koulikoro est encore insuffisamment valorisé : il s'agit du tourisme et de l'artisanat. Ainsi, la stratégie à adopter est :

- de promouvoir des activités touristiques et artisanales ;
- d'organiser des flux d'importation et d'exportation ;
- de régler la question de la commercialisation et de la transformation des produits agricoles,
- de valoriser les productions locales.

Enjeux liés au système d'appui à la production et infrastructures. Ils peuvent être organisés autour des principaux points suivants :

- assurer le désenclavement intra et inter-régional visant à accélérer les liaisons ;
- améliorer les infrastructures routières ;
- développer et étendre la voie ferrée pour améliorer les échanges économiques ;
- promouvoir l'entretien et la remise en état des infrastructures routières ;
- maintenir et renforcer la capacité de transport fluvial ;
- aménager et rendre fonctionnel les aéroports ;
- renforcer les télécommunications en améliorant la qualité des services ;
- faciliter l'accès à internet ;
- mettre en œuvre un plan directeur d'électrification en vue de soutenir le développement industriel de la région.

5. PROBLEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE : UNE BIODIVERSITE MENACEE ?

ETAT DES LIEUX

La région de Koulikoro dispose d'un cadre naturel déterminé par :

Existence de trois zones climatiques :

- Zone guinéenne : 11% de sa superficie totale et se caractérise par une saison des pluies de 7 mois (avril à octobre).
- Zone soudanienne:
 - *une zone soudanienne nord* : une saison pluvieuse de 4 mois (juin à septembre) ;
 - *une soudanienne sud* : une saison pluvieuse de 6 mois (mai à octobre).
- Zone sahélienne:
 - *une saison sèche* ponctuée par une période chaude allant de février à juin et d'octobre à novembre et une période fraîche de décembre à janvier ;
 - *une saison humide* et chaude de juin à septembre.

Existence de quatre types de sols :

- les sols sableux de dune morte ou aplanie, préférentiellement situés dans les cercles de Nara et Banamba, occupent une superficie de 35,7% au niveau régional ;
- les sols latéritiques sableux et argileux, avec 27% de la superficie de la région, se situent à l'ouest ;
- les sols latéritiques et alluvionnaires couvrent 24% de la superficie de la région et se situent dans la zone haute vallée ;
- les sols ferrugineux, au sud de la région, couvrent une superficie de 13,3%.

La désertification, un risque majeur en cas de persistance de certaines pratiques anthropiques

Dans la région de Koulikoro, toutes les conditions sont réunies pour favoriser les phénomènes d'érosion généralisée :

- l'érosion éolienne déplace les dunes de sable, stérilise les sols, colmate les lacs, les chenaux, le fleuve Niger et produit le dépérissement de la végétation ligneuse arbustive ;
- l'érosion hydrique attaque les sols peu stables, mal protégés par une végétation réduite en fin de saison sèche, amoindrie par le feu et la sécheresse, ou supprimée par la préparation à la mise en culture. Récemment, la désertification a pris une allure galopante.

L'hydrologie régionale qui est dominée par le fleuve Niger. Il traverse la région sur 250 kilomètres. La région dispose aussi de mares, rivières et d'un lac qui sont soit saisonniers, soit temporaire.

- ***Un hydrosystème menacé***

Le Fleuve Niger est confronté à deux effets ayant des impacts certains :

- la croissance démographique soutenue depuis dix ans ;
- l'industrialisation des agglomérations riveraines.

En effet, le fleuve Niger constitue en quelques sortes un dépotoir de déchets domestiques et industriels. La navigation sur le fleuve est devenue problématique en divers endroits entre Koulikoro et Gao du fait des bancs de sable et de divers aléas hydro-climatiques qui réduisent considérablement la période de navigabilité.

- ***L'ensablement du fleuve Niger et ses conséquences***

L'ensablement du fleuve est un problème de taille puisqu'il réduit sa navigabilité : certains tronçons sont impraticables durant une partie de l'année, en conséquence du climat, mais aussi de l'ensablement. Entre Koulikoro et Fanchon, la navigation n'est possible en moyenne que six mois par an. L'ensablement du fleuve a des conséquences néfastes sur le stock piscicole et sur la biodiversité du fleuve.

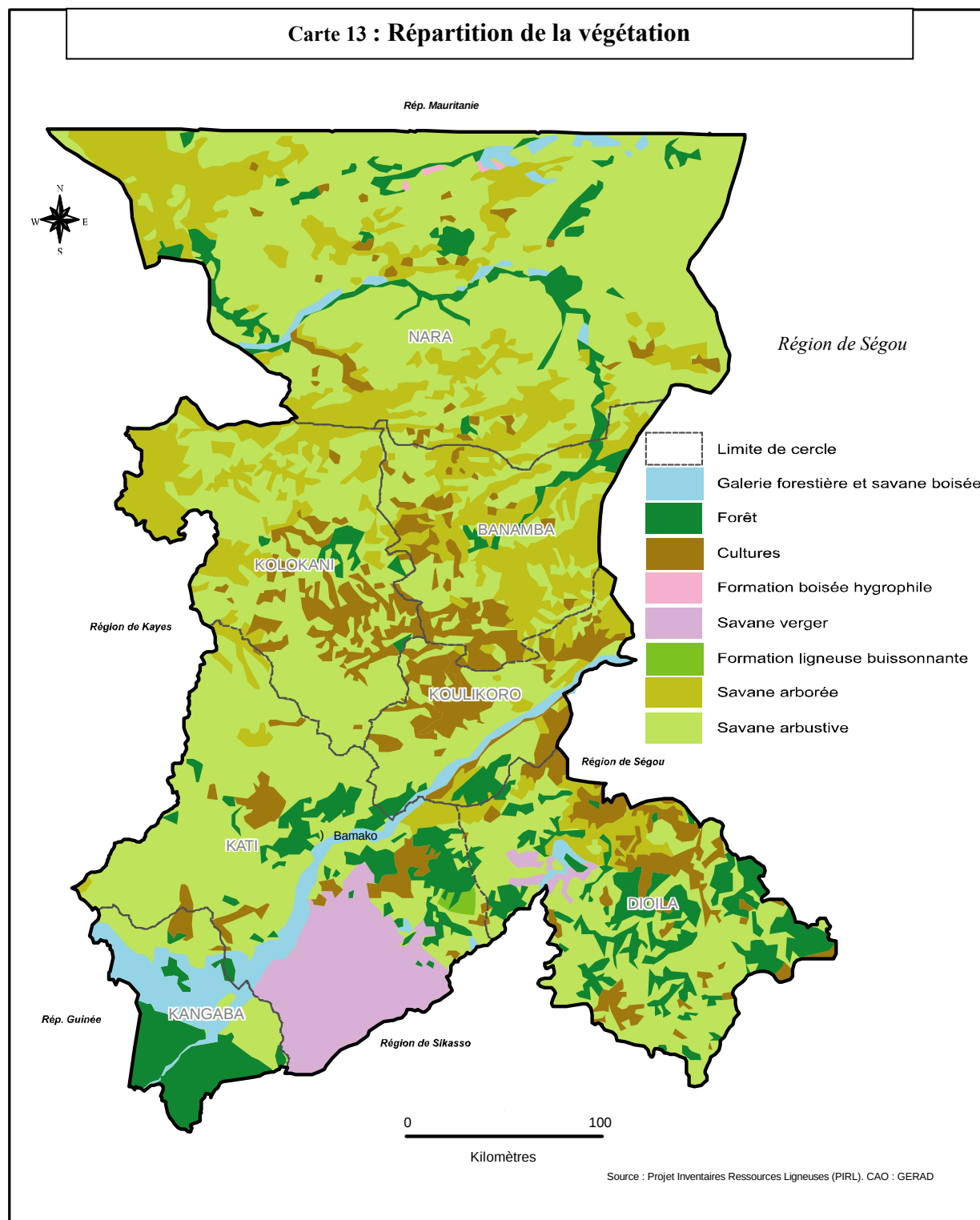
Les ressources ligneuses et fauniques comprennent :

- les réserves de faune de Kéniébaoulé : 67.500 ha ;
- les réserves de faune de Kongossambougou : 92.000 ha ;
- le parc national du Baoulé : 350 000 ha à cheval sur les régions de Koulikoro et de Kayes.

Cependant, ce potentiel est menacé :

- par la proximité de Bamako : dégradation des ressources forestières pour répondre aux besoins de la capitale en charbon de bois et en bois d'œuvre ;
- par la constante diminution des pâturages naturels, du fait de la persistance de certaines pratiques désastreuses, telles que les feux de brousse, la suppression des couloirs de passage pour le bétail et la disparition des pistes de transhumance.

Carte 13 : Répartition de la végétation



ENJEUX

La problématique environnementale dans la région de Koulikoro, à l'instar des autres thématiques, est également liée à l'influence de Bamako. La capitale offre certes des opportunités pour le développement de certains secteurs, mais elle pose aussi des risques en termes de dégradation des ressources forestières : forte demande de la capitale en charbon de bois et bois d'œuvre.

La mauvaise gestion du système d'assainissement se matérialise par le déversement des eaux usées sans traitement dans les milieux récepteurs, ce qui constitue le facteur le plus important de pollution des eaux souterraines et des eaux de surface. L'insuffisance quasi générale des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées accentue par ailleurs le nombre de malades (infections liées au péril fécal).

Par ailleurs, aucun ramassage des ordures ménagères n'existant, alors que les déchets domestiques sont sources de pollution, et donc tendent à dégrader l'environnement. Les matières plastiques constituent un véritable problème en termes de dégradation de l'environnement dans la région. Les perspectives sont :

- de réhabiliter les forêts classées, d'actualiser leurs limites et mieux gérer les massifs forestiers ;
- de transférer correctement les ressources dans le cadre de la décentralisation ;
- de mettre en place des mesures pour la création des Zones d'Intérêt Cynégétiques (ZIC) dans les cercles de Kangaba et Nara ;
- de soutenir des alternatives à certaines pratiques anthropiques qui dégradent dangereusement l'environnement ;
- de promouvoir l'assainissement en milieu rural notamment par une éducation sanitaire visant à favoriser l'introduction et l'entretien de latrines ;
- d'établir des plans directeurs d'assainissement pour certaines grandes agglomérations ;
- de promouvoir des systèmes adaptés d'évacuation des eaux usées et pluviales ;
- de protéger les ressources en eau et animales du fleuve Niger.

6. PROBLEMATIQUE EMERGENTE ET QUESTIONS TRANSVERSALES ?

• GENRE ET DEVELOPPEMENT

ETAT DES LIEUX

La problématique du genre est transversale à tous les aspects du développement : elle commence dans le secteur de l'éducation, où les filles sont défavorisées dans le système scolaire dans l'objectif de leur transmettre les activités ménagères en priorité. En ce qui concerne les autres domaines du développement, les femmes ne sont pas reconnues dans les rôles et responsabilités qui leur incombent

chaque jour dans la société. Pourtant impliquées dans toutes les strates de la société, les leviers de promotion sociale ne sont pas établies de manière à faciliter l'accès des femmes aux instances de décision.

Dans le secteur primaire, de la production à la commercialisation en passant par la transformation des produits agricoles, la femme est présente dans tout le processus. A ces activités productives, s'ajoutent une longue liste de tâches ménagères quotidiennes : corvée d'eau, pilage et vannage des céréales, entretien de la maison et préparation des repas, etc.

A Koulikoro, les statistiques indiquent que le nombre de femmes représente 50,4% de la population de la région. Plus de 80% de la population féminine vit en milieu rural et travaillent dans toutes les filières de la production Agricole (agriculture, élevage, pêche exploitation forestière, etc.). Espace à vocation agro-sylvo-pastorale, il va de soi que la contribution de la femme est essentielle dans le développement économique régional de Koulikoro.

ENJEUX

Le défi majeur concerne la réduction des disparités de genre en matière d'accès aux instances de décision, aux facteurs de production Agricole et aux services sociaux de base, en particulier l'éducation. Il s'agira de :

- réduire la mortalité maternelle ;
- valoriser la contribution de la femme, de ses connaissances et opinions au service du développement économique et social ;
- prendre en compte le poids de la tradition et des résistances sociales et culturelles propres à la région pour une meilleure implication des femmes dans la société.

• LES TERRITOIRES DU TRANSFRONTALIER ET DES ECHANGES

ETAT DES LIEUX

Les territoires du transfrontalier et des échanges concernent les espaces économiques partagés et les espaces transfrontaliers. Il s'agit de territoires de coopération en fonction d'affinités économiques, géographiques, environnementales ou culturelles et sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'intégration sous-régionale.

Les espaces économiques partagés de la région de Koulikoro sont généralement en rapport avec l'exploitation des potentialités naturelles dont dispose la région, notamment les cours d'eaux et les zones de transhumance. Certaines initiatives ont vu le jour :

la convention de pêche entre Barouéli et Koulikoro a été élaborée depuis octobre 2009, la note d'application de la convention a été rendue publique, néanmoins la mise en application est toujours défailante ;

la zone de transhumance AMUMA (Association des Municipalités du Mandé) se trouve à cheval entre le cercle de Kati (9 communes) et celui de Kangaba (9 communes). Pour une gestion concertée de cet espace commun, les maires des 18 communes concernées ont signé une convention locale de gestion commune qui se justifie par le fait que c'est une zone agro-pastorale qui enregistre de fréquents conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Les dynamiques transfrontalières qui se créent de manière endogène, constituent le soubassement de la construction de relations de complémentarités et de solidarités économiques, sociales et politiques entre communautés vivant dans des pays voisins. Le Mali a reconnu et encouragé la richesse d'initiatives de coopération transfrontalière contenue dans le slogan « Pays-frontière ». Au niveau de la région de Koulikoro, deux principaux espaces transfrontaliers ont été identifiés :

Au Nord l'espace Nara-Néma (Mali – Mauritanie). Les échanges transfrontaliers développés dans cet espace peuvent être regroupés en deux secteurs :

- **Le renforcement des échanges commerciaux :**
 - marché potentiel pour l'écoulement de la production céréalière ;
 - cure salée du cheptel de Nara à Néma ;
 - introduction de race améliorée pour l'élevage à Nara ;
 - pâturage du cheptel de Néma à Nara durant la saison sèche.
- **Le maintien de la paix et de la sécurité :**
 - signature d'accords de transhumance entre le Mali et la Mauritanie ;
 - brassage culturel ;
 - échanges sécuritaires entre les autorités.

Ces dynamiques sont néanmoins entravées par : i) une pression accentuée du cheptel mauritanien sur les ressources de Nara, par un surpâturage ; ii) une inexistence de voies de communication appropriées entre les deux zones.

Au Sud le Mandé, dans le cercle de Kangaba (Mali – Guinée Conakry). Striée de nombreux cours d'eau, la circulation est très difficile en saison des pluies, notamment pour les localités situées de part et d'autre de la frontière. Les échanges commerciaux entre ces deux zones portent sur les céréales (fonio, riz, mil) et les produits maraîchers. Néanmoins, malgré l'existence d'échanges commerciaux et culturels très intenses, des difficultés ont été répertoriées :

- récurrence des vols de bétail ;
- insécurité des personnes et des biens ;
- problème de gestion des ressources naturelles ;
- litiges fonciers (non matérialisation de la frontière) ;
- défaut de moyens de communication (mauvais état des routes).

Des démarches sont d'ailleurs entreprises par les autorités locales, notamment le conseil de cercle pour une meilleure application des directives sécuritaires entre les deux Etats.

ENJEUX

Les initiatives locales de coopération transfrontalière sont un levier essentiel du développement socio-économique et de pacification des espaces frontaliers. Il s'agit de :

- soutenir les relations transfrontalières tout en veillant à la sécurité des personnes et des biens et en faire un vecteur de promotion de la paix, de prévention et de gestion des conflits ;
- promouvoir des initiatives de gestion concertée des zones de parcours du bétail ;
- renforcer et dynamiser les villes frontalières pour en faire des pôles de développement ayant une capacité de rayonnement à l'échelle sous-régionale ;
- soutenir la coopération entre zones transfrontalières pour faire émerger des espaces de développement partagés
- promouvoir des initiatives transfrontalières permettant de mutualiser des biens publics communs.

• LES POLITIQUES TERRITORIALES

ETAT DES LIEUX

Au Mali, la réforme de décentralisation a été appuyée par des projets/programmes financés par des partenaires extérieurs multilatéraux (la Commission de l'Union Européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement, les Fonds d'Equipements des Nations Unies) et bilatéraux (les coopérations françaises, allemandes, néerlandaises, belges, suisses, canadiennes, norvégiennes, luxembourgeoises).

La région de Koulikoro doit nécessairement tenir compte des actions de développement déjà en cours pour coordonner les projets de développement impulsés par l'ensemble des acteurs territoriaux. En effet, les aides financières distribuées à travers les ONG et l'Etat Malien par les Partenaires Techniques et Financiers peuvent bénéficier à la Région si elle intègre ses actions en harmonie avec les projets exécutés sur l'espace régional.

Les projets pilotés par l'Assemblée Régionale de Koulikoro. Entre 2006 et 2008, 47 projets portant sur différents secteurs ont été conduits par la région de Koulikoro. Le problème qui persiste est la difficulté pour apprécier le volume des aides perçues par l'Assemblée régionale des Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

La circulation des aides financières des Partenaires Techniques et Financiers (multilatérales et bilatérales). L'analyse des provenances de financements montre la prééminence de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT). Ainsi, leurs ressources, en particulier celles de la région et des cercles proviennent essentiellement du Budget Spécial d'Investissement (BSI) et du Fonds d'Investissement des Collectivités Territoriales (FICT). Or plus des deux tiers des ressources de l'assemblée régionale proviennent de l'ANICT, alors que le Budget Spécial d'Investissement (BSI) qui est par ailleurs, l'une des principales ressources d'investissements des deux niveaux de collectivités que sont le cercle et la région, n'a pas été alimenté en 2007 et 2008.

Sources	2006	2007	2008	Total	Part
BSI	51 559 970	0	0	51 559 970	14%
ARK	5 935 461	11 067 156	15 572 280	32 574 897	9%
ARK /ANICT	223 696 429	8 967 343	57 025 485	289 689 257	77%
TOTAL	281 191 860	20 034 499	72 597 765	373 824 124	100%

Les projets exécutés sur l'espace régional. En dehors des projets de l'Assemblée régionale, il existe 140 projets/programmes exécutés sectoriellement sur l'étendue du territoire régional. Les financements engagés ont atteint un montant global de **1.443 milliards 339 millions** de FCFA. Ces financements ont été destinés à divers secteurs de développement, parmi lesquels : l'appui au secteur agricole, le renforcement des capacités, la gestion des ressources naturelles, les programmes en matière d'eau, hygiène-assainissement, etc.

La Région doit s'approprier les projets en cours d'élaboration et d'exécution sur l'espace régional de manière à coordonner les actions des acteurs territoriaux. La Région doit avoir une maîtrise des actions sur son territoire ainsi, que des budgets qui y sont alloués.

ENJEUX

La première contrainte dans la mise en œuvre de la décentralisation est certes l'insuffisance des ressources financières, mais aussi et surtout le défaut d'optimisation et de rationalisation des ressources. Beaucoup de projets sont mis en œuvre dans la région de manière sectorielle, sans une réelle implication des collectivités territoriales, notamment la région. Il s'agira dès lors :

- de faire de la région un véritable pivot dans la mise en cohérence des politiques publiques territoriales et des investissements ;
- de faire assurer à la région la planification spatiale et l'élaboration de documents normatifs en liaison avec les autres niveaux de collectivités locales ;
- d'affirmer le leadership de la région dans la programmation des actions et des investissements les plus structurants (transport, formation/recherche, etc.) ;
- de faire jouer pleinement à la région son rôle d'impulsion du développement économique sur les plans industriel, agricole, touristique, etc ;

7 ORGANISATION TERRITORIALE ET CONFIGURATION INSTITUTIONNELLE : ENTRE DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION

ETAT DES LIEUX

En conformité avec la politique de décentralisation, l'aménagement du territoire est marqué par la présence d'une multitude d'acteurs :

- l'État : la responsabilité de l'aménagement du territoire incombe à l'Etat qui s'appuie sur ses services mis en place au niveau de la région ;
- les collectivités territoriales : elles exécutent, en faveur des textes et lois sur la décentralisation, des actions en rapport avec leurs niveaux de compétences respectifs (Région, Cercle et Commune) ;
- les acteurs sociaux : ils se regroupent en association créée sur la base d'initiatives endogènes ou exogènes en vue de s'adapter aux mutations socioéconomiques ;
- les acteurs en appui : ils concernent globalement les partenaires techniques et financiers dont les appuis prennent la forme de partenariat avec les collectivités territoriales et s'exécutent sur la base de « contrats de développement ».

Dans le cadre de l'exercice de leurs compétences, les collectivités locales sont appelées à définir des stratégies d'intervention par l'élaboration d'instruments de planification et à rechercher des moyens financiers destinés à la mise en œuvre des documents élaborés. Toutefois, **les instruments de planification élaborés par les différents ordres de collectivité ne sont pas toujours cohérents les uns avec les autres**. En outre, même si le principe d'une cohérence entre les documents nationaux et les documents locaux paraît aller de soi, cette cohérence est rarement mise en pratique sur le terrain.

Par ailleurs, et malgré les difficultés de mise en cohérence, les collectivités territoriales parviennent à élaborer des outils, et à évaluer le coût de leur mise en œuvre, qui s'élève souvent à des centaines de millions, voire de milliards de FCFA. Le problème persistant est celui du fait que cette évaluation financière ne tient pas toujours compte des possibilités réelles de la collectivité, en termes de mobilisation de financement. Or, en parallèle, une évaluation de l'ensemble des interventions des partenaires du développement (bailleurs de fonds et ONG), de l'Etat et des collectivités territoriales sur le même territoire laisse apparaître des prévisions d'investissement relativement importantes.

Cela met en évidence l'écart qui existe entre le document de planification et la budgétisation de son exécution d'une part, mais aussi, la problématique des interventions éparées, qui ne sont ni mutualisées ni synchronisées.

Néanmoins, des efforts ont été déployés par les autorités allant dans le sens de réformes institutionnelles permettant une meilleure prise en compte des exigences de la décentralisation. Cela

s'est traduit par la nécessaire prise en compte de l'aménagement du territoire dans les principales orientations stratégiques des collectivités territoriales. Le rôle du SRAT de servir de cadre global d'orientations majeures des différentes options d'aménagement et d'intervention au sein du territoire régional se dégage dès lors de plus en plus. Ceci justifie la nécessité d'apprécier les capacités de la région et de cerner le rôle qu'elle devrait jouer dans le cadre du développement régional.

ENJEUX

Les principaux enjeux institutionnels sont :

- de faire respecter les rôles et responsabilités que chaque ordre de collectivité territoriale doit jouer dans le cadre du développement local ;
- de recentrer le rôle des autorités déconcentrées sur leur priorité et renforcer leur fonction de pilotage et d'ingénierie territoriale ;
- de renforcer les capacités techniques de la région pour lui permettre de jouer son rôle de coordination.

8. PROFILS TERRITORIAUX

Le préalable pour les opérations d'aménagement est la définition et la délimitation de zones-territoires pour l'exécution des plans de développement. La synthèse a consisté ici à faire la typologie des territoires en fonction d'un ensemble de critères socio-démographiques, économiques et géographiques. Une analyse factorielle multi-variée (ACP) a permis de définir ces zones de territoires. Elle permet de voir :

- Comment se structurent les variables analysées ? Quelles sont celles qui sont associées ? Quelles sont celles qui s'opposent ?
- Comment se répartissent les unités spatiales (les communes) en fonction de ces variables ?

Sept types de territoires ont été mis en évidence pour permettre d'optimiser le développement du territoire régional grâce à ses spécificités.

Territoire à potentialités économiques et industrielles, à fort enjeux urbains

Ce type de territoire se situe géographiquement en périphérie de Bamako, et comprend également les communes de prédilection de la Compagnie Malienne de Développement du Textile (CMDT). Ces territoires sont constitués en majorité **des communes des cercles de Kati et Koulikoro.**

Les potentialités économiques de ce territoire se caractérisent par :

- 23% de la population de la Région vivant sur ce territoire,
- Un taux de croissance moyen annuel de 10% (1998-2009),
- Un taux de scolarisation supérieur à la moyenne régionale
- Un ratio élève par maître d'une moyenne de 57,
- 53% des industries de la Région,
- Un taux moyen d'urbanisation de 82%.

Territoires à potentialités d'urbanisation en cours : aire d'influence de Bamako

Ces territoires forment globalement le deuxième rayon d'influence de Bamako, avec un processus d'urbanisation en cours de développement. Ils sont concentrés dans le **Cercle de Kati** et sont caractérisés par :

- Un patrimoine naturel,
- Des niveaux d'accès aux services sociaux de base moyennement satisfaisant,
- Un faible niveau d'investissement,
- Un taux d'urbanisation moyen de 10%,
- Une industrialisation en cours (18% du tissu industriel régional),
- Un taux de scolarisation des filles au second cycle de l'enseignement fondamental de près de 50%.

Territoires à potentialités agro-industrielles pouvant soutenir une diversification agricole

Ces territoires sont situés dans la zone climatique soudano-guinéenne, marquée par une pluviométrie annuelle supérieure ou égale à 900 mm. Ils se répartissent entre les **cercles de Dioila et de Kangaba**, qui bénéficient globalement de potentialités agricoles importantes :

- Vastes plaines,
- Nombreux bas-fonds aménageables,
- Important cheptel,
- Productions céréalières et maraîchères très importantes.

Territoires d'attractivité commerciale : marchés et échanges

Ces territoires se situent très souvent dans les zones transfrontalières et dans les zones fortement marquées par les phénomènes de migrations. La dynamique d'échanges commerciaux y est très importante :

- Villes carrefours (marchés, routes, etc.),
- Espaces frontaliers,
- Passage des flux migratoires internationaux (grandes foires commerciales, transhumance).

Territoires avec d'importantes potentialités agro-pastorales

Certains territoires, situés dans le Nord de la région de Koulikoro, donnent naturellement les possibilités d'améliorer la pratique agro-pastorale. En effet, le maintien et l'accroissement du cheptel dépend fortement de la disponibilité des espaces pastoraux. Or ces derniers sont en vastes quantités dans le **Cercle de Nara**.

Par ailleurs,

- Non seulement Nara possède 27,7% de l'effectif total du cheptel de la Région,
- Mais en plus les conditions climatiques de ce cercle sont peu favorables à l'agriculture pluviale.

Certaines communes au Nord de l'espace régionale semblent propices pour mettre à profit le développement de l'élevage.

Territoires de pauvreté : sous-équipés et processus de dégradation environnementale

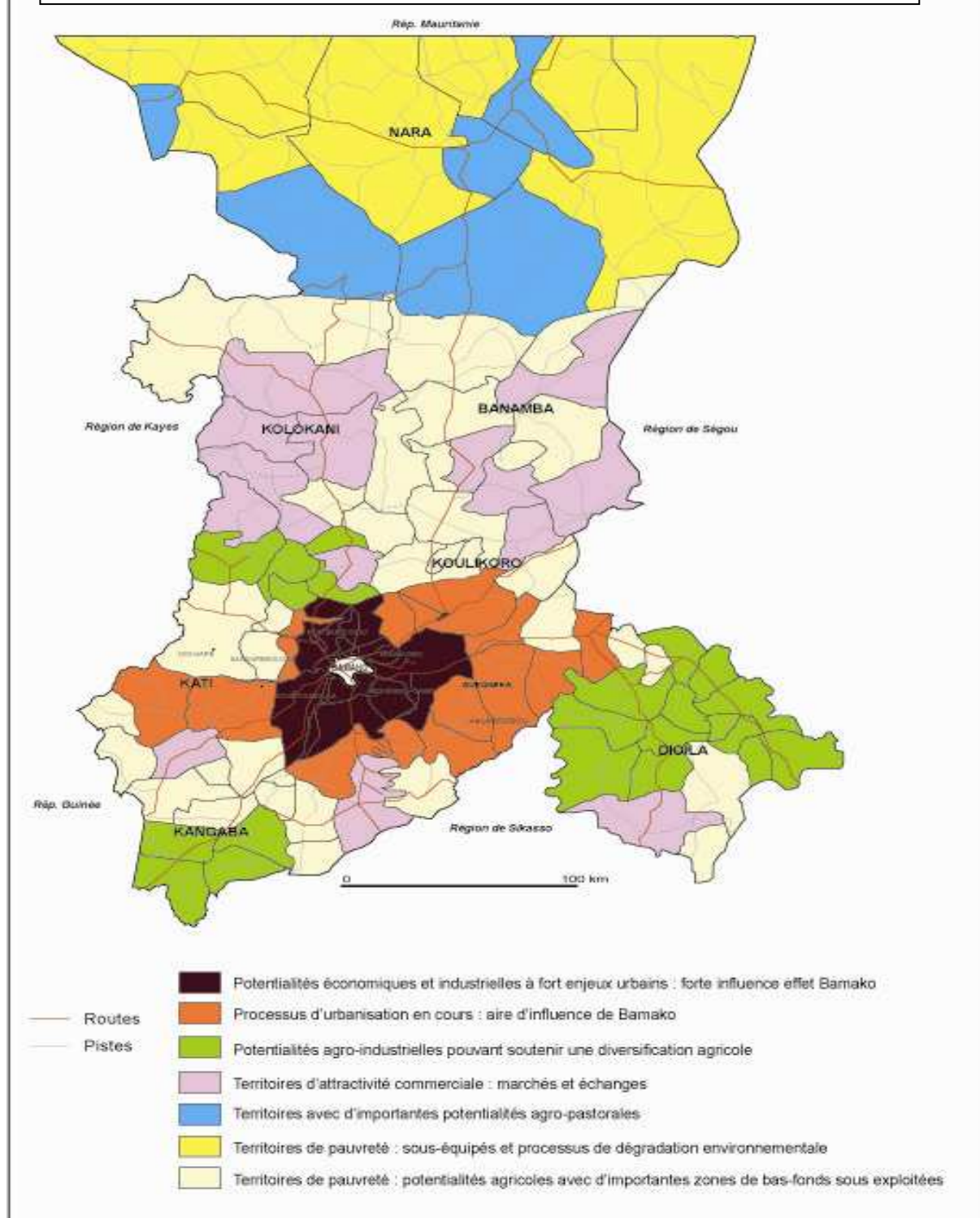
Ce territoire est constitué des communes au Nord **du cercle de Nara**, jusqu'à la frontière mauritanienne. Le manque d'équipements et d'infrastructures, indispensables à des conditions de vie convenables, frappe lourdement ce territoire, par rapport à d'autres mieux couverts en services sociaux de base.

Cette zone est une préoccupation puisqu'elle possède peu, voire pas du tout, de facteurs de production. Elle est par ailleurs victime d'une dégradation de l'environnement (causes naturelles, mais aussi anthropiques).

Territoires de pauvreté : potentialités agricoles avec d'importantes zones de bas-fonds sous exploitées

Un autre type de territoire de pauvreté a été dégagé, puisque révélant des potentialités agricoles à mettre en valeur. Il s'agit de communes disséminées dans tous les cercles de la Région, sauf celui de Nara.

Les potentialités économiques dégagées sont essentiellement les zones de bas-fonds aménageables (**cercles de Kangaba, Kolokani et de Dioila**), idéales pour développer les cultures émergentes, mais aussi des cultures plus traditionnelles, telles que la riziculture.

Carte 14 : PROFILS TERRITORIAUX


9. RECAPITULATIF : SYNTHESE DES ETATS DES LIEUX ET PROFILS TERRITORIAUX

1	PEUPLEMENT ET DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE ACTUELLE
1	Une croissance démographique rapide et régulière
2	De fortes disparités spatiales
3	Une dynamique démographique soutenue par l'ISF
2	CONDITIONS DE VIE ET BESOINS DE LA POPULATION
1	Faible taux d'accès des populations aux services sociaux de base
2	Niveau différencié de couverture en services sociaux de base
3	Persistance des facteurs de pauvreté
3	SYSTEME URBAIN
1	Faible taux d'urbanisation
2	Forte emprise de Bamako
3	Déséquilibre du réseau urbain
4	SYSTEME DE PRODUCTION ET FONCTIONNEMENT DE L'ECONOMIE
1	Proximité de Bamako, source d'évolution
2	L'économie de la région de Koulikoro s'inscrit dans les tendances relevées au plan national
3	L'agriculture, poumon de l'économie régionale (+ élevage, pêche, ...)
4	Koulikoro est l'une des principales régions industrielles du Mali (agro-alimentaire notamment)
5	Le secteur tertiaire : commerce, services, télécommunication et tourisme : les quatre points de la région de Koulikoro
6	Le système d'appui à la production et infrastructures est organisé autour des réseaux de transport et de desserte, les postes et réseaux de communication, ainsi que le secteur énergétique.
5	PROBLEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE
1	Existence de trois zones climatiques (guinéenne, soudanienne, sahélienne)
2	Existence de 4 types de sols (sableux, latéritiques sableux et argileux, latéritiques sableux et alluvionnaires, ferrugineux)
3	L'hydrologie régionale est dominée par le fleuve Niger
4	Des ressources ligneuses et fauniques importantes mais menacées

6	PROBLEMATIQUES EMERGENTES ET QUESTIONS TRANSVERSALES
1	La femme et le développement
2	Les territoires du transfrontalier et des échanges (espaces Nara-Néma et Mandé)
3	Les politiques territoriales (des projets à différents niveaux : Assemblée régionale, PTF + exécutés sur l'espace régional)
7	ORGANISATION TERRITORIALE ET CONFIGURATION INSTITUTIONNELLE : ENTRE DECENTRALISATION ET DECONCENTRATION
1	Des acteurs multiples, des rôles à définir pour l'espace régional
2	Un positionnement régional à préciser

8	PROFILS TERRITORIAUX
1	Territoire à potentialités économiques et industrielles, à fort enjeux urbains
2	Territoires à potentialités d'urbanisation en cours : aire d'influence de Bamako
3	Territoires à potentialités agro-industrielles pouvant soutenir une diversification agricole
4	Territoires d'attractivité commerciale : marchés et échanges
5	Territoires avec d'importantes potentialités agro-pastorales
6	Territoires de pauvreté : sous-equipés et processus de dégradation environnementale
7	Territoires de pauvreté : potentialités agricoles avec d'importantes zones de bas-fonds sous exploitées

***Schéma
d'aménagement
du territoire***

1. LES PRINCIPES DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Le SRAT est une « configuration-finale-cible » à l'horizon 2030, qui doit servir de cadre de cohérence et de référence à l'ensemble des collectivités territoriales en termes d'actions publiques (élaboration de documents de planification, gestion, etc.).

Quelques soient les décisions et le parti pris de la région de Koulikoro, la stratégie devra s'appuyer sur les principes suivants :

ANTICIPER SUR LES MUTATIONS QUI S'OPERENT AU NIVEAU DE LA REGION EN PROMOUVANT LES CHANGEMENTS ECONOMIQUES ET SOCIETAUX.

La région de Koulikoro a une partie de son territoire relativement exposée à l'effet Bamako, ce qui implique l'influence d'une forme de mondialisation. En effet, la population tend à être confrontée à d'autres cultures, et donc à adopter de nouvelles pratiques dans les modes de vie. Ce constat est par exemple valable concernant la question du genre. Du fait de nouvelles pratiques, la position de la femme au sein de la société est lentement reconsidérée : leur avis commence à être considéré comme précieux pour le bon développement local, les petites filles sont encouragées à aller à l'école, etc. La région doit donc pouvoir traiter la recomposition du territoire de manière à le rendre plus solide à travers les changements sociétaux opérés.

La région doit inscrire son action locale ainsi qu'un suivi des mutations économiques et sociétales dans une dimension multiscalaire ; c'est à dire à tous les échelons de collectivités en présence sur le territoire, mais aussi en intégrant les ONG, groupements de femmes et organisation paysannes. Cette vision d'ensemble, ainsi que le suivi de toutes les actions susceptibles d'apporter des changements économiques et sociétaux, permettront à la région d'assurer la cohérence des interventions mises en oeuvre sur l'espace régional, et d'adapter son action aux mutations identifiées.

ETRE PORTEUSE D'UNE COHÉSION SOCIALE

La région doit chercher à apporter à l'ensemble de la population les mêmes chances sur l'espace régional. Il s'agit là de permettre à chacun d'accéder et de s'adapter aux changements de valeurs et de mentalités ; mais aussi de garantir l'accès aux besoins sociaux de base sur tout le territoire, en veillant à l'équité spatiale.

LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DOIT PRENDRE EN CONSIDÉRATION LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Les activités économiques de la région sont en partie responsables d'une dégradation de l'environnement. La région doit dès aujourd'hui prendre en considération les dégâts causés en termes d'environnement, et réfléchir à des options permettant d'atténuer les effets néfastes qui sont exercés sur les forêts, ou encore sur les berges du fleuve Niger.

Dans une autre mesure découlant des problématiques de l'environnement, la région doit se préoccuper des changements climatiques qui tendent à être constatés au niveau de la région de Koulikoro. Ceux-ci sont notamment à considérer de près concernant les périodes d'hivernage. En effet, la région doit par exemple pouvoir appuyer ses agriculteurs face aux bouleversements climatiques qui modifient le calendrier des mises en culture et récoltes.

2. LES PROBLÉMATIQUES MAJEURES DE DEVELOPPEMENT DANS LA REGION DE KOULIKORO

Le diagnostic territorial combiné à l'approche participative établie dans le cadre des ateliers de sa validation ont permis de dégager les problématiques majeures de développement qui se posent dans la région de Koulikoro.

L'établissement de ces problématiques découle :

- des contraintes actuelles identifiées,
- des enjeux et défis relatifs au développement régional des vingt prochaines années.

Ces problématiques peuvent être intégrées au sein de quatre thématiques :

- la dimension démographique et sociale, qui constitue le soubassement des attitudes et comportements des populations vis-à-vis des grands enjeux de développement, et qui est fortement dépendante du substrat culturel – l'effet Bamako et ses conséquences en termes de développement urbain en sont une illustration ;
- la dimension économique qui détermine la création de richesses et qui, à ce titre, est fondamentale dans la perspective de la lutte contre la pauvreté, et plus généralement dans l'amélioration des conditions de vie des populations ;
- la dimension environnementale, qui est une problématique transversale, est perçue comme la capacité de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures ;
- la dimension institutionnelle, à travers les questions de décentralisation et de gouvernance locale, est liée aux politiques publiques initiées en vue d'une démocratie locale efficiente et d'une juste implication des populations dans la gestion des affaires de la cité.

➤ QUEL AVENIR POUR KOULIKORO FACE A L'INFLUENCE DE BAMAKO ?

La forte influence de Bamako sur la région de Koulikoro constitue une préoccupation majeure. Ce qui est communément appelé *l'effet Bamako* représente en effet une menace sur le foncier de la région de Koulikoro : face à la saturation de ses ressources foncières, la capitale comble ses besoins en termes de foncier à travers son extension spatiale.

Conséquences à anticiper :

- *risques de dégradation importante de l'environnement,*
- *accaparement d'une partie du foncier de la région de Koulikoro par la capitale.*

La proximité de Bamako représente cependant une opportunité extraordinaire pour la région de Koulikoro, qui en organisant ses actions sur le territoire via des politiques publiques judicieuses, peut largement en tirer profit (commerce à travers les marchés, réception du surplus du secteur industriel de la capitale, phénomènes de migrations importants, etc.).

➤ QUELS SONT LES DEFIS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT LOCAL ?

La poursuite des tendances amorcées depuis plusieurs décennies s'est traduite par un rythme de croissance démographique soutenu, alimenté par une forte natalité, mais aussi par une importante migration de la population provenant de Bamako.

Conséquences :

- *déséquilibre entre le rythme de croissance démographique et celui de la croissance économique régionale,*
- *déséquilibre entre le rythme de la croissance démographique et celui du taux de couverture en services sociaux de base.*

Le principe de l'efficacité économique, qui figure parmi les deux fondamentaux de l'aménagement du territoire, risque d'être entravé dans les vingt prochaines années, si aucune rupture ne vient briser la tendance.

➤ QUELS SYSTEMES DE PRODUCTION POUR QUEL DEVELOPPEMENT REGIONAL ?

L'économie régionale est basée sur le secteur primaire. La conjoncture actuelle nécessite la réorientation des types de productions agricoles de la région.

La Région offre un potentiel naturel qui doit être saisi et organisé par des politiques publiques judicieusement ficelées entre les collectivités territoriales (principe de subsidiarité) :

- *la diversification agricole, à travers les cultures émergentes,*
- *la valorisation de l'élevage,*
- *le fleuve Niger et les autres cours d'eau de la région offrent un important potentiel halieutique.*

➤ LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

La problématique environnementale est transversale à l'ensemble des secteurs qui contribuent à développer le territoire. Si cette problématique est mal prise en considération par les acteurs territoriaux, elle peut largement affecter l'économie régionale.

Koulikoro est face à trois principales menaces environnementales :

- le changement climatique influe directement sur les performances agro-sylvo-pastorales,
- la tendance à l'ensablement du fleuve Niger est également une contrainte liée à l'environnement qui risque de compromettre les multiples activités pratiquées autour de ce cours d'eau,
- les menaces sur les ressources forestières de la région, notamment dues à la demande croissante en charbon de bois (la proximité de Bamako fait croître considérablement la demande).

➤ DECENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE

La décentralisation doit favoriser un développement territorial porté par les collectivités territoriales, et basé sur une équité spatiale. Une bonne gouvernance locale nécessite la participation de tous les acteurs à la gestion des affaires publiques, et surtout une définition précise et établie de la répartition des rôles et responsabilités sur un espace territorial donné.

C'est sur ce dernier point que la région de Koulikoro ainsi que les collectivités locales en présence sur l'espace régional révèlent des lacunes. Ce brouillard, qui pèse au dessus des institutions publiques de Koulikoro, pose notamment la question du rôle de la Région sur son territoire, portant essentiellement sur la mise en cohérence des politiques publiques et documents de planification, ainsi que la coordination des actions des collectivités.

3.

LES PROSPECTIVES TERRITORIALES DE LA REGION DE KOULIKORO

Faute d'informations quantitatives exhaustives, il ne s'agit pas ici d'élaborer un scénario alternatif qui permettrait de sortir d'un scénario tendanciel ; ce qui nécessiterait d'autres hypothèses pour éclairer un devenir différent du système socio-économique régional.

A partir du questionnement des grands enjeux importants issus du diagnostic et qui ont été analysés en variables clefs dans la réflexion sur la scénarisation, il s'agira de définir les grandes options stratégiques en matière d'aménagement du territoire que le Plan Stratégique de Développement Régional (PSDR) pourra éventuellement traduire en actions programmes.

Selon la méthodologie retenue, la démarche prospective est organisée en trois phases:

- **L'analyse structurelle** a permis de sélectionner les thèmes socio-économiques, démographiques, environnementales à prendre en compte et qui peuvent servir de support pour la construction d'un développement durable et équitable;
- **La construction des scénarios** dont la démarche s'appuie sur les résultats de l'analyse structurelle. Les thèmes font l'objet de discussions, de débats permettant ainsi d'identifier des questions clefs structurantes. Chacune des questions clés est analysée selon un jeu d'hypothèses vraisemblables susceptibles d'éclairer les trajectoires afin de définir des stratégies capables d'entraîner des changements positifs. Des questions caractérisées bien sûr par des incertitudes majeures par rapport à l'horizon temporel du futur qui n'est pas par définition maîtrisable;
- **L'élaboration du cadre stratégique** permettant de définir les orientations stratégiques (OS) qui traduisent la volonté des acteurs territoriaux en termes du développement futur qu'ils souhaitent pour leur territoire et leur population.

■ L'analyse de structure

Dans le cadre d'un atelier de concertation regroupant les acteurs les plus représentatifs de la Région, l'analyse structurelle des ressources et potentialités des territoires⁴ de la Région a consisté :

- dans un premier temps à identifier les grandes thématiques de développement, dans le cadre d'une matrice d'intelligence stratégique et les analyser par rapport aux facteurs ayant trait aux tendances lourdes qui "impactent" dans le temps sur les processus de développement, aux germes de changement qui peuvent avoir des effets de "brouillage" ou d'innovation, aux opportunités ou contraintes en termes de développement et enfin au jeu des acteurs qui développent différentes stratégies
- dans un deuxième temps, ces grandes thématiques ont été déclinées en une vingtaine de variables démographiques, socio-économiques, technologiques autour desquels il est possible de construire un développement durable et équitable. A l'aide d'un tableau à double entrée (matrice d'analyse structurelle), l'analyse des données a permis de mettre en relation les variables, de les hiérarchiser et les classer en fonction de deux critères majeurs (motricité ou dépendance) pour soutenir et impulser les conditions d'un développement durable. Elle a permis d'identifier les variables les plus représentatives qui seront au coeur du système de scénarisation.

les principales thématiques de développement identifiées lors des ateliers :	
• Gestion foncière	• Urbanisation
• Accès aux services sociaux de base	• Croissance démographique
• Formation professionnelle/Emploi	• Industrialisation
• Agriculture/Sécurité alimentaire	• Promotion du tourisme/Artisanat/Culture
• Environnement	• Gouvernance Locale
• Décentralisation	• Désenclavement/communication/TIC

⁴ Un espace socialisé, construit par les acteurs à partir des ressources et potentialités, impliquant la problématique de sa gouvernance

■ La construction des scénarios

La construction des scénarios est la seconde étape de la démarche adoptée pour aboutir au SRAT de la Région de Koulikoro. De fait, la construction des scénarios prend sa source dans le système élaboré avec les acteurs. L'analyse de la matrice d'intelligence stratégique donne en effet les informations indispensables, non seulement concernant les caractéristiques du territoire à l'état actuel (forces, faiblesses), mais aussi et surtout concernant l'évolution souhaitée par les acteurs confrontée à leurs craintes.

Au coeur de la démarche prospective, l'élaboration des scénarios :

- s'est appuyée sur les éléments de résultats obtenus fournis par la matrice d'intelligence stratégique issus des travaux de groupe et sur l'échange participatif qui en a résulté;
- a permis d'analyser l'ensemble des thématiques sélectionnées et qui ont été finalement toutes retenues par les participants.

Il s'agit d'explorer pour chacune des variables les hypothèses alternatives ou modalités de réponses. Une réflexion de combinaison des hypothèses avancées est une étape qui a permis d'aboutir sur un ensemble de futurs possibles, et d'envisager trois scénarios. La scénarisation a permis de mettre en évidence les facteurs d'évolution susceptibles de modifier les tendances actuellement en cours et d'agir sur les futurs possibles, d'identifier les risques et les opportunités de ces transformations afin d'éclairer les stratégies capables de soutenir des changements positifs.

Scénario tendanciel

Koulikoro est une région fortement dépendante de l'influence de la capitale Bamako, dont l'extension constitue une menace sur le foncier et les ressources naturelles de Koulikoro. Koulikoro est victime de la proximité de Bamako : la population qui s'y installe dans l'optique de "vivre" à Bamako est en nette augmentation. La spéculation foncière est devenue une problématique centrale dans la région en 2030, du fait des enjeux induits par l'extension de la capitale.

Les acteurs font face à des difficultés en termes de gestion urbaine exacerbée par une concentration humaine de plus en plus forte qui limite notamment l'accès aux services sociaux de base. La nouvelle population qui s'installe à Koulikoro travaille à Bamako ; le chômage est un mal qui persiste dans la région, surtout dans le secteur tertiaire.

L'Indice de Pauvreté Communal (IPC) n'a que très légèrement baissé, et la pression démographique ne semble pas être un facteur positif à l'amélioration des conditions de vie.

La production industrielle se maintient bien, mais les fondamentaux sont de plus en plus sapés par la spéculation foncière qui impacte sur la production agricole (étroitement liée à la production industrielle), et déjà perturbée par les changements climatiques mal maîtrisés.

En réaction à la dégradation de l'environnement, la région se préoccupe de son potentiel en matière d'élevage (zones de pâturage, couloirs de passage du bétail, etc.), qui s'est maintenu depuis deux décennies dans le Nord de la région.

La région parvient difficilement à parachever un modèle de développement local pour s'insérer dans le système d'acteurs territoriaux. Les compétences de l'ensemble des collectivités locales sont encore faiblement assumées.

Scénario inacceptable

L'option de transférer un certain nombre de compétences aux collectivités locales n'est pas aboutie en 2030. L'Etat du Mali et ses services déconcentrés ont une forte influence sur la région de Koulikoro. En effet, la région comme les cercles ou encore les communes n'ont su/pu s'approprier le pouvoir relevant de leurs nouvelles compétences depuis trois décennies. Cette configuration des institutions est en partie responsable de "l'absorption-fusion" de Koulikoro par la capitale Bamako.

Une population particulière s'est installée dans la région pour y domicilier, mais travaille en revanche à Bamako. La région connaît la nouvelle problématique des migrations pendulaires, et l'économie régionale rencontre donc des difficultés à être maintenue face à l'attraction que suscite la proximité de Bamako.

L'accaparement de toutes les ressources potentielles de la région par la dynamique de Bamako a réduit considérablement sa propre activité industrielle. De plus, les rares zones de pâturages restantes ne suffisent pas à maintenir les activités émanant du secteur de l'élevage. La dégradation de l'environnement, non freinée, menace les ressources halieutiques et la maîtrise des productions agricoles. La région de Koulikoro n'est donc plus en mesure d'assurer une production de subsistance.

L'Indice de Pauvreté Communal est plus important qu'il y a deux décennies, compte tenu du chômage induit par le contexte socio-économique de Koulikoro, mais aussi par une faible prise en charge des dotations et répartition des services sociaux de base face à un taux de croissance important.

En 2030, les capacités financières de la région sont durement anéanties, sans avoir été réellement impulsée par les acteurs territoriaux, lors du processus de décentralisation amorcée dans les années 90.

Scénario souhaité

En 2030, Koulikoro est une région périphérique à la capitale Bamako, dont elle est devenue une ceinture de prospérité. Depuis deux décennies, la région de Koulikoro a mis en œuvre des politiques publiques, dont les objectifs sont de réguler le marché foncier face à la pression démographique de Bamako. La région continue de tirer profit de la proximité de la capitale, notamment comme marché important pour l'optimisation de l'écoulement des productions diverses.

La maîtrise foncière par la région profite à une meilleure conservation de l'environnement, et par conséquent, à la valorisation du bétail (larges zones de pâturage), des ressources halieutiques (politiques qui régissent la protection du fleuve Niger), mais aussi des cultures émergentes depuis trois décennies.

La région développe une politique de valorisation industrielle permettant de générer de nouveaux emplois, aussi bien dans le secteur secondaire que dans le secteur primaire. Les zones à forte concentration humaine sont renforcées par ces activités industrielles.

Un effort est porté sur les zones moins peuplées pour corriger les disparités de la répartition des services sociaux de base, et amorcer le désenclavement des différents types de territoire de la région.

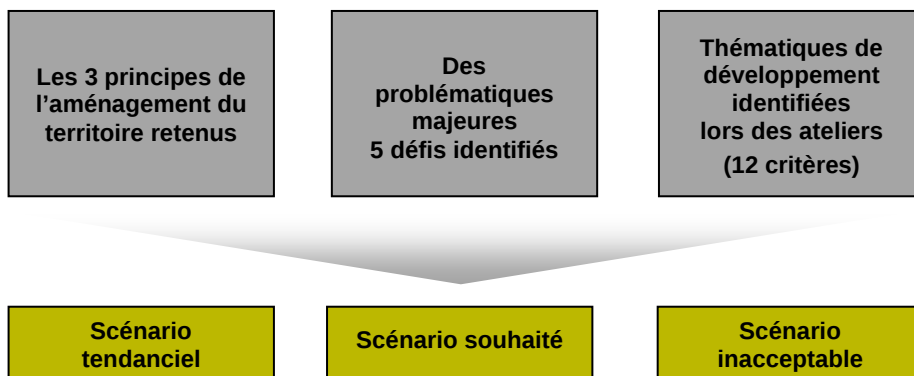
Les formations sont dispensées partout dans la région, adaptées aux profils d'emplois que les jeunes peuvent y intégrer. L'Indice de Pauvreté Communal (IPC) baisse légèrement grâce au cycle prospère dans lequel la région est entrée.

Koulikoro est en mesure d'apporter des éléments indispensables au développement territorial de la région (outils d'aide à la décision, bases de données actualisées, pouvoirs de concertation et de participation à la décision, etc.). En effet, en 2030, Koulikoro a renforcé ses capacités financières et s'est positionnée au sein des collectivités territoriales, en termes d'action publique locale.

Ainsi la Vision partagée de la Région qui se dégage à partir du scénario souhaité, pour l'horizon 2030, est la suivante : Faire de la Région de Koulikoro un pôle privilégié de délocalisation des activités économiques et des investissements de Bamako permettant à tous d'avoir un meilleur cadre de vie, l'accès aux services sociaux de base tout en favorisant la paix sociale, la bonne gouvernance, l'intégration régionale, interrégionale et sous-régionale.

4. SYNTHÈSE DE LA PROSPECTIVE

8	PROFILS TERRITORIAUX	
	1	Territoire à potentialités économiques et industrielles, à fort enjeux urbains
	2	Territoires à potentialités d'urbanisation en cours : aire d'influence de Bamako
	3	Territoires à potentialités agro-industrielles pouvant soutenir une diversification agricole
	4	Territoires d'attractivité commerciale : marchés et échanges
	5	Territoires avec d'importantes potentialités agro-pastorales
	6	Territoires de pauvreté : sous-équipés et processus de dégradation environnementale
	7	Territoires de pauvreté : potentialités agricoles avec d'importantes zones de bas-fonds sous exploitées



HORIZON 2030

Variable	Incertitude critique	Hypothèse 1 Scénario tendanciel	Hypothèse 2 Scénario souhaité	Hypothèse 3 Scénario inacceptable
Gestion foncière	Pression de la capitale Bamako sur le foncier de la région de Koulikoro	- Pression démographique de Bamako	Maîtrise de la gestion foncière par les acteurs régionaux Répartition équitable des parcelles - Gestion rationnelle de l'espace	Emprise partielle ou totale de Koulikoro par Bamako
Urbanisation	Urbanisation de la capitale Bamako qui empiète sur la région	- Forte influence de Bamako sur le développement urbain	Urbanisation dépendante du développement de Bamako - Développement urbain équilibré indépendant du développement de Bamako	- "Absorption fusion" par Bamako
Accès aux services sociaux de base	Maillage du territoire régional en services sociaux de base Garantie de la qualité des services	Inéquité spatiale en termes de couverture en services sociaux de base	Meilleure répartition et accès à l'ensemble des services sociaux de base	Persistance du déséquilibre et de la non garantie de la qualité des services
Croissance démographique	Maîtrise de l'adéquation de la croissance démographique et le développement économique	- Forte croissance démographique	Recherche d'une meilleure adéquation entre la croissance démographique et le développement économique	Disparités sociales qui perpétuent les inégalités en termes de conditions de vie (emploi, santé, etc.)
Formations professionnelles/ Emploi	Adéquation entre les formations et l'emploi	- Inadéquation formations/emplois	Formations adaptées aux réalités de l'offre d'emploi de la région	- Baisse des niveaux de l'enseignement - Chômage important des jeunes diplômés
Industrialisation	Conserver la place de Koulikoro comme principale région industrielle du Mali	Industrie dépendant du secteur primaire, qui est dépendant du climat	- Diversifier le tissu industriel	Non exploitation du potentiel industriel de la région
Agriculture/ Sécurité alimentaire	Atteinte et maintien des objectifs de la sécurité alimentaire	- Ecosystème fragilisé - Productions non optimales	- Souveraineté alimentaire - Valorisation du potentiel céréalier de la région - Diversification des cultures (cueillette, maraîchage, arboriculture et autres cultures émergentes) - Respect des conventions locales des pêcheries	- Situation alimentaire précaire : Réduction des ressources halieutiques (utilisation conflictuelle des cours d'eau) Urbanisation de Bamako entraîne la réduction des ressources animales, fourragères et agricoles
Promotion du tourisme/artisanat/ culture	Capacités de la région à tirer de la valeur ajoutée de ce secteur (image, création d'emplois, etc.)	Potentialités touristiques réelles, pourtant peu mises en valeur (faible parc hôtelier concentré sur quatre cercles)	La région de Koulikoro devient une destination touristique prisée : valorisation des différents sites touristiques exploitables	Incapacités de la région à mettre à contribution ce secteur dans la dynamisation économique régionale
Environnement/ changement climatique	Les changements climatiques (précipitations abondantes, notamment dans la bande soudano sahélienne, ensablement) Action de l'homme (déforestation, ressources halieutiques, désensablement)	Dégradation des ressources forestières due à l'exploitation abusive du bois - Ensablement du fleuve Niger	Préservation de la biodiversité en termes de ressources naturelles - Adaptation au changement climatique	- Disparition du patrimoine forestier de la région - Perturbations des productions agricoles
Gouvernance Locale	Prise en compte de la population locale à travers les processus de concertation, décisionnel, etc. Difficile cohabitation entre acteurs déconcentrés et acteurs décentralisés	- Perception des rôles par les acteurs pas toujours maîtrisée	Impulsion du développement local : faire des collectivités locales des espaces de concertation, de coordination et de synchronisation en faveur de l'action publique et citoyenne	Dysfonctionnement du système Gouvernance locale - Faible traçabilité et imputabilité
Décentralisation	Problèmes d'articulation entre les différents niveaux de collectivités locales et les services déconcentrés	- Insuffisance de ressources financières et humaines - Pesanteurs socioculturelles et politiques Problématique de découpage et délimitation des communes	- Une répartition des compétences au niveau des collectivités locales en présence dans la région qui fait l'objet d'appropriation et d'application par tous les acteurs territoriaux	Remise en cause du principe de subsidiarité et du principe de démocratie locale (politiques publiques à l'échelle locale, initiatives de participation des populations, etc.)
Désenclavement, communication et TIC	Emergence de la région par rapport à son enclavement	- Mauvais état des voies de circulation qui représente un frein aux activités économiques en général (problèmes d'écoulement des productions, tourisms, etc.)	- Une meilleure intégration de la région dans l'espace national et sous-régional Une communication interne plus efficiente entre les acteurs locaux (TIC)	- La région tend à rester enclavé, et ne développe pas ou peu ses activités économiques (écoulement de la production via les marchés), ou encore ses relations extérieures

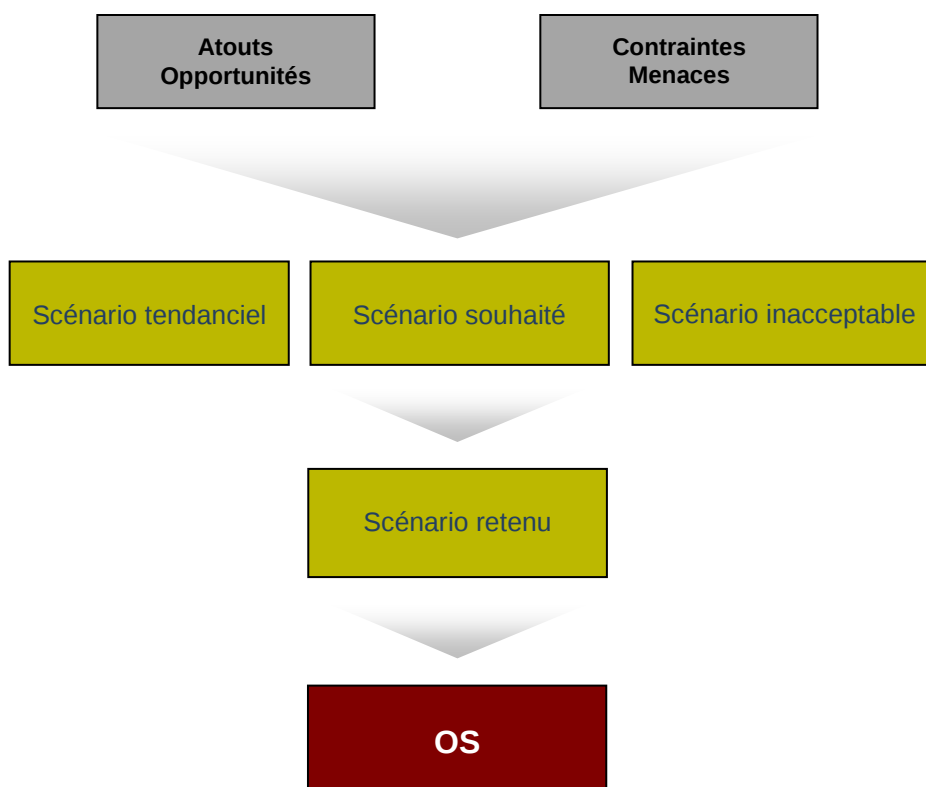
5. CADRE STRATEGIQUE DES OPTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Il est question ici de construire un cadre stratégique partagé qui s'inscrit dans les différents documents de politiques publiques et pour lequel la dimension territoriale est au cœur de la problématisation.

A partir du questionnement des grands enjeux importants issus du diagnostic et qui ont été analysés en sous-système dans la réflexion sur la scénarisation, il s'agira de définir les grandes options stratégiques en matière d'aménagement du territoire que le Plan Stratégique de Développement Régional (PSDR) pourra éventuellement traduire en actions programmes.

Le cheminement stratégique devra s'inscrire dans le cadre d'une programmation des actions pour lequel le schéma constitue un cadre d'orientation. Ces orientations doivent pouvoir être impulsées par la Région de façon à donner une cohérence à toutes les politiques d'aménagement entreprises à l'échelle locale comme à l'échelle nationale.

Le schéma ci-dessous reprend et illustre le processus participatif qui vient d'être déroulé et qui a permis de capitaliser des éléments de connaissance sur le territoire et son système d'acteurs.



■ JUSTIFICATION DES OPTIONS

La démarche d'élaboration du SRAT accompagnée par le Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (PADDER) est dans son essence participative. Durant tout le processus, une contribution de l'ensemble des citoyens a été enregistrée par le biais des travaux de groupes thématiques, d'ateliers et de séminaires organisés au niveau de la Région comme dans les sept cercles. Cette contribution collective à l'élaboration du SRAT a permis de partager les résultats et définir ensemble les grandes options d'aménagement du territoire.

Ces options s'inscrivent dans une démarche de politiques territoriales qui nécessite une approche pluridisciplinaire et transversale de l'action publique. Par opposition à une approche verticale cloisonnant l'action publique, ces options d'aménagement s'inscrivent dans une vision stratégique des territoires visant à mettre en oeuvre un développement coordonné et intégré et préconisant une forte articulation entre les différentes échelles de développement.

La Région doit pouvoir jouer pleinement son rôle d'autorité organisatrice en matière d'aménagement du territoire. Sa fonction de maîtrise d'ouvrage doit être renforcée dans les domaines relatifs : 1) à la planification spatiale et sa mise en cohérence avec les outils de planification locale; 2) à la conception et la définition des politiques de développement économique; 3) à la programmation des actions de développement en déléguant la maîtrise d'ouvrage au niveau local pour la mise en oeuvre opérationnelle des activités.

La vision partagée du SRAT, d'ici l'horizon 2030, est que la Région de Koulikoro soit une ceinture de prospérité vivant en harmonie avec la capitale Bamako et les régions frontalières ; son opérationnalisation va s'appuyer sur **quatre grandes options d'aménagement du territoire fortement liés aux piliers du développement durable que sont : l'économie, le social et l'environnement.**

OPTION 1		"Réseaux et polarités : soutenir l'extension des réseaux de communication, de télécommunication, de TIC, en faire un support de développement territorial et contribuer à rééquilibrer et renforcer l'armature urbaine sur l'ensemble de la région"
	O.S. I	Promouvoir un réseau de desserte permettant de soutenir le développement régional
	O.S. II	Créer une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement équilibré et favoriser une politique de gestion urbaine décentralisée et efficace
	O.S. III	Assurer et garantir l'équité dans l'accès aux services sociaux de base

OPTION 2		“Territorialiser les stratégies de développement économique, agriculture, industrie, et tourisme, soutenir leur transversalité en plaçant la biodiversité et la durabilité au cœur des actions”
	O.S. IV	Promouvoir une Agriculture performante et durable adaptée aux réalités locales et permettant d'atteindre la sécurité alimentaire tout en se donnant comme perspective la diversification des productions et l'amélioration des revenus des ruraux
	O.S. V	Promouvoir des pratiques environnementales et durables permettant de s'adapter aux changements climatiques et préserver la biodiversité
	O.S. VI	Diversifier l'économie régionale à travers le renforcement des industries de la Région
	O.S. VII	Valoriser l'image de la Région et ses spécificités territoriales à travers un accueil de qualité et diversifié.
OPTION 3		Promouvoir la prise en compte du genre dans le développement territorial de la région de Koulikoro : Reconnaître la place et les connaissances de la femme sur le territoire, pour l'optimisation des prises de décision en termes de développement.
	O.S. VIII	Reconnaître la place et les connaissances de la femme sur le territoire, pour l'optimisation des prises de décision en termes de développement
OPTION 4		Promouvoir une gouvernance territoriale qui couvre tout l'espace régional.
	O.S. IX	Promouvoir une gouvernance territoriale qui couvre tout l'espace régional

RESUME EXECUTIF : SYNTHESE DES OPTIONS

Cette carte de synthèse, ci-après, résume les options d'aménagement du SRAT de Koulikoro sur la base des orientations stratégiques retenues dans le cadre de l'approche participative (ateliers à l'échelle de la région et des cercles) à l'horizon d'une génération (entre 20 et 30 ans). Ces options et orientations découlent des potentialités des différents territoires mises en évidence par le diagnostic territorial. En effet, sur la base du scénario normatif ou souhaité, la construction d'un cadre stratégique partagé qui accorde une place privilégiée à la dimension territoriale dans sa problématisation était fondamentale dans la perspective du SRAT. Aussi, les grands enjeux et défis mis en évidence par le diagnostic territorial ont-ils contribué à définir les grandes options stratégiques en matière d'aménagement du territoire qui seront ensuite traduites en projets et programmes d'actions par les documents de planification opérationnelle.

La première grande option d'aménagement porte sur le maillage urbain et routier.

Elle découle de « l'effet Bamako » dans la mesure où l'un des principaux défis dans la région de Koulikoro consiste à préserver l'identité des communes voisines de la capitale ainsi que leur patrimoine foncier et en termes de ressources naturelles face à l'extension spatiale de Bamako. Ainsi cette première option doit également contribuer à un meilleur maillage urbain de la région de Koulikoro qui demeure encore majoritairement rurale et à la résorption des déséquilibres entre le sud et le nord notamment le cercle de Nara qui ne dispose pratiquement pas de villes. Le développement du réseau urbain est un facteur important de développement car permettant de disposer d'une offre territoriale de pôles urbains équipés en services collectifs et qui pourront ainsi jouer un rôle d'animation de leur hinterland. Il s'agit aussi de renforcer l'accès des populations urbaines et rurales de la région à des services sociaux de qualité (santé, éducation, eau potable, assainissement, etc).

La deuxième option est relative à l'économie et au développement durable.

Elle s'inscrit dans la dynamique de promotion des systèmes de production ruraux et industriels en vue de la création de richesses.

Cette option est articulée autour de trois principaux axes :

- le développement des plateformes agro-industrielles ;
- la promotion du tourisme basé sur les activités culturelles et les productions artisanales ;
- la protection de l'environnement et le développement adapté de l'agriculture et de l'élevage en vue de l'atteinte de l'objectif de sécurité alimentaire tout en préservant les opportunités économiques et la base productive pour les générations futures. Il s'agit là d'un enjeu fondamental en matière d'aménagement du territoire qui doit réunir les conditions optimales d'une diversification des sources de création de richesses (agriculture, élevage, pêche, industries, exploitation minière, commerce, services, tourisme, etc) et assurer la valorisation de ces productions à travers un réseau de communication efficace et adapté.

Enfin, les deux dernières options sont transversales et portent sur :

Une meilleure prise en compte du genre dans le processus de développement en vue de corriger les inégalités en matière d'accès aux instances de décisions locales et de participation optimale aux activités économiques.

La promotion de la gouvernance participative comme viatique en matière de démocratie locale. Cette dernière option s'inscrit dans la dynamique irréversible de la décentralisation et préconise également le renforcement du rôle de la région en matière de mise en cohérence des politiques publiques relatives à l'aménagement du territoire.

Carte 15 : PROSPECTIVE TERRITORIALE

OPTION 1 : RESEAUX ET POLARITES

Maillage urbain et routier ; équipements, services et infrastructures

- Routes bitumées
- Capitales régionales (sépulture Kati-Koulikoro) fortement attractives dans le domaine de l'industrie, des services, de la qualité de vie et du logement
- Villes principales avec un niveau d'infrastructures et équipements satisfaisants (*)
- Îlots d'armateur sur son territoire
- Centres urbains avec un niveau d'équipements et services satisfaisants (*)

(*) Divers équipements, services éducatifs, infrastructures, équipements sanitaires, scolaires et sportifs, adduction/assainissement, énergie solaire, électrification, plateforme logistique, équipement pour promotion de la femme

OPTION 2 : ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Tourisme basé sur les activités culturelles et les productions artisanales

- Principaux bassins touristiques
- Bassins touristiques secondaires
- Fluve Niger: axe structurant

Plateformes agro-industrielles multifonctionnelles

- Kati, Koulikoro

Protection de l'environnement et développement adapté de l'agriculture et de l'élevage

- Filière riz
- Filière lait et viande, peaux et cuir, aviculture et apiculture
- Agriculture : maraîchage, arboriculture, culture d'exportation, culture émergente, culture fourragère, cueillette...
- Forêt
- Erosion et dégradation des terres stabilisées, zones forestières, pratiques agricoles adaptées
- Limite sud de la zone agro-pastorale de transhumance
- Zone de polarisation

OPTION D'AMENAGEMENT 1

Réseaux et polarités : soutenir l'extension des réseaux de communication, de télécommunication, de TIC, en faire un support de développement territorial et contribuer à rééquilibrer et renforcer l'armature urbaine sur l'ensemble de la Région

L'espace pris en compte est un système complexe au sein duquel les infrastructures de transport ont un rôle structurant et un effet d'entraînement sur toutes autres activités notamment sur le développement des pôles urbains qui doivent être considérées comme un moteur potentiel de développement. L'analyse des réseaux amène à considérer les points de jonction, les pôles au sommet de ces réseaux. La promotion d'un système urbain fonctionnel permettrait d'interconnecter les villes, petites, moyennes et grandes pour en faire des nœuds importants de structuration spatiale capables d'offrir une gamme de services aux activités économiques des territoires et faciliter l'accès aux marchés.

■ **Orientation Stratégique I**

Promouvoir un réseau de desserte permettant de soutenir le développement régional

Les infrastructures routières, ferroviaires, fluviales, et numériques de qualité sont indispensable à la structuration économique et au développement de la région. Elles jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des systèmes économique, sanitaire, éducatif, commercial, vitaux dans les processus de croissance. Elles permettent de relier les bassins de production et les principaux pôles urbains de consommation. Les infrastructures dans la Région de Koulikoro sont en règle générale largement insuffisantes pour permettre d'entretenir un niveau de développement économique et social de qualité. Les défaillances à tous les niveaux sont autant d'obstacles à la circulation des biens et des personnes.

Dans la région de Koulikoro, la route est le mode de transport le plus utilisé et assure l'essentiel des déplacements des personnes. Selon la classification de la Direction Régionale des Routes (DRR), la région de Koulikoro comptait en 2004, 8 857 km de réseau routier, répartis en différentes catégories:

- les routes nationales : 2 083 km ;
- les routes régionales : 1 230 km ;
- les routes locales : 4 653 km et les routes non classées : 891 km.

Bien que de nouveaux axes routiers aient été aménagés depuis 2004⁵, le réseau demeure largement insuffisant au regard de l'étendue de la région et une partie du territoire reste aujourd'hui enclavée. En considérant les routes principales et les routes bitumées, plus des trois quarts du territoire régional (77,6%) se situent dans des zones éloignées de plus 5 km d'une route « carrossable ». Si l'on prend en compte l'ensemble des routes et des pistes qui traversent la région, un tiers du territoire régional (33,6%) ne dispose d'aucune infrastructure routière à moins de 5 km. Le diagnostic met aussi en

⁵ 85 km de routes bitumées et 490 km de routes en terre moderne étaient en cours de construction en 2004.

évidence que sur plus de 80% du territoire régional la densité des routes par km² demeure excessivement faible : moins de 0,25 km au km². Seules les communes de Koulikoro, celles de Kati à proximité de Bamako et la zone cotonnière (Dioila), bénéficiaire d'investissements importants, ont une densité des routes au km² un peu plus élevée : 0,5 à 1,32 km au km². De plus, un grand nombre de routes sont coupées de plus de 60 jours par an en raison des mauvaises conditions climatiques.

Le transport ferroviaire, est constitué de 140 km de voie ferrée qui relie Koulikoro à Négoula. Cet axe ferroviaire dessert plusieurs centres de production du cercle de Kati. A condition donc qu'il soit rénové, cet axe pourrait jouer un rôle déterminant dans l'écoulement des produits agricoles de la région.

Le transport fluvial. La région compte 290 km de voies fluviales reliant Ségou et Koulikoro. Elles ne sont navigables que 5 mois dans l'année (du mois d'août au mois de décembre). Le transport fluvial est assuré par 6 bateaux pouvant transporter plus de 300 passagers. Ces bateaux ont des capacités de tonnage qui varient entre 130 et 3 600 tonnes. Ainsi, en 2002, la Compagnie Malienne de Navigation (COMANAV) a transporté 9101 tonnes de marchandises et 11 541 passagers. De nombreuses pirogues utilisent également ces voies fluviales. La région en dénombrait 2 572 en 2009. Les cercles de Kangaba, Kati, Dioila et Koulikoro concentrent l'essentiel des embarcations. Le trafic fluvial bénéficie dans la région de la présence du port de Koulikoro qui sert de point de rupture de charge entre les voies de chemin de fer Dakar-Niger et les axes routiers Nord-Sud et Sud-Est. Par ailleurs, la navigabilité du fleuve Niger permet, en dépit de son interruption une partie de l'année, d'assurer la liaison entre Bamako et la frontière guinéenne avec des zones de traversées de bacs à Kangaba et à Koulikoro entre les deux rives du fleuve (Diagnostic région, 2008).

Le transport aérien. La région dispose de 4 aérodromes de catégories 3 localisés à Nara, Kolokani, Faladié (Kati) et Dioila. Aucun n'est cependant aujourd'hui fonctionnel et le transport aérien dans la région dépend donc de l'aéroport international de Bamako-Sénou.

Les réseaux de télécommunications. La région comptait en 2002, 3 109 abonnés de téléphone fixe répartis entre 25 localités. Le réseau est desservi par la Société des Télécommunications du Mali (SOTELMA). Avec l'avènement de la téléphonie mobile, la plupart des chefs-lieux de cercle ainsi que les grandes communes sont couvertes par les réseaux Ikatel/Orange ou par Malitel.

Par ailleurs, bien que timide encore, **l'installation de connexions à internet** commence à voir le jour dans la région.

En matière de réseaux de communication, radios et télévisions, la région compte 36 radios privées installées pour la plupart dans les chefs-lieux de cercle et dans certaines grandes communes. Leur rayon de desserte dépasse rarement les 100 km. La Télévision nationale couvre, quant à elle, l'ensemble du territoire régional.

Le désenclavement et une meilleure intégration de la région dans l'espace national et sous-régional constitue un défi majeur à l'heure de la mondialisation. Ces objectifs passent par le développement d'un réseau de transport terrestre, fluvial et ferroviaire performant et par l'amélioration de l'accès des populations aux TIC. En effet, les réseaux de transport :

- jouent un rôle majeur dans le développement d'une région puisqu'ils permettent la mobilité des personnes et des biens ;
- constituent aussi le principal lien entre les milieux ruraux et urbains, et sont en cela, un facteur essentiel d'intégration des différentes localités dans la vie socio-économique de la Région

comme de la sous-région. Ce constat est d'autant plus valable pour Koulikoro, qui constitue une zone transfrontalière (Mauritanie au Nord, Guinée au Sud).

Enfin, le désenclavement n'est pas seulement physique et ne se résume donc pas aux infrastructures de transport; il est de plus en plus lié aux télécommunications et à l'internet qui sont aujourd'hui des éléments essentiels de modernisation de l'économie régionale et de renforcement des échanges aussi bien entre les populations qu'entre les institutions. Selon le Profil de pauvreté des communes du Mali (mars 2010), seules 60 communes sur 108, soit 55,5% des communes, bénéficient d'une couverture téléphonique (dont les 3 communes urbaines).

Un déficit important en termes de communication et d'échanges possibles entre les collectivités locales et autres administrations, semble en effet être l'une des causes du manque de collaboration efficace entre les acteurs territoriaux. Ce constat révèle l'importance de miser sur ces nouveaux créneaux – porteurs de valeur ajoutée – sur tout le territoire, et de mettre en place les mécanismes de communication et de dialogue nécessaires à une bonne gouvernance.

La promotion d'un réseau de desserte permettant de soutenir le développement régional s'organise autour des orientations stratégiques spécifiques qui sont visualisées sur la carte n° 16, ci-après. Elle s'articule autour des deux propositions suivantes :

A. Promouvoir le désenclavement des territoires de la région pour le développement de l'économie régionale.

Il s'agit de faciliter la liaison entre les différentes parties de la région à travers la construction de nouvelles routes en compléments aux routes et pistes existantes. L'observation de la carte permet de constater que la réalisation de cette option pourra faciliter la promotion de la desserte en vue de soutenir le développement régional.

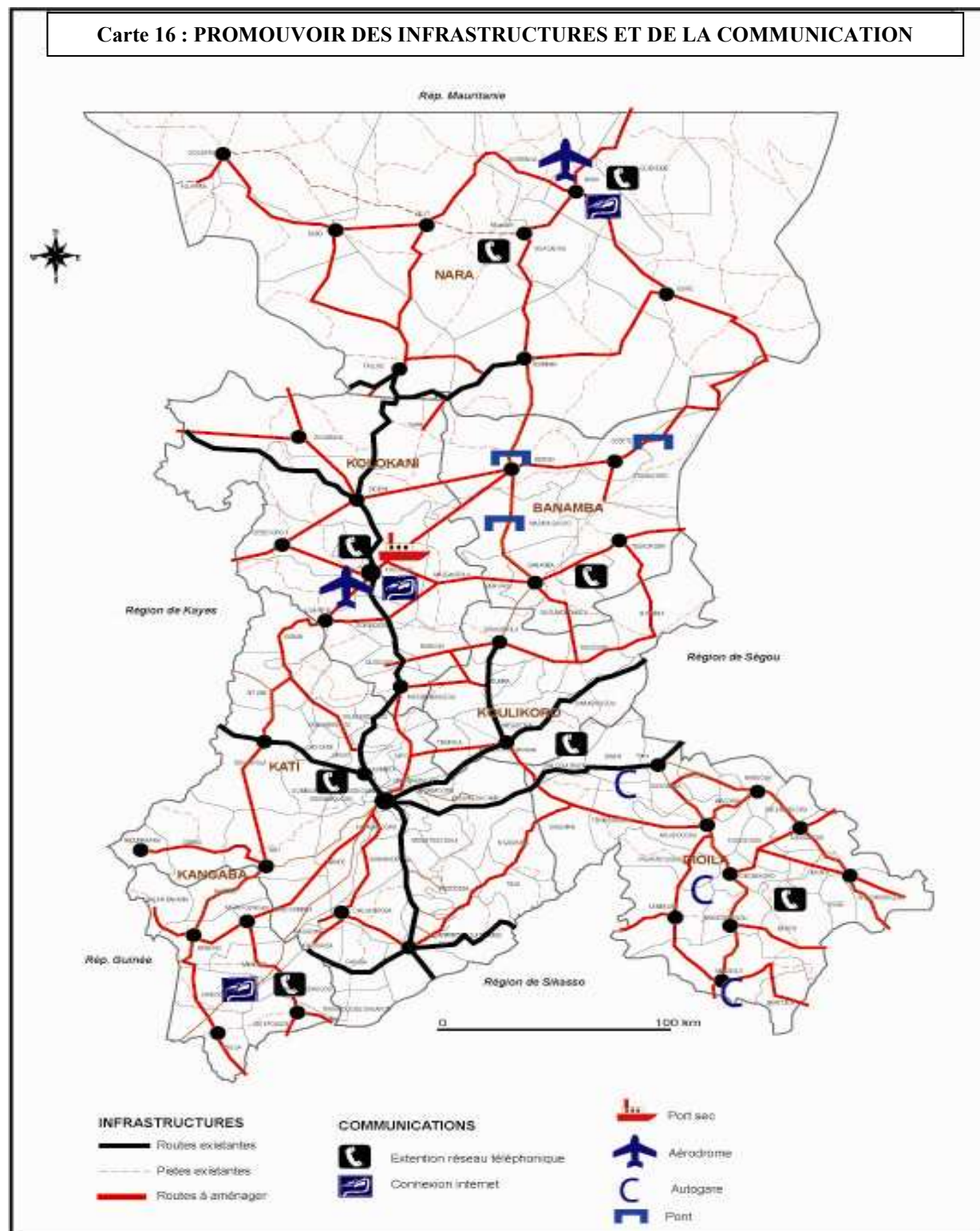
B. Promouvoir les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et étendre la couverture télévisuelle et radiophonique.

Cette option concerne l'extension du réseau téléphonique et de la connexion internet dans les zones non encore couvertes du territoire régional. Il s'agira également de renforcer les infrastructures de transport par la construction ou la réhabilitation de port sec, aérodrome, autogare et pont dans des zones stratégiques dans une optique de promotion d'un réseau de communication efficace.

OS 1 : Promouvoir un réseau de desserte permettant de soutenir le développement régional

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Promouvoir le désenclavement des territoires de la région pour le développement de l'économie régionale	- Réhabiliter le transport ferroviaire (Kolokani et Kati) - Restructurer et mettre à niveau les structures de transports fluviaux; - Mettre en place un réseau de routes bitumées et de pistes pour le désenclavement des différentes localités ; - Désenclaver la capitale régionale et les zones de production en priorité; - Maintenir les infrastructures routières et conserver l'offre de transport routier; - Développer les liaisons inter-régionales et sous-régionales ; - Développer les liaisons entre les villes principales et secondaires.	Toute la Région
Promouvoir les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) et étendre la couverture télévisuelle et radiophonique	- Promouvoir et rendre opérationnelle une base de données régionale; - Favoriser l'extension de la téléphonie rurale et des GSM (Global System for Mobile) - Accélérer la connexion Internet des différentes collectivités territoriales de la région pour renforcer leur interaction dans les affaires publiques locales - Faire la promotion des TIC au niveau des populations, jusque dans les zones les plus reculées; - Introduire les TIC dans le système éducatif : initier les élèves, dès le jeune âge, à la fonction et à l'utilisation des TIC; - Harmoniser les bases de données sectorielles et les consolider dans le cadre d'une base de données unique pour un meilleur suivi du développement territorial ; - Appuyer les initiatives des entreprises dans le domaine des TIC pour développer le secteur (vente de cartes de recharge de mobiles, centres cybercafé, centres d'enseignement informatique, etc.); - Soutenir l'extension et améliorer la performance de la couverture télévisuelle et radiophonique.	Toute la Région

Carte 16 : PROMOUVOIR DES INFRASTRUCTURES ET DE LA COMMUNICATION



■ Orientation Stratégique - II

Créer une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement équilibré et favoriser une politique de gestion urbaine décentralisée et efficace.

La fonction "transport", dans toutes ses dimensions, est un atout pour le développement des activités économiques et urbaines. Les centres urbains et les grandes villes doivent être interreliés de façon efficace, entre eux ainsi qu'à leurs hinterlands. Le bon fonctionnement des transports et une bonne accessibilité aux télécommunications sont des conditions indispensables au renforcement de la compétitivité des territoires, et par conséquent de la cohésion sociale et économique de la région.

La Région de Koulikoro se trouve dans une configuration géographique particulière : la capitale Bamako se trouve au centre du territoire, même si elle reste un district indépendant.

L'organisation urbaine de la Région est ainsi marquée par :

- L'effet Bamako qui commande et structure le réseau urbain caractérisé par une forte concentration des villes au Sud de la Région. Les villes de Kati-Kalabankoro limitrophes de la capitale concentrent 32% de la population urbaine totale ;
- Un réseau urbain très lâche au Centre et au Nord de la Région. La gamme des services de moindre qualité et le profil des activités limitent le pouvoir d'influence de ces villes dans leurs environs ruraux.

Le modèle de développement urbain en œuvre ne porte pas des germes de changement qualitatif. Si les mêmes tendances à la croissance démographique et urbaine continuaient, il pourrait renforcer et accélérer le processus de déséquilibre inapte à produire un développement durable.

Au dernier recensement général de la population, les indicateurs suivants sont notés :

- taux de croissance démographique est de 4% contre 3,6% pour le Mali de 1998 à 2009 ;
- taux de croissance urbaine : 5,1%
- taux d'urbanisation 26,96% contre 16,1% en 1998

Selon les projections, le taux d'urbanisation sera égal à 36% en 2030. Cette perspective est d'autant plus préoccupante qu'elle traduit malgré tout une hypothèse de croissance modérée eu égard au taux de croissance de l'ordre de 10 à 17% enregistrés par les communes limitrophes de Bamako. La population urbaine totale atteindra 1.079.714 habitants contre 494.629 habitants en 2009. Ces chiffres illustrent manifestement les besoins en services sociaux de base qui seront nécessaires pour répondre à la demande.

Au regard de ces tendances lourdes mises en évidence, les enjeux suivants sont à retenir :

- de trouver des stratégies adaptées pour mieux gérer « l'effet Bamako ». En effet, l'extension de la capitale a fait déferler sur des espaces encore agricoles il y'a peu, des infrastructures, des équipements et lotissements qui aboutissent à de vives tensions : problèmes de gestion foncière, disparition des espaces agricoles, difficultés de transport, etc. Les prétentions de la capitale sur le patrimoine foncier de Koulikoro sont grandissantes, du fait d'une demande croissante en termes de logements,
- promouvoir des pôles de développement urbain pour corriger les déséquilibres. Il s'agira de développer un réseau de villes moyennes et petites au Centre et au Nord de la Région

susceptible de mailler le territoire et de constituer des points de cristallisation du développement humain, social et économique,

- Les villes à promouvoir seront sélectionnées sur la base de leur position géographique (villes frontalières, villes nœud de communication, etc.) de l'importance de leur population. Chaque pôle principal ou secondaire sera le siège d'équipements sociaux et économiques permettant de répondre aux besoins de sa population en services sociaux de base.

Les infrastructures de transport doivent être le support pour la création et l'émergence d'une véritable armature urbaine indispensable à l'organisation rationnelle de l'espace. La création d'une structure urbaine de référence doit s'inspirer d'un modèle de développement multipolaire pour éviter les effets de concentration et de déséquilibre. La promotion d'une armature urbaine décentralisée permettrait de créer plusieurs zones dynamiques d'intégration économique des territoires de la région, articulées autour des relations de complémentarité ville-campagne. Elle doit s'appuyer sur des programmes d'équipements judicieux et hiérarchisés permettant aux villes d'entretenir des relations fonctionnelles et diversifiées entre elles et leur hinterland.

La mise en place d'une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement équilibré et favoriser une politique de gestion urbaine décentralisée et efficace s'organise autour de deux importantes orientations stratégiques spécifiques.

A. Développer des stratégies adaptées pour mieux gérer « l'effet Bamako » et le traduire en opportunités :

La carte n° 17 permet d'apprécier « l'effet Bamako » par rapport aux deux grandes villes que sont Kati et Koulikoro. Dès lors, il importe d'améliorer l'offre territoriale pour une meilleure attractivité de ces villes (industrie, services, qualité de vie, logements, etc.).

B. Promouvoir des pôles de développement urbain pour corriger les déséquilibres :

La carte n° 18 qui suit permet de visualiser l'ensemble des propositions stratégiques visant à faire émerger une armature urbaine comprenant :

- une structuration urbaine principale qui repose sur des pôles urbains majeurs ;
- une structuration secondaire constituée de pôles relais intermédiaires ;
- une structuration tertiaire avec la promotion de centres ruraux.

Les pôles relais et centres ruraux seront sélectionnés sur la base de leur localisation géographique (localisation frontalière, nœud de communication, etc.), l'importance de leur population. Une grille d'équipement devra être élaborée permettant de définir une stratégie d'équipements des pôles.

OS II : Créer une armature urbaine multipolaire capable de soutenir un développement équilibré et favoriser une politique de gestion urbaine décentralisée et efficace

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Développer des stratégies adaptées pour mieux gérer « l'effet Bamako » et le traduire en opportunités	- Promouvoir des politiques et coopération d'inter collectivités entre Bamako et communes limitrophes de la Région pour mieux gérer les communautés d'intérêts de proximité (services et bien d'intérêts communs); - Promouvoir une gestion urbaine réfléchie et efficace par l'élaboration de Plan d'Occupation des Sols pour une meilleure gestion et utilisation foncière; - Faciliter l'accès au logement des résidents de ces communes limitrophes qui risquent d'être concurrencés par les "bamakois"; - Elaborer et faire appliquer des prescriptions claires pour protéger et préserver le patrimoine foncier des communes limitrophes de Bamako; - Renforcer les équipements socio-économiques de la capitale régionale avec une gamme de services de qualité pour lui permettre de jouer un rôle de pôle urbain moteur; - Améliorer la gestion du cadre de vie en faisant appliquer et faire respecter les directives d'un plan directeur d'assainissement; - Créer une ceinture verte autour de Bamako en définissant un véritable partenariat ville-campagne permettant de protéger des espaces ruraux afin de maintenir dans les communes limitrophes la fonction d'approvisionnement en fruits et légumes du marché de Bamako et favoriser ainsi le développement de l'économie régionale; - Faire émerger le concept d'éco ville et l'appliquer en aménageant des jardins, des espaces verts en milieu urbain - Transformer l'effet Bamako en opportunités en créant les conditions d'une offre territoriale (équipements, infrastructures, environnement) permettant d'accueillir des industries de Bamako afin de promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes	Le Cercle de Kati en Priorité
promouvoir des pôles de développement urbain pour corriger les déséquilibres	- Développer un réseau de grandes, moyennes et petites villes pour mailler la région afin de mieux faire disséminer les points de développement; - Favoriser le développement des villes principales (chefs lieux de cercles) en proposant une offre de services complète (santé, éducation, formations, emplois, etc.) pour soutenir les villes qui structurent le territoire; - Soutenir l'émergence d'un réseau urbain fonctionnel au Centre et au Nord de la Région en les dotant d'équipements marchands, de services permettant d'attirer les actifs et les jeunes et réduire la fracture entre le Nord et le Sud; - Définir des critères fonctionnels et stratégiques pour identifier et sélectionner ces pôles de développement urbain; - Renforcer et compléter stratégiquement les fonctions économiques, industrielles, commerciales, d'enseignement de santé de Koulikoro, la capitale régionale, pour construire son rôle métropolitain, renforcer ses atouts qui lui permettent de jouer un rôle d'entraînement; - Mettre en place des moyens de communication adéquats destinés à améliorer les relations avec les villes; - Réduire les disparités entre villes et campagnes en créant des sources de revenus additionnelles dans les centres ruraux; - Accélérer la réalisation des schémas directeurs et des plans directeurs d'assainissement dans les plus grandes villes pour mieux gérer l'utilisation des sols urbains et améliorer le cadre de vie	Toute la Région en particulier dans le Nord et le Centre

Sources : GERAD, Novembre 2010

Politique publique en vigueur

La Région de Koulikoro a pu bénéficier, depuis plus de dix ans, de *La Politique Sectorielle du Développement Urbain* (PSDU), 1996. Cette politique a pour objectif de créer les conditions pour améliorer le cadre de vie des populations en renforçant particulièrement la lutte contre la pauvreté urbaine avec la décentralisation comme cadre général d'exécution. Un des outils de la mise en œuvre de cette politique a été le *Projet Développement Urbain et Décentralisation* (PDUD) exécuté de Juin 1997 à Juin 2005, avec comme objectif principal l'amélioration de la mise à disposition d'infrastructures urbaines de manière durable par les municipalités en partenariat avec le gouvernement, le secteur privé et les collectivités. Les collectivités territoriales ont donc aujourd'hui les compétences pour assurer une politique de gestion de la ville. Ce projet a participé à l'amélioration du cadre de vie dans les villes et localités de Koulikoro.

La Stratégie de Développement des Villes du Mali (2009) doit définir, identifier et exécuter un programme d'investissement concourant à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté urbaine.

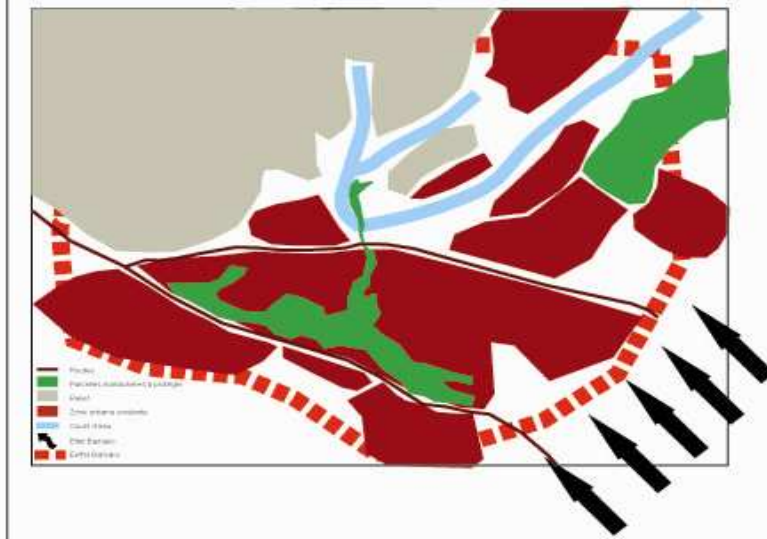
Cette stratégie vise l'amélioration de la gestion urbaine par les municipalités sur les points suivants :

- L'amélioration de la gestion du foncier et du logement urbain
- L'amélioration du cadre de vie des quartiers précaires urbains
- Le renforcement des infrastructures et équipements municipaux
- L'amélioration de la gestion de l'environnement urbain
- La sauvegarde et la valorisation du patrimoine culturel

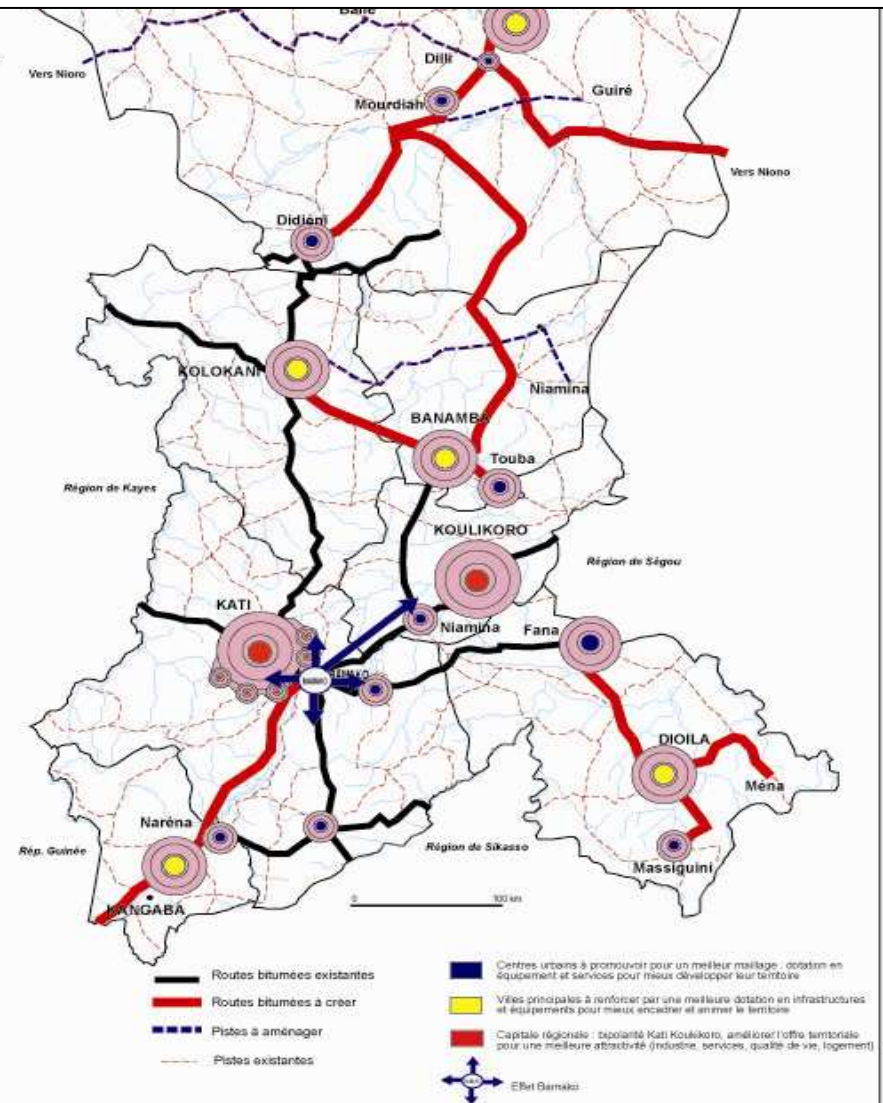
Esquisse d'une armature urbaine

Armature	Contenu	Propositions	Localités
Métropoles de référence	Capitale administrative régionale Capitale politique Chef-lieu gouvernorat Niveau équipement élevé Siège de plusieurs sociétés	Equipements structurants Plateforme multifonctionnelle Amélioration infrastructures Formation recherche	Koulikoro
	Fonction administrative Fonction de santé et éducative Fonction économique et commerciale (proximité de Bamako)	POS Equipements structurants Plateforme multifonctionnelle	Kati
Pôles urbains régionaux	Chef-lieu de Cercle Fonction administrative et politique Relais capitale régionale	Renforcement du tertiaire (banque, services privés) Amélioration de l'infrastructure Appui à la fonction économique Equipements sociaux	Dioila Banamba Kangaba Nara Kolokani
Pôles relais régionaux	Fonction de transit Réseau routier fonctionnel	Programmes spéciaux Renforcement de l'infrastructure et des liens interrégionaux Equipements marchands (gare routière) Equipements hôteliers	Ouésèsébougou (<i>Bko-Sikasso</i>) Didiéni (<i>carrefour Mali Sénégal</i>) Mauritanie) Fana (<i>Bko-Ségou</i>)
Pôles urbains tertiaires	Fonction technique administrative Fonction éducative et religieuse Fonction culturelle Fonction transit	Renforcement de l'encadrement socioculturel Equipements marchands Renforcement infrastructure de desserte urbaine et sous-régional	Baguinéda camp Touba Massigui Niamina Mourdiah Karan Naréna

Carte 17: PROCESSUS DE L'EFFET BAMAKO



Carte 18 : PROMOUVOIR UNE POLITIQUE DES VILLES PAR UN MEILLEUR MAILLAGE URBAIN



■ Orientation Stratégique - III

Assurer et garantir l'équité dans l'accès aux services sociaux de base

En liaison avec les deux autres orientations, les pôles urbains à promouvoir seront les lieux privilégiés de localisation des équipements afin de permettre au plus grand nombre d'accéder facilement aux différents services de qualité.

La pertinence d'investir dans les ressources humaines n'est plus à démontrer. L'éducation comme la santé constitue des facteurs clefs du développement durable. Il existe une relation d'interdépendance entre éducation et les changements d'ordre démographique en matière de conditions de vie et de santé. Les effets bénéfiques de l'éducation se multiplient davantage lorsque les femmes ont accès à l'éducation et contribuent largement à la baisse des taux de fécondité, de mortalité.

L'accès à l'eau potable constitue aussi un facteur de développement durable. Il est à constater également que la malnutrition, le manque d'eau potable et d'assainissement de base, les conditions sanitaires inappropriées se renforcent mutuellement et amplifient les difficultés croissantes pour améliorer la qualité de la vie. L'urgence est de fournir une eau de qualité, essentielle pour la santé des populations, mais aussi et surtout pour soulager les femmes de la corvée d'eau. L'insuffisance des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées accentue l'importance des maladies liées au péril fécal. Ces matières contaminent les eaux usées domestiques, urbaines, industrielles qui elles-mêmes contaminent les sources, les rivières, les points d'approvisionnement en eau potable, les rizières ou les cultures maraîchères, etc. Selon l'OMS, 80 à 85 % des maladies ont un lien étroit avec l'insuffisance d'assainissement en Afrique intertropicale.

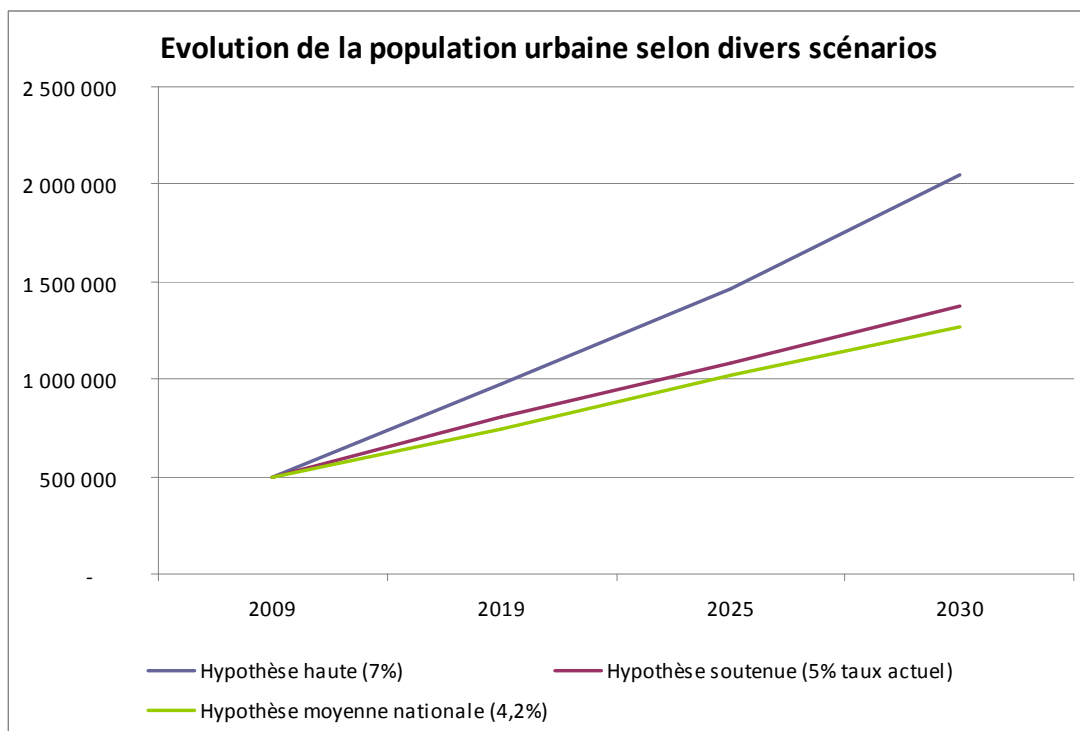
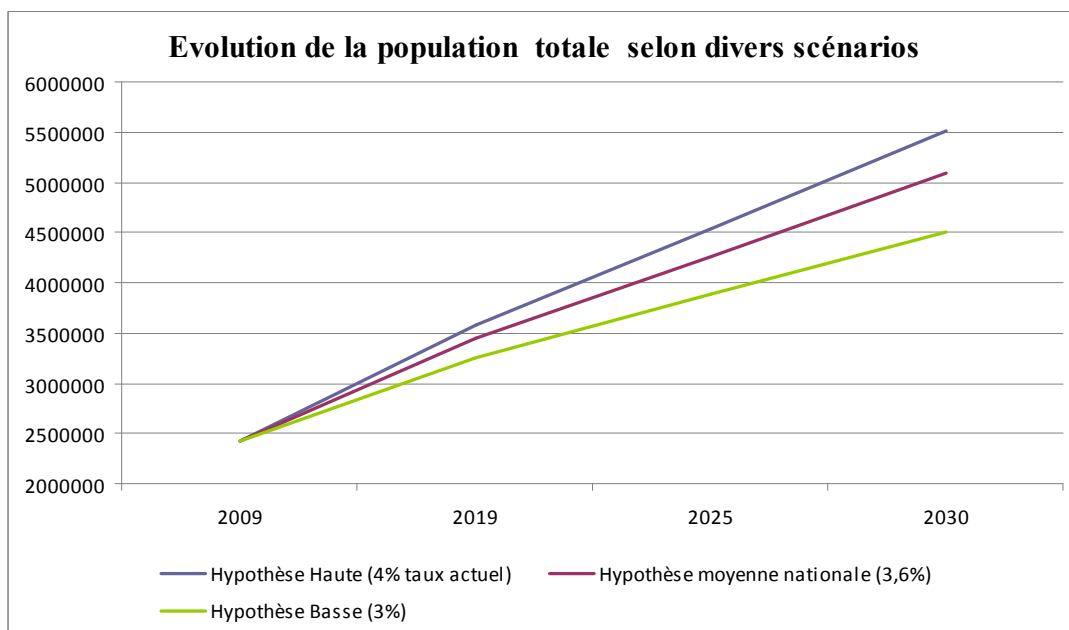
Sous un autre registre, les populations ont déploré le manque criard d'infrastructures sportives et de loisirs qui participent à l'amélioration de la qualité de la vie. Ce déficit constitue une entrave à l'épanouissement des populations surtout les jeunes dont l'importance démographique n'est plus à démontrer. En effet, la structure par âge de la population régionale révèle sa jeunesse d'où l'importance de promouvoir le développement d'infrastructures sportives et de loisirs. Parallèlement à l'importance numérique des jeunes, la population de la région va enregistrer dans son ensemble une conséquente croissance qui se lit dans les graphiques ci-dessous.

Ainsi les scénarios tendanciels concernant l'accès aux services sociaux de base en rapport avec la croissance démographique ont révélé des perspectives peu encourageantes :

Pour la santé :

- le ratio d'encadrement en médecin, en 2008, est de 1 médecin pour 43 184 habitants (normes OMS : 1 médecin pour 10 000 habitants). Il est constaté un gap de 146 médecins. En 2030, selon les projections, la population sera de 5.510.756 habitants et impliquerait un besoin 551 médecins ;
- Le ratio d'encadrement pour les infirmiers, en 2008, est de 1 infirmier d'Etat pour 43 184 habitants (normes OMS : 1 infirmier d'Etat pour 5000 habitants). Le gap est de 350 infirmiers d'Etat. En 2030, selon les projections, pour une population de 5.510.756 habitants le besoin en infirmiers d'Etat sera de 1102 infirmiers d'Etat.

Pour l'éducation : En 2008, la Région de Koulikoro possède 6695 salles de classe et présente un déficit de l'ordre de 40%. En 2030, selon les projections, pour une population scolarisable d'environ 1.600.000 élèves, le besoin est évalué à 26.620 salles de classe (ratio de 60 élèves par classe).



Pour l'eau : la Direction de l'hydraulique a estimé les besoins à 588 points d'eau moderne pour 272 sites/villages. D'ici 2030, le besoin s'élèvera à plus de 3600 points d'eau.

Pour l'assainissement : Selon une enquête réalisée par la GTZ en 1998, l'état d'assainissement de la région se présentait comme suit : 62% des ménages utilisaient des installations sanitaires très sommaires, 23% des ménages ne possédaient pas de toilettes et seulement 10% utilisaient des latrines considérées comme améliorées. Si aucune stratégie n'est développée, la situation sanitaire de la région risque de se dégrader du fait de la recrudescence des pathologies liées au péril fécal et plus généralement à un système inadapté d'évacuation des déchets.

Pour les sports et loisirs : le sport et les loisirs sont des éléments de plus en plus importants à intégrer dans les stratégies futures d'amélioration de la qualité de la vie des populations.

Au regard de ces tendances, pour mieux garantir les possibilités de développement et d'attractivité des territoires et leur capacité de rétention des populations il faut développer des stratégies pour améliorer leur dotation et leurs offres en services sociaux de base de qualité et accessible à tous. La carte n° 19 sur l'accès aux services sociaux de base permet de lire les déséquilibres spatiaux et d'apprécier les zones de faiblesses qui nécessitent une meilleure dotation en services sociaux de base, notamment dans les zones situées dans les parties nord et centre de la région. Les enjeux majeurs devront permettre :

- A. Assurer pour tous un accès aux services de santé de qualité :**
la santé constitue un secteur crucial dans l'appréciation des conditions de vie. Les options concernent le renforcement des équipements sanitaires existants, notamment le plateau médical à travers une mise à disposition d'un personnel de qualité. Egalement, la région de Koulikoro devra être dotée d'un centre hospitalier universitaire en vue d'assurer une meilleure offre de soins à sa population.
- B. Promouvoir un système éducatif mieux adapté :**
la promotion du système éducatif devra passer par la promotion de structures scolaires de qualité et d'un personnel suffisant. Elle s'appuiera également sur la mise en place d'un centre universitaire régional, ainsi que des offres de formation et d'alphabétisation adaptées.
- C. Assurer pour tous une fourniture en eau potable :**
le renforcement de l'alimentation en eau potable est primordial dans l'amélioration des conditions de vie de la population de la région de Koulikoro.
- D. Améliorer l'accès des populations aux différents autres services sociaux de base :**
un cadre de vie approprié suppose un accès correct à des équipements et infrastructures de qualité, dans les secteurs notamment de l'électricité, de la télécommunication, des loisirs et sport, d'assainissement, mais aussi des échanges (marchands, d'allègement des travaux féminins, etc.).

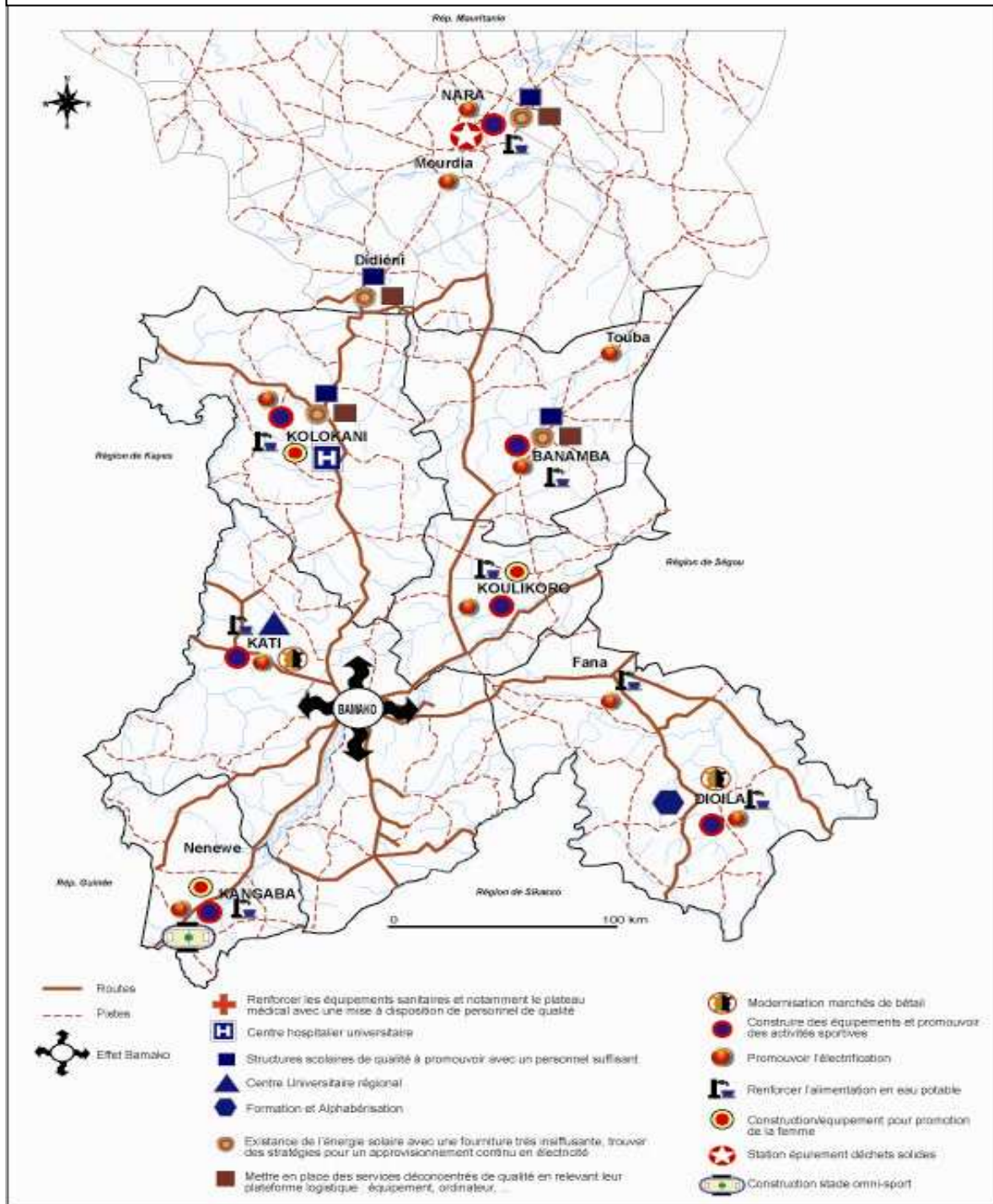
O S III : Assurer et garantir l'équité aux services sociaux de base

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Assurer pour tous un accès aux services de santé de qualité	- Améliorer la couverture sanitaire aussi bien en termes d'infrastructures que de personnel qualifié; - Mettre en place une structure hospitalière dotée d'un plateau technique performant à Koulikoro; - Développer et renforcer toutes les infrastructures médico-sanitaires; - Promouvoir et développer des activités de santé publique (nutrition, vaccination, etc.) - Développer et améliorer la qualité des services de planification familiale des conseils, de l'information, de l'éducation pour promouvoir une meilleure santé de la reproduction; - Mener des actions de sensibilisation pour promouvoir des comportements appropriés en matière de prévention et de prise en charge des maladies (interventions auprès des jeunes, mutuelles, etc.) - Garantir la qualité des prestations dispensées par les services sociaux de base; - Promouvoir des sources de financement alternatives pour la santé à travers le développement des mutuelles de santé; - Renforcer les mécanismes de prise en charge médicale des indigents et aussi la prise en charge sociomédical des personnes infectées et affectées par le VIH - Renforcer la lutte contre la mortalité néo-natale et infanto-juvénile.	Toute la région en priorité les cercles de Nara, Kolokani, Banamba et Dioila
Promouvoir un système éducatif et de formation mieux adapté	- Garantir l'accès à l'éducation (cycle élémentaire et moyen-secondaire) dans chaque localité de la région, en veillant à l'équité de genre; - Faire de la Région un pôle d'excellence en promouvant un système universitaire adapté aux métiers; - Promouvoir un système éducatif mieux adapté; - Sensibiliser les parents et les fillettes pour encourager la scolarisation de tous les enfants, en particulier des filles et leur maintien au moins jusqu'au 2nd cycle du fondamental ; - Renforcer la liaison entre formation et emploi; - Réhabiliter au sein du système éducatif le travail technique manuel et rural; - Renforcer les filières scientifiques; - Renforcer la couverture en services d'éducation à travers l'amélioration de l'offre en infrastructures et en personnel qualifié; - Renforcer l'offre de formation professionnelle et technique en mettant en place des structures adaptées; - Promouvoir l'alphabétisation et la formation des adultes ; - Réviser la carte scolaire et veiller à son application en vue d'assurer la qualité de l'enseignement fondamental.	Toute la région en priorité les cercles de Nara, Kolokani, Banamba
Assurer pour tous une fourniture en eau potable	- Réduire les disparités territoriale d'accès à l'eau potable : les OMD d'ici à 2015 sont au Mali de mettre à disposition un point d'eau moderne pour 400 habitants en milieu rural - Mettre en place des points d'eau potable fonctionnels dans chaque localité - Assurer la gestion de tous les points d'eau par les acteurs locaux (décentralisation) et garantir leur entretien et leur maintenance	Toute la région
Promouvoir systèmes d'assainissement adaptés	- Mettre en place des systèmes adaptés d'évacuation des eaux usées et des ordures ménagères - Sensibiliser les populations sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement individuels et collectifs	Toute la région
Améliorer l'accès des populations aux infrastructures sportives et de loisirs	- Mettre en place des infrastructures sportives et de loisirs fonctionnelles dans les communes les plus dépourvues - Réhabiliter les infrastructures sportives et de loisirs non fonctionnelles pour améliorer l'offre de services dans ce domaine	Toute la région

Les politiques publiques et programmes en vigueur, sur lesquels la région doit se caler :

- Le Mali a adopté en Octobre 2007 son *Plan Décennal 2006-2015 d'atteinte des OMD*. Le plan décennal s'articule notamment autour de l'éducation de base, la santé et la lutte contre le VIH/SIDA, l'eau et l'assainissement.
 - Assurer l'éducation primaire pour tous : l'idéal "1 village, une école",
 - Réduire de 2/3 la mortalité infantile,
 - Réduire de 3/4 la mortalité maternelle,
 - Combattre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose,
 - Améliorer l'accès à l'eau potable des populations rurales et urbaines.
- Les communes, les cercles et les régions sont toutes dotées de leur PDSEC, dans lesquels les orientations stratégiques appuyées par la région à l'avenir doivent se caler.
- *Le Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS)*, découlant du *Plan de Développement Sanitaire et Social (PDSS)*, doit être appuyé par la région dans le cadre de la décentralisation.
- *La Stratégie Nationale de Développement de l'AEP* (2007), qui a pour objectif global de contribuer au développement durable de l'approvisionnement en eau potable, notamment dans le domaine du financement, de l'exécution, de l'exploitation, et surtout de la gestion des infrastructures d'eau potable au Mali.

Carte 19: PROMOUVOIR UNE MEILLEURE EQUITE SPATIALE DANS L'ACCES AUX SERVICES DE BASE



OPTION D'AMENAGEMENT 2

Territorialiser les stratégies de développement économique, agriculture, industrie, et tourisme, soutenir leur transversalité en plaçant la biodiversité et la durabilité au cœur des actions.

Cette option d'aménagement implique la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement territorial transversales qui intègrent toutes les activités économiques agricoles, industrielles et touristiques inscrites dans l'espace pour mieux gérer les complémentarités avec les ressources environnementales.

L'agriculture composée des sous-secteurs agricole, de l'élevage et de la pêche constitue la principale activité de la région de Koulikoro. Elle conditionne aussi l'essentiel du tissu industriel dont 60,3% des unités de production concerne l'agro-industrie. Les industries alimentaires constituent le principal partenaire de l'agriculture dans l'économie permettant d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'agriculture.

L'agriculture et l'environnement entretiennent des liens interdépendants. Les pratiques agricoles inadéquates sont une des causes de changements climatiques, mais elle les subit également. La région de Koulikoro connaît actuellement un processus de dégradation des ressources naturelles du fait d'agressions multiples. En effet, ce milieu est le théâtre de feux de brousse, de défrichements anarchiques et d'exploitation abusive de bois, contribuant à la fragilisation des écosystèmes entretenant ainsi des dommages souvent irréversibles sur l'environnement : catastrophes écologiques, pollutions des eaux, de l'air, accumulation de déchets toxiques, disparition d'espèces, déforestation.

Les contributions positives de l'agriculture sur les changements climatiques n'interviennent que lorsque les produits agricoles portés par les filières peuvent valoriser et préserver la biodiversité environnementale. Une agriculture qui serait respectueuse de l'environnement, développant des technologies et des modes de culture appropriés, préservant les ressources et maintenant le potentiel de production pour les générations futures. Il s'agira d'adopter des stratégies visant à promouvoir une meilleure gestion des terres cultivables et des terres de pacage, la restauration des terres dégradées, l'intégration de plus en plus affirmée de l'arbre dans le système agricole.

L'amélioration des rapports agriculture- environnement dans la région permet aussi de valoriser des ressources naturelles spécifiques, des éléments de patrimoine ou de culture, des produits artisanaux favorables au développement du tourisme et de l'écotourisme en particulier. Un tourisme durable qui contribue à valoriser la biodiversité à restaurer les espaces dégradés, dans une approche volontaire de "remboursement de la dette écologique".

Le schéma d'aménagement régional doit viser une meilleure articulation et complémentarité des territoires urbains et ruraux. Le monde rural est en proie à de nombreuses contraintes dues essentiellement à l'exode rural. Les espaces ruraux qui concentrent l'essentiel des ressources naturelles ne doivent pas être un "mouroir" mais un vivier d'initiatives dynamiques capables d'attirer des entreprises de créer des richesses et au mieux d'offrir à ses jeunes de meilleures conditions de vie.

La dégradation de l'environnement est étroitement liée à la pauvreté qui pousse les ménages ruraux à adopter des pratiques prédatrices qui en sont la cause. Ils tirent directement leur subsistance des ressources naturelles et à l'absence de toute autre alternative, les possibilités de choix sont souvent limitées. Une des options fortes du schéma régional devra être de promouvoir une véritable armature rurale soutenue par une dotation en équipements, la promotion de mesures spécifiques de relance des activités agricoles, compatibles avec la préservation de la biodiversité, permettant de revitaliser le monde rural afin de réduire l'exode rural et d'y maintenir le niveau de ressources humaines nécessaire au développement de ces espaces. Cette armature rurale doit être articulée et en complémentarité avec l'armature urbaine et soutenue par une solide infrastructure de communication et d'échanges.

■ Orientation Stratégique - IV

Promouvoir une Agriculture performante et durable adaptée aux réalités locales et permettant d'atteindre la sécurité alimentaire tout en se donnant comme perspective la diversification des productions et la multiplication des revenus des ruraux

Soutenues par d'importantes potentialités naturelles, l'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie régionale et fait vivre plus de 70% de la population. L'agriculture vivrière, de loin la plus importante, est constituée principalement des céréales sèches (mil, maïs, sorgho, fonio) et du riz et occupe 99,4% des superficies emblavées. Les cultures d'exportations, le coton et l'arachide, font face quant à elles à d'importantes difficultés depuis la chute des cours mondiaux des matières premières intervenue dans les années 1970. La crise de ces filières traditionnelles, explique que de nombreux producteurs s'orientent vers de nouvelles spéculations émergentes qui offrent des sources de revenus additionnelles comme les cultures du soja, du sésame, de l'oseille de Guinée, etc.

L'élevage des bovins, d'ovins et de caprins repose essentiellement sur deux types : l'élevage sédentaire pratiqué par 86% des exploitants agricoles et l'élevage transhumant qui occupe 14% des exploitants agricoles. L'élevage intensif des volailles est surtout concentré dans les zones urbaines et périurbaines.

Le sous-secteur pêche qui constitue aussi une activité importante dans la région de Koulikoro offre un potentiel énorme dans les zones arrosées par le fleuve Niger et ses nombreux affluents. Par ailleurs, l'existence de nombreuses mares et étangs permet de soutenir le développement de la pisciculture.

Si les caractéristiques actuelles de l'économie rurale devaient se poursuivre on pourrait assister aux tendances suivantes :

- la crise de la filière coton qui offre l'exemple d'une régression spectaculaire avec une chute de la production très sévère de l'ordre de 70%, passant de 109.704 tonnes en 1999 à 32.369 tonnes en 2009. Le coton couvrait 135.793 ha en 1999, actuellement il couvre à peine 36.495 ha, soit une diminution de 73%. Compte tenu de la volatilité des cours mondiaux du coton et des bas prix qui déterminent les prix internes et le faible revenu des producteurs, cette filière est en proie à de nombreuses difficultés financières. D'autres facteurs structurels endogènes comme la diminution des rendements, la gestion des crédits par les coopératives des

producteurs, un processus de libéralisation imposé et mal préparé, viennent plomber la compétitivité de la filière ;

- l'arachide constitue la deuxième culture d'exportation avec une production irrégulière : 59.436 tonnes en 2000 ; 114.302 tonnes en 2005 et 71.976 tonnes en 2009. Les contraintes liées à l'évolution des cours mondiaux l'appauvrissement des sols, au sous-équipement des producteurs et au manque de crédit sont à la base des difficultés que rencontre cette filière.

Les enjeux économiques et sociaux liés à ces filières qui vont encore rester les principales cultures de rente sont importants. Si des stratégies adaptées ne sont pas mises en œuvre, la production du coton comme de l'arachide pourrait poursuivre une baisse tendancielle pouvant affecter les revenus des producteurs.

Depuis de nombreuses années, un des objectifs de la production agricole est de jouer la carte de la diversification, soit en introduisant de nouvelles cultures, soit en développant les secteurs de l'élevage et de la pêche, mais surtout en mettant l'accent sur la production céréalière pour assurer la sécurité alimentaire :

- la céréaliculture (mil, maïs, sorgho, fonio) est au cœur du système agraire. Le volume de la production est en constante progression : 409.222 tonnes en 2000 à 592.072 tonnes en 2009 ; soit un rythme de production de 4,19% par an. Certains signes d'essoufflement sont à noter cependant : l'accroissement de la production qui était de 6,7% par an entre 2000-2005 est tombé à 1,9% entre 2005-2009. Le taux d'accroissement de la production qui était dû à l'importance des rendements (4% de progression par an entre 2000 et 2005 contre 2% entre 2005 et 2009) est soutenu de plus en plus par l'extension des superficies emblavées qui progresse de l'ordre de 3,3% par an ;
- les cultures de reconversion et d'intensification portent sur l'émergence de nouvelles cultures de rente qui offrent de nouvelles sources de revenus aux paysans. La production de la culture de sésame, à Koulikoro, Banamba et Dioila, est passée de 1.156 à 3.372 tonnes et bénéficie de l'appui du FONDERK et l'OHVN. La culture du Soja promu par la CMDT est de plus en plus pratiquée dans la zone cotonnière du cercle de Dioila. La montée en puissance de la production maraîchère (10.772 tonnes en 2002 à 50.222 tonnes en 2009) et fruitière se développe de plus en plus dans les zones de Kati, Koulikoro, Dioila ou encore Kangaba pour la satisfaction de la demande urbaine notamment celle de Bamako (voir carte: promotion de l'agriculture). La culture du coton quant à elle, est à réorganiser et soutenir pour davantage améliorer les conditions de vie des populations locales (zone de Dioila). Les activités de cueillette sont aussi des activités de substitution de plus en plus développées. La région de Koulikoro est devenue l'une des principales zones de production de gomme arabique du pays et occupe la deuxième place dans la production de la gomme arabique.
- l'élevage est une activité traditionnellement très importante. Les cercles de Nara et de Dioila regroupent respectivement 27,7% et 25,7% de l'effectif total du cheptel. L'accroissement des effectifs concerne toutes les espèces : les bovins sont passés de 1.037.100 têtes en 2000 à 1.285.255 têtes en 2009 soit une progression de 2,4 ; les ovins sont passés pour la même période de 812.072 têtes à 1.116.590 têtes. L'amélioration de l'alimentation et de la santé animale ont été des facteurs, entre autres, explicatifs de cette progression. La production de viande (3,8% de croissance annuelle), de lait, de peaux et de cuirs (7,5% de taux d'accroissement) représente une part croissante de l'activité agricole. La filière de l'aviculture est en pleine expansion avec un rythme d'évolution annuel de 3,7% entre 1999 à 2008 ; elle est soutenue par une demande urbaine de plus en plus importante.

- l'importance de l'activité de la pêche est autorisée par l'importance des cours d'eau. La région de Koulikoro est arrosée par le Niger et ses nombreux affluents et dispose de nombreux mares et étangs favorables au développement de la pisciculture : la production de poissons frais est passée de 27,8 tonnes en 2006 à 91,57 tonnes en 2009 ; celle des poissons fumés et séchés est passée pendant la même période de 20,27 tonnes à 80,51 tonnes.

Au regard de ces analyses, la structure actuelle de l'économie rurale risque de perdurer :

- une régression des cultures de rente : le coton et l'arachide ;
- un développement des cultures émergentes de rente et des cultures maraîchères et fruitières ;
- une production soutenue des cultures vivrières ;
- un développement de l'élevage et de la pêche ;
- une promotion de la pêche et renforcement de son rôle dans l'économie régionale.

Les tendances relatives aux prévisions d'évolution du monde rural à l'échéance 2030 révèlent des perspectives et des préoccupations auxquelles il faut tenir compte pour développer des stratégies capables de les infléchir :

- la croissance démographique est le facteur essentiel et on en connaît l'ampleur : le croît est de 4%. L'agriculture doit faire face aux besoins de plus de 5 millions de personnes en 2030. La production agricole peut elle suivre un tel rythme si on sait que le taux d'accroissement annuel de la production est de 4,1% entre 2000 et 2009 ;
- l'urbanisation importante que connaît la région ajoute une contrainte supplémentaire. Avec un taux de croissance urbaine de 5%, les citoyens qui sont de 494 629 habitants seront de 1.378.019 habitants en 2030. Le mouvement d'urbanisation implique une augmentation de la demande alimentaire ;
- l'agriculture est fortement dépendante de la pluviométrie. Les changements climatiques qui constituent une menace réelle entraîneront un impact négatif sur le potentiel productif ;
- les pratiques agraires (culture sur brûlis, déforestation) qui entraînent une mauvaise gestion de l'espace rural perpétueraient le maintien des systèmes de production extensifs et une consommation d'espace de plus en plus importante. La dégradation des terres de culture et la baisse de leur fertilité pourraient être irréversibles.

Les enjeux essentiels s'organisent autour des principales problématiques Agricoles. La carte n° 20 sur les propositions d'aménagement agricoles s'organise autour des axes suivants :

A. Promouvoir une stratégie de développement agricole adaptée et durable :

Il s'agit de promouvoir une agriculture performante et diversifiée pour assurer la sécurité alimentaire, à travers :

- une politique de promotion des cultures vivrières, par le renforcement des productions de céréales sèche, le développement des cultures de décrue et de la riziculture dans les vallées fluviales, le développement de pratiques agricoles adaptées dans la zone sylvo-pastorale, mais aussi le renforcement de la production de karité ;
- un renforcement des cultures émergentes, notamment le pourghère, le sésame, l'oseille de guinée, le soja et le henné ;
- un renforcement des cultures d'exportation, à travers la réorganisation de la filière coton qui est en difficulté, le renforcement des filières maraîchères et arboricoles, ainsi que l'aménagement des bas-fonds pour une meilleure diversification agricole.

B. Soutenir et moderniser la filière élevage :

En ce qui concerne l'élevage, la carte n° 21 donne les éléments d'appréciation suivants :

- développer les zones agro-pastorales, par la promotion de cultures fourragères, l'implantation de points d'eau pastoraux, l'aménagement de mares pastorales, ainsi que la délimitation des couloirs de passage et de zone de conflit ;
- promouvoir le développement des filières de lait et viande ainsi que les filières avicoles et des produits animaux (cuir et peau), notamment au niveau des zones où l'élevage sédentaire est très important.

C. Soutenir et moderniser la filière de la pêche :

le développement de la pêche requiert l'aménagement d'étangs et de bassins piscicoles, la mise à disposition de matériels et d'équipements adaptés, l'élaboration et l'application d'un cadre institutionnel concerté et l'organisation de toute la filière de la production à la commercialisation, en passant par la conservation.

D. Promouvoir une armature rurale avec la promotion de centres ruraux dotés d'équipements élémentaires d'appui aux populations rurales et à leurs activités, avec comme enjeux majeurs :

- identifier des villages centres en fonction de critères de centralité ;
- dresser une grille d'équipements polyvalents permettant d'apporter un service minimum de qualité ;
- promouvoir des mesures spécifiques permettant de maintenir le tissu local des artisans et commerçants ;
- promouvoir des projets de développement dans le cadre d'intercollectivité.

OS IV : Promouvoir une Agriculture performante et durable adaptée aux réalités locales et permettant d'atteindre la sécurité alimentaire tout en se donnant comme perspective la diversification des productions et l'amélioration des revenus des ruraux

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Promouvoir une stratégie de développement agricole adapté et durable	- Accroître les productions agricoles en vue d'atteindre l'auto-suffisance alimentaire; - Améliorer les revenus des ruraux par une politique de prix et des gains de productivité - Soutenir et réorganiser les cultures de rente (coton, etc.) - Intégrer les exploitations dans une économie monétaire et organiser de nouvelles filières production - Promouvoir des stratégies de diversification des cultures et de développement des cultures de contre saison, d'aménagements hydraulique des zones de bas-fonds; - Approfondir les recherches en vue d'une amélioration et d'une plus grande maîtrise des productions des filières en particulier le karité ; - Aménager les plaines et bas-fonds ; - Promouvoir la mécanisation de l'agriculture ; - Réaliser des barrages et micro-barrages pour des retenues d'eau pouvant soutenir le développement agricole; - Mettre en place des dispositifs adaptés de conservation et de valorisation des eaux souterraines et de surface ; - Définir de façon précise les vocations régionale en s'appuyant sur les potentialités des zones agro-écologiques - Développer des stratégies agraires et agro-forestières adaptées pour lutter contre l'érosion et maintenir la fertilité des sols; - Favoriser l'équipement des producteurs de la région en matériel adapté et promouvoir des unités de transformation et de conditionnement des produits locaux (agro-industrie); - Soutenir les échanges et la commercialisation des produits agricoles par le désenclavement des zones périphériques; - Promouvoir et soutenir le développement des cultures maraîchères et fruitières avec la proximité du marché de Bamako; - Protéger les espaces à vocation agricole pour faire face à l'extension urbaine.	Dioila et Kangaba
Soutenir et moderniser les filières d'élevage	- Développer et améliorer qualitativement et quantitativement les productions animales, les cultures fourragères et les aliments de bétail; - Favoriser une intégration harmonieuse entre agriculture et élevage ; - Aménager les zones de parcours pour prévenir les conflits agriculteurs-éleveurs; - Mettre en oeuvre la charte pastorale et élaborer un schéma régional pastoral en conformité avec celle-ci; - Réglementer la transhumance du nord au sud de la région - Aménager les mares pour soutenir le développement pastoral; - Mettre en place des dispositifs de maîtrise de l'eau (eaux souterraines et de surface) pour promouvoir le développement agro-pastoral; - Définir des stratégies sous-régionales pour une meilleure gestion des zones de transhumance - Intensifier les productions sur la base d'une alimentation suffisante et équilibrée ainsi que de bonnes conditions sanitaires; - Développer une stratégie de valorisation et de commercialisation des filières agro-sylvo-pastorales - Développer la filière de production et de distribution de la viande dans les centres urbains pour	Toute la région en particulier dans les cercles de Nara, Kolokani, Banamba, Dioila, Koulikoro et Kangaba

	améliorer les revenus des éleveurs; - Promouvoir la filière laitière en améliorant génétiquement les vaches par sélection ou par croisement avec des souches plus productives et en installant des unités de production autour des grands centres de consommateurs; - Promouvoir la transformation et l'exportation des produits des animaux; - Promouvoir l'aviculture rurale en levant les contraintes sanitaires (vaccination contre la maladie de newcastle en formant des vaccinatrices, les contraintes nutritionnelles (en formant les aviculteurs à la production d'aliments équilibrés et à moindre coût à partir d'intrants locaux), les contraintes environnementales (en améliorant les poulaillers traditionnels). - Vulgariser les techniques avicoles et soutenir son financement; - Promouvoir la filière avicole en vulgarisant les techniques avicoles, en soutenant son financement, et en développant une aviculture intensive urbaine et péri-urbaine autour des villes.	
Promouvoir la pêche et renforcer son rôle dans l'économie régionale	- Organiser la commercialisation des produits halieutiques par la mise en place de la chaîne de froid; - Améliorer la transformation traditionnelle; - Soutenir les pêcheurs pour mettre en place une flotte améliorée; - Renforcer les capacités et les moyens de production des acteurs locaux en termes d'équipements et de lignes de financement; - Promouvoir la gestion durable des pêcheries et vulgariser les techniques piscicoles; - Mettre à profit le potentiel de ressource en eau pour aménager des étangs et des bassins piscicoles.	Toute la région
Promouvoir une véritable armature rurale	- Identifier des villages centres en fonction de critères de centralité; - Dresser une grille d'équipements polyvalents permettant d'apporter un service minimum de qualité - Promouvoir des mesures spécifiques permettant de maintenir le tissu local des artisans et commerçants; - Promouvoir des projets de développement dans le cadre d'intercollectivité.	Toute la région

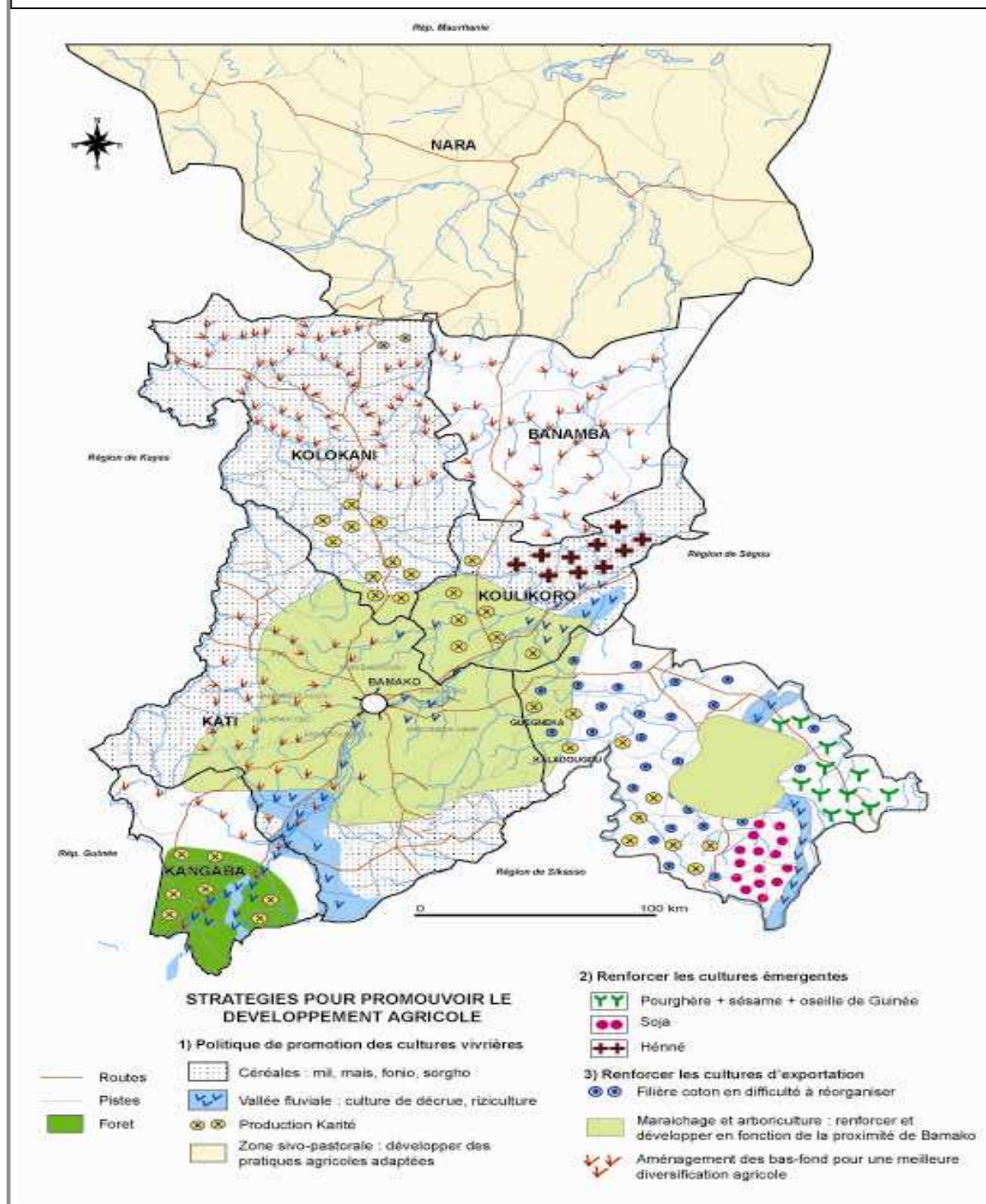
Les politiques publiques en vigueur

- *La Loi d'Orientation Agricole (LOA)* a pour objectifs généraux de contribuer à :
 - La promotion économique sociale des femmes, des jeunes, des hommes en milieux rural et périurbain,
 - La souveraineté et la sécurité alimentaire du pays,
 - La réduction de la pauvreté rurale,
 - La modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie,
 - La protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles,
 - L'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique,
 - L'aménagement Agricole équilibré et cohérent du territoire.

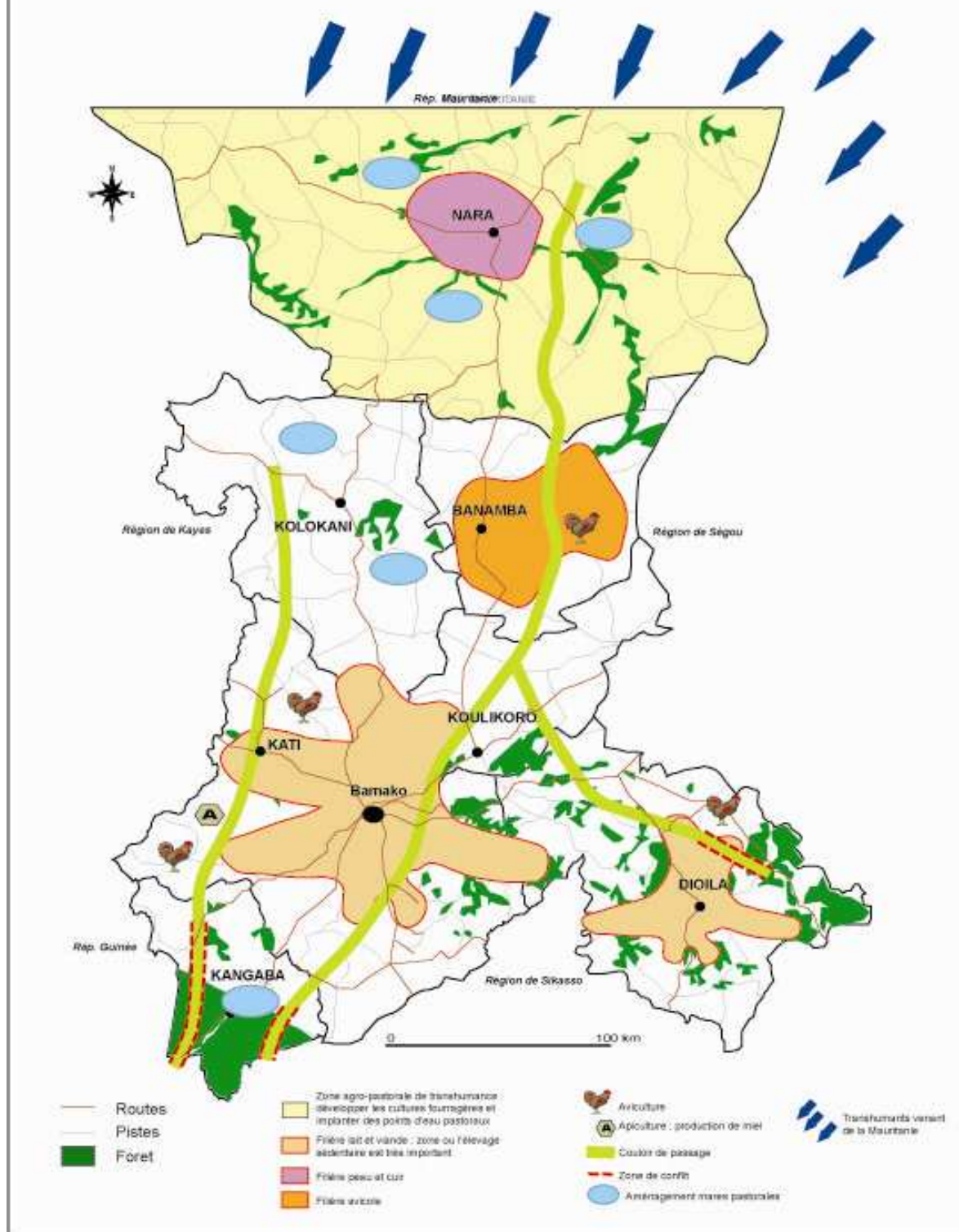
- *Le Programme Compétitivité et Diversification Agricoles (PCDA)*

Pour soutenir les objectifs de la stratégie gouvernementale assignés au secteur du développement rural, le PCDA aura pour buts : (i) d'augmenter la contribution du secteur du développement rural à la croissance économique du pays; (ii) d'intensifier et de diversifier la production agricole, en vue de renforcer la sécurité alimentaire et de développer les exportations agricoles; (iii) d'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations rurales.

**Carte 20 : PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PERFORMANTE ET DIVERSIFIEE
POUR ASSURER LA SECURITE ALIMENTAIRE**



Carte 21: DEVELOPPER DES STRATEGIES POUR LA PROMOTION DE L'ELEVAGE



■ Orientation Stratégique - V

Promouvoir des pratiques environnementales et durables permettant de s'adapter aux changements climatiques et de préserver la biodiversité

Dans la perspectives des 20 prochaines années, l'environnement, la biodiversité de la Région de Koulikoro devrait subir un certain nombre de modifications dues aux effets du changement climatique. Les causes de ce phénomène sont naturelles mais relève grandement du "forçage anthropique" c'est à dire l'augmentation dans l'atmosphère des gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine.

La Région de Koulikoro n'échappe pas à l'intensification extrême des phénomènes météorologiques. Le processus de désertification entretenu par la rude sécheresse des années 1970-1990 a cédé la place aux brutales et violentes précipitations de ces dernières années impliquant des inondations aux conséquences dramatiques. Des menaces d'ensablement de toutes sortes (dépotoir de déchets industriels et domestiques) pèsent sur l'hydrosystèmes du fleuve Niger qui est la sève nourricière de toute la Région et la pays.

Les tendances probables de la dynamique environnementale s'organisent autour des variables suivantes :

- **la pluviométrie:** à long terme son évolution probable n'est pas exactement prévisible. Selon les recherches récentes, les précipitations dans la bande soudano-sahélienne devraient connaître une légère remontée sans toutefois retrouver les niveaux des années 1950-1969. A Nara, au nord de la Région, dans la zone sahélienne les précipitations, après avoir été de l'ordre de 500mm avant 1960, sont autour de 200 mm depuis 2000. Entre 1965-1990, la moyenne pluviométrique était de l'ordre de 200mm. Compte tenu de la sensibilité de l'agriculture pluviale aux variabilités interannuelles et intrasaisonnière de la pluviométrie, la question de l'évolution future des précipitations en zone sahélienne est cruciale. Les fluctuations des quantités pourront constituer un facteur handicapant qui affectera les productions agricoles et pastorale qu'il conditionne. La région de Koulikoro est touchée par **des inondations locales** régulièrement. Toutefois, si les prévisions d'augmentation, de précipitation dans la bande sahélienne se vérifient au cours de ce siècle, l'inondation peut devenir un problème grave. Ces conséquences sont la destruction des récoltes et du bétail, la dégradation des infrastructures (routes) et des habitations, et le déplacement de population qu'il faut reloger ;
- **le capital hydraulique:** les potentialités ne seront pas fondamentalement modifiées en ce qui concerne les eaux souterraines qui sont de bonne qualité. La reprise de la pluviométrie peut assurer leur réalimentation. L'évolution des eaux de surface sera commandée par la pluviométrie. La Région dispose d'importantes disponibilités en cours d'eau. La réalisation des barrages et des aménagements hydro-agricoles peut modifier les données générales sur le Niger. L'évolution démographique pouvant intensifier leur exploitation peut constituer un élément de rupture important. En effet, le fleuve Niger est confronté aux effets négatifs de la démographie galopante et de l'industrialisation des agglomérations riveraines, par le fait qu'il constitue de nos jours un dépotoir de déchets domestiques et industriels. La navigation sur le

fleuve est devenue problématique en divers endroits entre Koulikoro et Gao du fait des bancs de sable et divers aléas hydro-climatiques qui réduisent considérablement la période de navigabilité. La biodiversité se réduit chaque année ;

- **le capital forestier.** La rapide dégradation des formations végétales est amplifiée par des agressions anthropiques de plus en plus vives. Malgré l'importance relative du potentiel ligneux, celui-ci reste malheureusement soumis chaque année à de fortes mortalités (plus de 5%), aux passages des feux de brousse, aux défrichements anarchiques pour l'installation des cultures agricoles et à l'exploitation incontrôlée et abusive pour la satisfaction des besoins en bois d'énergie, de service et en bois d'œuvre des villes (Bamako, Kati et Koulikoro). La diversité biologique est menacée et certaines espèces comme le *Cordyla pinnata* sont en voie de disparition.

Les facteurs économiques, démographiques (4% de croissance annuelle) et le processus d'urbanisation conjugués à la pauvreté, aux modes de production inadaptés exacerbent les problèmes de détérioration de l'environnement et d'épuisement des ressources compromettant ainsi le développement durable. Le diagnostic territorial a révélé que l'influence de Bamako et le phénomène d'urbanisation représente une pression sur les ressources naturelles, notamment à cause de la dégradation de l'environnement.

Les problématiques environnementales constituent une question essentielle en aménagement du territoire dans la mesure où celui-ci doit imaginer des mesures adéquates d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique et leurs conséquences sur le développement territorial.

Des stratégies plaçant la biodiversité au cœur des activités des hommes pour faire face à ces changements climatiques et à leurs impacts notamment en termes d'insécurité alimentaire, de dégradation des ressources naturelles, sont devenues des enjeux majeurs.

La promotion des pratiques environnementales et durables permettant de s'adapter aux changements climatiques et préserver la biodiversité s'organise autour de deux grandes orientations stratégiques. La carte n° 22 relative à l'environnement met en évidence les stratégies à développer pour atteindre les objectifs cités ci-dessous :

- Promouvoir des stratégies plaçant la biodiversité au cœur des activités humaines :**
il s'agit principalement de mener des actions de reboisement dans la zone centre de la région (Cercles de Banamba et de Kolokani, notamment), de lutte contre l'érosion anthropique à travers la mise en place de haies vives, mais également et surtout de favoriser des actions de conservation des réserves forestières et faunistiques pour lutter contre la dégradation.
- Promouvoir des stratégies pour préserver le bassin du Niger et des cours d'eau :**
la problématique majeure sera centrée sur l'érosion des berges du Niger, l'ensablement du fleuve Niger et la migration des dunes. Il s'agira également de promouvoir l'assainissement individuel et collectif, mais aussi la mise en place de station d'épuration des déchets solides.

OS V : Promouvoir des pratiques environnementales et durables permettant de s'adapter aux changements climatiques et préserver la biodiversité

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Promouvoir des stratégies plaçant la biodiversité au cœur des activités humaines	-Faire des études de diagnostic environnemental en vue d'élaborer des outils d'aide à la décision; -Renforcer la protection du potentiel forestier contre les facteurs négatifs naturels et anthropiques; -Restaurer les écosystèmes dégradés par l'action humaine ou la sécheresse; -Mettre en place des stratégies de DRS/CES permettant d'adopter des techniques appropriées et interactives pour lutter contre l'érosion; -Développer une utilisation rationnelle et viable des ressources forestières; -Maintenir et accroître la production forestière; -Soutenir les actions de reboisement; -Introduire des techniques sans danger pour l'environnement permettant d'accroître la productivité potentielle des terres pauvres; -Elaborer des plans d'aménagement et de gestion simplifiée des massifs forestiers villageois; -Promouvoir des stratégies adaptées de protection des espèces forestières les plus menacées ; -Promouvoir des stratégies agro-pastorales adaptées visant à intégrer les arbres dans les systèmes agricoles; -Promouvoir et étendre les reboisements communautaires et encourager les initiatives individuelles; -Développer des technologies destinées à réduire les prélèvements sur les ressources ligneuses à travers une forte réduction des besoins en bois-énergie; -Promouvoir toutes les sources d'énergies renouvelables et de substitution; -Créer une ceinture verte autour des villes de la région; -Promouvoir des projets de développement visant à mettre en place, au profit des populations des systèmes viables de production; -Développer des stratégies d'information, de sensibilisation et d'éducation en direction des populations et surtout des élus locaux et des leaders sur les dangers de la dégradation de l'environnement et sur les enjeux vitaux de la réhabilitation et la gestion des zones dégradées. -Renforcer les connaissances relatives à l'environnement et ses relations avec les activités humaines -Profiter des mécanismes de compensation carbone pour "réparer" et améliorer les situations environnementales; -Promouvoir la création de zones cynégétiques et de valorisation de la faune dans une perspective de développement éco-touristique ; -Développer des stratégies adaptées de préservation de la faune ; -Promouvoir un programme d'inventaire et de préservation des ressources naturelles. -Faire émerger le concept d'écovillage et l'appliquer à l'aménagement des jardins et espaces verts	Toute la Région en particulier les territoires de Nara, Kolokani, Kangaba et Kati
Promouvoir des stratégies pour préserver le bassin du Niger et des cours d'eau	-Recenser et identifier les espaces à risques (bassins versants, cuvettes topographiques); -Aménager les berges du fleuve pour lutter contre les effets de l'ensablement; -Mettre en place des stratégies de lutte contre l'action éolienne et autres facteurs d'érosion pour la protection des cours d'eau; -Protéger les ressources en eau et animales du fleuve avec la promotion d'aires protégées; -Restaurer et préserver les espèces et les habitats vulnérables ; -Améliorer le système d'écoulement des eaux pluviales; -Maitriser l'urbanisation dans les zones à risque par l'application de règlements strictes; -Prévoir la gestion des crises (relogement, fourniture d'eau potables); -Renforcer les contacts avec les collectivités locales pour soutenir le Programme Intercommunal de gestion des Berges et des Ressources en eau du Niger; -Favoriser un cadre organisationnel et institutionnel à une plus grande échelle pour une meilleure implication dans la gestion de ce patrimoine commun	Toute la Région en particulier le cercle de Koulikoro et Kangaba

Carte 22: PROMOUVOIR L'ENVIRONNEMENT

The map illustrates the Niamey region in Niger, highlighting various environmental management zones and infrastructure. Key features include:

- Neighboring Regions:** Rép. Mauritanie (north), Région de Kaya (west), Région de Sékou (east), Région de Sikasso (southeast), and Rép. Guinée (southwest).
- Districts:** Koulikoro, Kati, Kankara, and Diori.
- Environmental Management Zones:**
 - Red:** Lutte contre l'érosion des berges du Niger, ensablement du fleuve Niger, migration des dunes.
 - Pink:** Problème d'assainissement collectif et individuel.
 - Orange:** Conservation des réserves forestières et faunistiques pour lutter contre la dégradation.
- Infrastructure and Land Use:**
 - Routes:** Solid lines.
 - Pistes:** Dashed lines.
 - Forêt:** Green areas.
 - Lutte contre de l'érosion anthropique : haies vives:** Hatched areas.
 - Reboisement:** Tree symbols.
 - Station épuration déchets solides:** Star symbol.
 - Décharge finale de Nouhoumbougou:** Purple oval.
- Scale:** 0 to 100 km.

■ Orientation Stratégique - VI

Promouvoir la diversité de l'économie régionale à travers des industries de la Région

Le potentiel minier régional est constitué des gisements de fer de Naréna (Kangaba), de Ballé (Nara) et de Moribabougou (Kati), ainsi que les gisements d'or localisés surtout dans la zone de Kangaba. Le mode d'exploitation informel et traditionnel des ressources minières n'a pas encore servi de base à un processus d'industrialisation.

L'agro-alimentaire constitue la principale alternative au développement du secteur industriel régional. Sur un parc industriel de 55 unités, qui fait de Koulikoro l'une des principales régions industrielles du Mali, 60,3% concernent l'agro-industrie (boulangeries, brasseries, unités de production d'eau minérale, minoteries, unités de transformation de produits agricoles). La région compte également une douzaine d'industries spécialisées dans la production de piles, de gaz butane, de matière plastique. L'industrie mécanique regroupe, elle, des unités de fabrication de matériel agricole (IMAGRI, Mali Tracteurs et Général Fonderie du Mali). On dénombre aussi trois usines d'égrenages de coton : deux à Dioila et une à Ouélessébougou.

Les principales caractéristiques et perspectives qui fondent les tendances :

- une partie des unités industrielles de Koulikoro restent confrontée aux problèmes récurrents de la vétusté des équipements et de leur renouvellement, du coût élevé de production, du manque de pièces de rechange, etc. Koulikoro doit remédier à la fragilité des équipements de ses industries ;
- si la crise du coton persiste, et étant donné que l'agriculture reste dépendante du climat, il est primordial que Koulikoro initie des alternatives aux industries agro-alimentaire et cotonnière. Ces acquis sont aujourd'hui fragiles dans la mesure où ils dépendent de facteurs exogènes (cours mondiaux du coton, changement climatique, etc.), difficilement maîtrisables ;
- Koulikoro doit permettre le renforcement et le développement des autres unités industrielles déjà existantes (spécialisées dans les branches d'activités suivantes : chimie et parachimie, électricité, gaz et eau, cuir, ébénisterie et ouvrages en bois, production de fer en plus des ateliers de tissage métallique, construction navale (INACOM), etc);
- en 2004, le chiffre d'affaire généré par le secteur secondaire s'élève à 36 milliards de francs CFA. Jusqu'à 2010, il a relativement stagné. Pour booster le chiffre d'affaire du secteur secondaire, la Région de Koulikoro doit anticiper et favoriser l'amélioration des conditions de revenus de l'industrie ;
- en 2009, la région comptait 2 511 salariés dans l'industrie, dont un peu plus du tiers étaient des travailleurs occasionnels. L'objectif de création et de stabilité des emplois industriels doit faire partie des objectifs des deux prochaines décennies pour contribuer à augmenter le pouvoir d'achat local et à réduire le seuil de pauvreté de la Région. La région doit pouvoir accompagner l'industrie face à la précarité que celle-ci rencontre parfois (19 unités à l'arrêt et 11 unités fermées en 2010) ;
- la mise en place d'une Direction Régionale de l'Industrie (DRI) en 2009 doit être une opportunité pour, notamment, attirer des investisseurs (nationaux et étrangers), dont le secteur a fortement besoin.

La stratégie de sortie du scénario requiert, dans le cadre d'un partenariat Etat-Région-Privé, de promouvoir la diversification de l'économie régionale. La carte n° 23 qui suit montre qu'il s'agit d'opter pour :

A. le renforcement du tissu industriel de la Région par l'amélioration de l'offre territoriale qui permettrait de renforcer l'existant et favoriser l'émergence d'activités nouvelles :

Il s'agira de renforcer l'industrie agro-alimentaire, l'industrie de valorisation et de transformation des produits de l'élevage, ainsi que des produits agricoles, de cueillette et de conservation de la production maraîchère. Les secteurs de l'exploitation minière et du développement des centrales électriques se posent comme des impératifs à côté des opportunités géographiques à promouvoir :

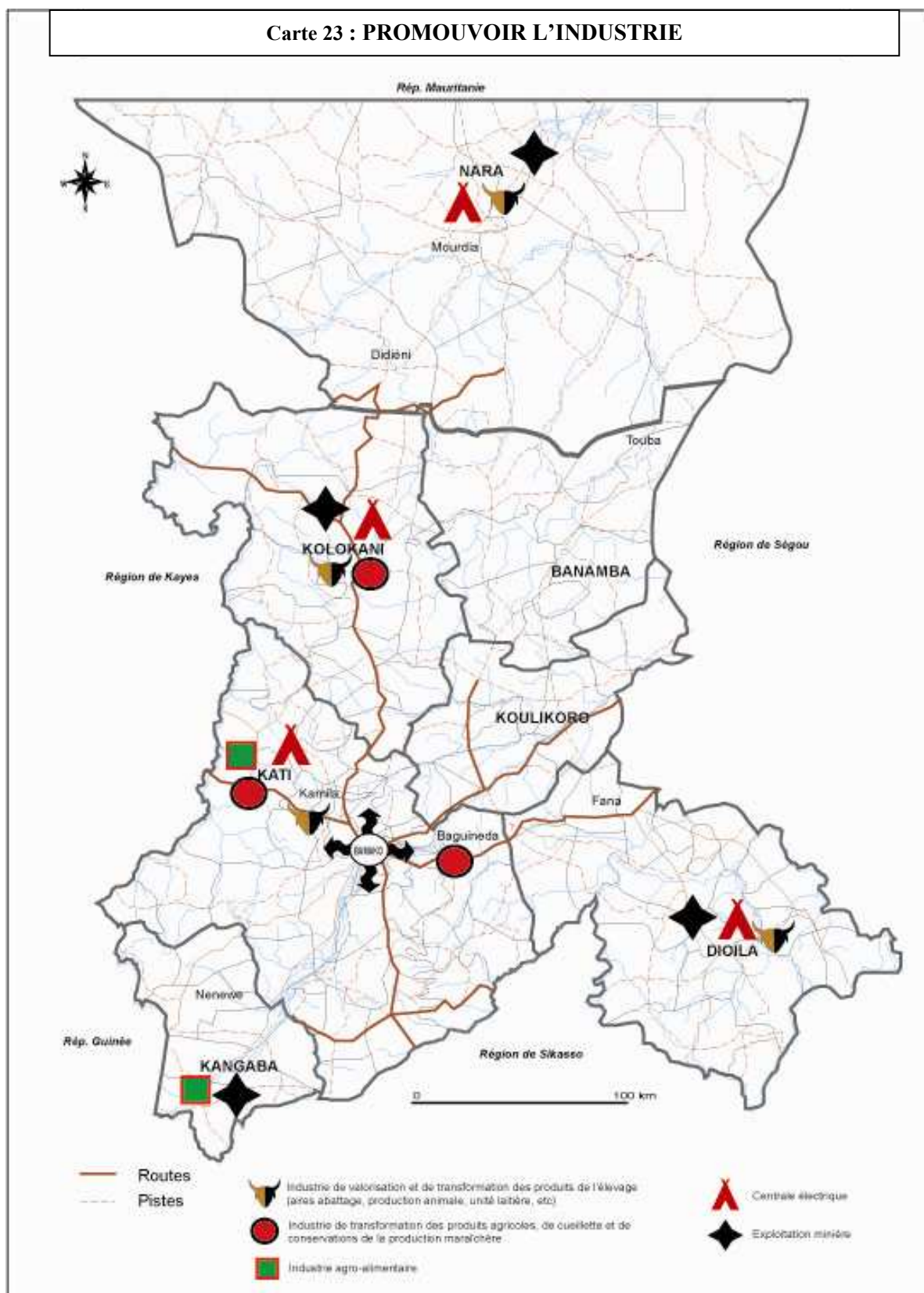
- l'effet Bamako peut être transformé en opportunités et l'amélioration de la qualité des liens avec la capitale peut entraîner des effets d'entraînement permettant d'assurer l'attractivité et la compétitivité des territoires de la Région ;
- une stratégie du renforcement du système urbain pourrait permettre aux villes principales de jouer un rôle moteur dans ce processus de développement industriel.

**OS VI : Promouvoir la diversification de l'économie régionale
à travers le renforcement des industries de la Région**

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Privilégier le développement industriel pour favoriser et renforcer l'attractivité des villes	- Promouvoir une politique industrielle adaptée ; - Contribuer à résoudre la situation de certaines branches industrielles et les soutenir en stimulant les investissements de modernisation - Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de promotion des investissements via la DRI établie en 2009 (facilitation de l'accès au financement) - Organisation des pôles urbains industriels dans les endroits où les unités industrielles sont concentrées (prioritairement à Koulikoro, Kati et Fana) ; - Création et promotion d'unités industrielles dans de nouvelles filières, au niveau des pôles industriels créés; - Mettre en place des unités laitières pour valoriser les produits locaux dans la perspective d'un développement industriel ; - Inciter les investisseurs à s'implanter dans la Région; - Développer un tissu de petites et moyennes industries par les entrepreneurs locaux ; - Développer les capacités et les compétences dans l'ensemble des cercles ; - Valoriser les produits de la région de Koulikoro (arboriculture, cueillette, etc.) ; - Bénéficier de la délocalisation des industries de Bamako en aménageant des zones pouvant les accueillir; - Développer des stratégies pour gagner des parts de marchés extérieurs; - Diversifier les sources d'approvisionnement énergétiques; - Promouvoir l'électrification des différentes localités pour soutenir un développement industriel; - Adapter les formations professionnelles pour la sécurisation des emplois du secteur secondaire; - Promouvoir la prospection des sites recelant des potentialités minières pour en faire des vecteurs de développement économiques; - Promouvoir l'exploitation minière, du sable et du gravier.	Type 1 Sous type 1, 2 et 3 Kati Koulikoro Dioila Nara Kangaba

L'industrie constitue un enjeu fondamental en matière de positionnement de la région dans le pays. D'après *La Politique de développement Industriel du Mali* (révisée en Mars 2010), deux secteurs, à savoir l'agro-alimentaire et le textile, représentent les trois quarts de la valeur ajoutée manufacturière.

Carte 23 : PROMOUVOIR L'INDUSTRIE



■ Orientation Stratégique - VII

Valoriser l'image de la Région

et ses spécificités territoriales à travers un accueil de qualité et diversifié

Le développement touristique constitue un enjeu fondamental dans la mesure où il permet d'insuffler une dynamique nouvelle à l'économie régionale tout en favorisant la valorisation du riche potentiel artisanal, historique et culturel de la région de Koulikoro.

En effet, selon *le Profil de pauvreté des communes du Mali* (mars 2010), 64 communes sur les 108 communes de Koulikoro, disposent de sites touristiques, soit 59,3% des communes (dont les 3 communes urbaines).

Malgré ces chiffres plutôt positifs, le diagnostic territorial révèle que le secteur du tourisme, pourtant regorgeant de réelles potentialités dans la Région, tarde à prendre son envol. Ceci est probablement en partie dû à un manque de concertation des acteurs impliqués dans le développement touristique.

Chaque Cercle bénéficie en effet de lieux potentiellement exploitables tels que les sites historiques, archéologiques, naturels mais également des us et coutumes comme l'artisanat ou les danses traditionnelles. Ce sont autant de richesses dont recèle la région pour étendre les circuits touristiques et ainsi valoriser le territoire dans son intégralité.

Cependant, la région ne dispose pas d'un grand panel d'hébergements touristiques : seulement 19 au total répartis sur 4 Cercles : Koulikoro, Dioila, Kangaba et Kati. Ce manque d'infrastructures d'accueil se traduit par une faible fréquentation touristique, à laquelle les acteurs régionaux peuvent remédier, par exemple en favorisant le développement des hébergements touristiques.

La promotion du développement touristique, porteur d'emplois et de richesses, doit contribuer à une nouvelle impulsion de l'économie régionale.

A. Si la Région veille à accompagner les initiatives prises sur le territoire, dans le secteur public comme privé, elle contribuera à l'impulsion du secteur, qui manque d'appui des institutions publiques. Les offres seront essentiellement axées sur l'aménagement des sites touristiques et une meilleure offre de qualité (attractivité, accueil, hébergement, etc.), notamment au niveau des bassins touristiques de la région.

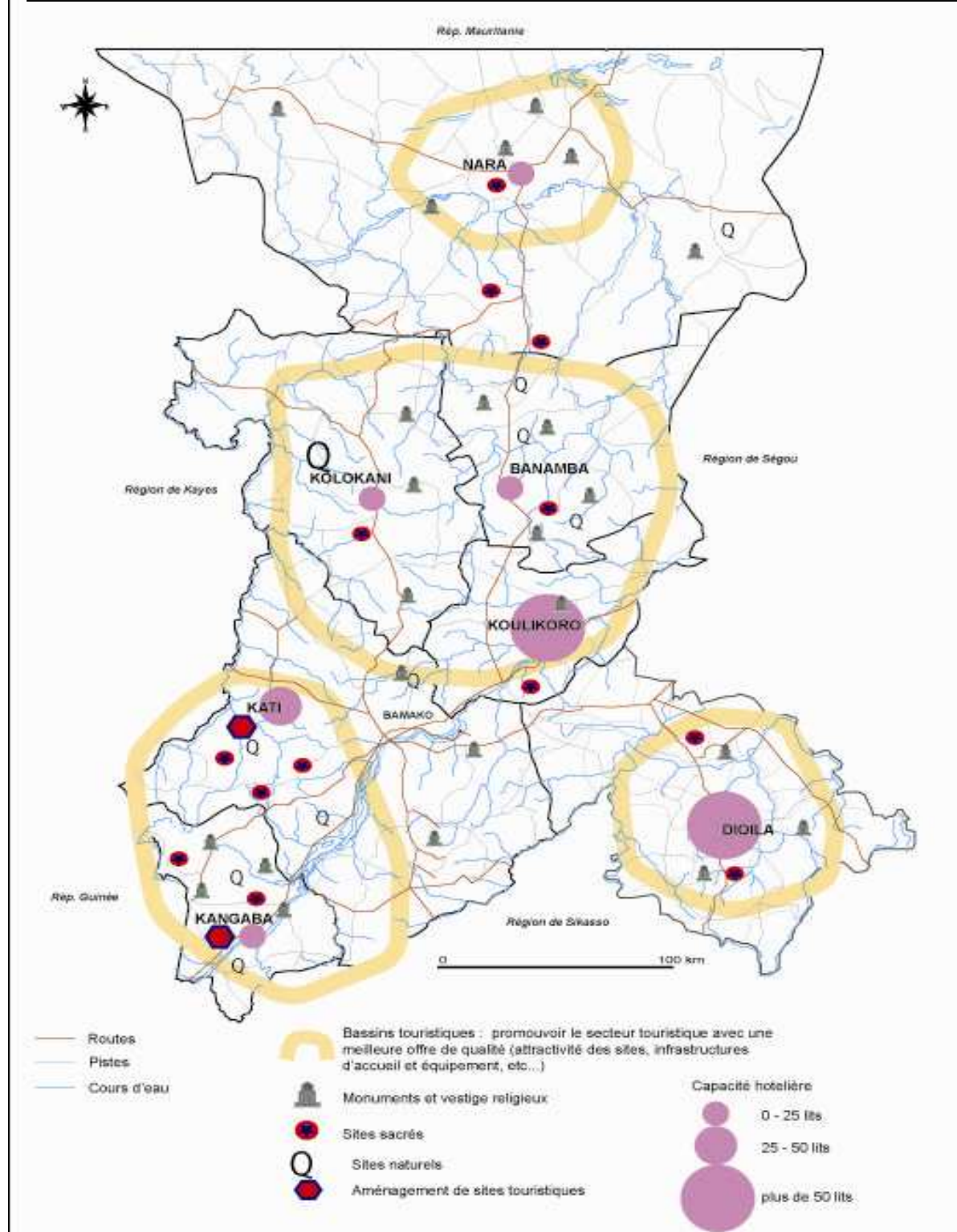
B. Il est important que la région prenne conscience des potentialités touristiques dont recèle Koulikoro et favorise le développement de ce secteur en appuyant les initiatives prises.

Pour exemple, la montagne sacrée du Mali (grotte et pierres sacrificielles), située à Koulikoro, sont internationalement connues. La région peut appuyer la promotion de ce site, ainsi que des autres sites naturels et sacrés et des monuments et vestiges religieux pour en faire un moteur du développement de ce secteur.

**OS VII : Valoriser l'image de la Région et ses spécificités territoriales
à travers un accueil de qualité et diversifié**

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoires
Promouvoir un développement touristique basé sur la valorisation des potentiels culturel et artisanal de la région	- Soutenir la politique régionale de développement et de promotion du tourisme, de l'artisanat et de la culture - Encourager les initiatives de prospection de sites touristiques - Protéger, restaurer, conserver les sites touristiques - Encourager les créations artistiques et culturelles - Soutenir les privés pour investir dans le secteur du tourisme et de la création - Développer l'éco-tourisme - Mettre en ligne les sites touristiques en vue d'assurer leur promotion	Toute la région
Valoriser le potentiel artisanal de la région	- Promouvoir la recherche de la qualité des produits artisanaux - Renforcer les moyens d'action des artisans (organisation des artisans en associations, fabrication des produits, écoulement de la production)	Toute la région

Carte 24 : PROMOUVOIR UN DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE BASE SUR LA VALORISATION DES POTENTIALITES CULTURELLES ET ARTISANALES



OPTION D'AMENAGEMENT 3**Promouvoir la prise en compte du genre
dans le développement territorial de la Région de Koulikoro**

A Koulikoro, les statistiques indiquent que le nombre de femmes représente 50,4% de la population de la région. Plus de 80% de la population féminine vit en milieu rural et travaillent dans toutes les filières de la production agricole, de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation forestière. Région à vocation agro-sylvo-pastorale, il va de soi que la contribution de la femme est essentielle dans le développement économique régional de Koulikoro.

Les femmes jouent un rôle de premier plan dans cette économie régionale où, en 2010, la population est majoritairement rurale et se contente d'une agriculture de subsistance. De la production à la commercialisation en passant par la transformation des produits agricoles, la femme est présente dans tout le processus.

A ces activités productives, s'ajoutent une longue liste de tâches ménagères quotidiennes : corvée d'eau, pilage et vannage des céréales, entretien de la maison et préparation des repas, etc. Pourtant, les femmes sont relativement peu représentées dans la gestion des affaires locales.

L'indice de parité qui était d'un garçon pour 0,64 fille en 2000-2001 a atteint un garçon pour 0,71 fille en 2007-2008. Cependant très vite, le fossé se creuse à la faveur des garçons à partir de l'enseignement fondamental 2nd cycle. Au 2nd cycle du fondamental l'indice de parité est un garçon pour 0,51 fille. Il s'agit d'un constat général caractérisant l'ensemble de l'espace régional. L'éducation est l'un des moyens majeurs par lesquels la femme peut acquérir, le savoir-faire, les connaissances et les moyens d'action essentiels pour se positionner et participer au processus de développement.

Les femmes analphabètes surtout du milieu rural, d'une manière générale, sous-estiment leurs facultés nécessaires leur permettant de participer aux décisions politiques et administratives au moins au niveau local. Alors que leur connaissance pratique de l'environnement est précieuse pour la mise en valeur et l'aménagement de l'espace.

La problématique de l'exploitation agricole par les femmes se pose notamment en termes de foncier. Au Mali, alors que 70% des personnes qui travaillent la terre sont des femmes, seulement 2% d'entre elles sont « propriétaires », en ce sens qu'elles en assurent le contrôle. La région de Koulikoro n'échappe pas à ce constat. En effet, la capacité des femmes à aborder l'exploitation des ressources de la terre se heurte à de multiples contraintes : régime de succession inégal, précarité des droits d'usage, accès à des terres de quantité et de qualité inférieure, etc.

L'EDS-III a estimé la mortalité maternelle à 582 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2001 contre 577 décès maternels pour l'EDS-II. Cette situation est la conséquence directe de l'importance des accouchements non assistés surtout en milieu rural et découle également des grossesses précoces, rapprochées ou tardives.

La mise en place du programme de maternité à moindre risque, ainsi que la prise en compte de la santé de la reproduction dans les indicateurs PARAD, ont permis d'agrandir les possibilités de donner aux femmes d'accoucher avec une assistance. Même si le quotient de mortalité maternelle a sensiblement baissé dans la région de Koulikoro, la question de la santé maternelle reste une préoccupation. En 2008, 53,1% des accouchements dans la région sont assistés. (représentativité des femmes)

■ Orientation Stratégique - VIII

Reconnaître la place et les connaissances de la femme sur le territoire, pour l'optimisation des prises de décision en termes de développement

En termes de stratégie, l'amélioration des moyens d'action de la femme et de leur condition sur les plans politique, social et économique constituent en soit un objectif majeur. Pour changer la situation il faudra des moyens d'intervention et des actions en matière d'éducation, de sensibilisation permettant à la femme de s'autonomiser, de s'assurer des moyens d'existence et des ressources économiques, d'alléger les lourdes responsabilités familiales.

Si la Région ne permet pas aux femmes d'intégrer les instance de décision et de participer plus activement à la vie citoyenne, le développement de la Région restera en partie freiner. En effet, l'opinion et la parole des femmes sur de nombreux aspects de la société sont incontournables pour optimiser les projets de développement.

L'enjeu majeur est de développer des stratégies visant à promouvoir les femmes, d'éliminer les inégalités entre les hommes et les femmes afin de contribuer au processus d'un développement durable.

O S VIII : Reconnaître la place et les connaissances de la femme sur le territoire, pour l'optimisation des prises de décision en termes de développement

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoire
Promouvoir la prise en compte du genre dans les affaires publiques locales en donnant confiance aux femmes dans la société	- Réduire les inégalités de genre en termes d'accès et de maintien à l'école - Renforcer le pouvoir décisionnel des femmes : participation des femmes dans les instances de décision locale; - Réaliser l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes et permettre aux femmes de s'épanouir pleinement; - Définir des politiques si nécessaire de discrimination positive pour favoriser leur participation dans la définition des grandes orientations politique, économique et social - Renforcer la contribution des femmes au développement durable en les associant au processus d'élaboration des politiques et de prise de décision - Veiller à donner à toutes les femmes et aux hommes une éducation qui leur permette de satisfaire leurs besoins humains fondamentaux et d'exercer leurs droits - Sensibiliser les hommes (notamment les maris) en ce qui concerne la prise de décision - Faciliter l'accès et le contrôle des femmes à la terre et à l'équipement - Permettre aux femmes d'avoir un pouvoir décisionnel sur les productions qu'elles récoltent en exploitant la terre - Lutter contre la pratique de l'excision, qui affaiblit physiquement et moralement les femmes tout au long de leur vie - Lutter contre la mortalité maternelle, notamment en sensibilisant les maris sur les moyens de transports pour accéder aux centres de santé; - Développer des AGR pour les femmes chefs de ménage	
Promouvoir une politique et des stratégies de protection des groupes vulnérables	- Promouvoir la création de centre d'accueil, d'écoute et de réinsertion des enfants en difficulté; - Promouvoir la réinsertion socioéconomique des personnes handicapées; - Mettre en place des centres pour la prise en charge sociomédicale des personnes âgées	

Politiques en vigueur

Le Mali a adopté en Octobre 2007 son *Plan Décennal 2006-2015 d'atteinte des OMD*. Le plan décennal s'articule notamment autour de l'autonomisation des femmes.

OPTION D'AMENAGEMENT 4**Faire jouer à la Région un rôle de pivot
et de mise en cohérence du développement territorial**

Le positionnement de la Région comme pivot de la mise en cohérence des politiques publiques territoriales peut être opportune dans une perspective d'aménagement du territoire. La notion de région est polysémique et peut être cernée dans sa dimension géo-économique, historique, administrative ou encore comme cadre opérationnel d'une décision en matière d'aménagement du territoire. Une attention particulière sera portée, ici, à cette problématique qui implique des considérations politiques.

La Politique Nationale de Décentralisation du Mali, consacre la libre administration des collectivités territoriales à travers la loi numéro 93-008 du 11 Février 1993. Les transferts de compétence, même s'ils ont permis de renforcer les attributions des collectivités territoriales, recèlent encore des faiblesses quant à la répartition des responsabilités effectives de chaque ordre de collectivité territoriale dans l'exercice desdites compétences. Dans ce contexte, même si les collectivités territoriales ont montré leurs capacités à assurer la gestion de leurs compétences, force est de constater qu'elles ne sont pas mises dans les meilleures conditions pour le faire.

La région, pivot d'une gestion solidaire et concertée du territoire. Par territoire régional, il faut entendre l'espace sur lequel la Région, les Cercles et les Communes interviennent en tant qu'entité administrative et politique : c'est-à-dire, par exemple, considérer la somme des ressorts territoriaux des Communes comme étant le territoire régional.

Ainsi, sur ce territoire, on rencontre, comme acteurs solidairement responsables du développement, l'Etat, la Région, les Cercles et les Communes. Ces différents acteurs doivent nécessairement avoir une démarche concertée pour définir ensemble une vision commune du développement de leur territoire dans un temps donné.

Il s'agit de renoncer à une vision individualiste de l'action publique, qui se traduit le plus souvent par le développement autocentré du territoire. La région doit être le pivot pour coordonner la vision collective du développement de toutes collectivités agrégées dans l'espace régional.

Les limites de l'autonomie des collectivités territoriales. La décentralisation est bâtie sur le principe de l'autonomie des collectivités territoriales, qui se voient transférées des compétences, et donc des libertés d'actions publiques. Ainsi, elles élaborent, préparent et exécutent toutes actions de développement portant sur leur territoire. De ce fait, les actions d'une collectivité locale ne sont tributaires ni de certaines décisions de l'Etat, ni des programmes élaborés par d'autres collectivités territoriales (cas des communes limitrophes).

Ce principe d'autonomie, mis en avant par plusieurs dirigeants de collectivité territoriale amène une grande partie d'entre elles à fonctionner en vase clos, sans favoriser une quelconque coopération avec les autres collectivités. Or toute coopération entre les acteurs interagissant sur des territoires limitrophes ou encore sur le même morceau de territoire est fortement susceptible de permettre, non seulement d'avoir une cohérence dans le développement, mais aussi de faire des économies d'échelle.

■ Orientation Stratégique - IX

Promouvoir une gouvernance territoriale

Cette orientation stratégique vise donc à inviter les acteurs à synchroniser et coordonner leurs interventions et actions dans le cadre du développement territorial de la région.

- **Pour la territorialisation des politiques publiques**

Le renforcement des dispositifs administratifs pour la territorialisation des politiques publiques doit s'opérer sur la base d'une double stratégie : une stratégie de renforcement des acquis et celle de création d'organes technique et financier pour la mise en œuvre des politiques locales afférentes à l'aménagement du territoire.

La première passe par une politique de renforcement des ressources humaines de la tutelle et des services déconcentrés nécessaires à l'exécution de leurs missions de promotion de l'économie locale et de développement spatial.

La seconde stratégie consiste à outiller les collectivités territoriales aussi bien en matière de technique de planification et d'aménagement du territoire qu'en mécanisme de financement adapté aux projets territoriaux identifiés dans le cadre du SRAT. Certains créneaux qui devront être renforcés sont déjà connus tels que la contractualisation avec l'Etat, l'intervention des Partenaires Techniques et Financiers. La création d'organes financiers autonomes cogérés par les collectivités devrait constituer un grand avantage pour la concrétisation d'actions d'aménagement en complémentarité avec celles initiées par l'Etat.

- Dépasser la logique de fonctionnement en circuit fermé et promouvoir des espaces économiques de développement partagé.

Le document relatif au cadre organisationnel des appuis au développement régional (M.A.T.C.L/ DNCT, document validé les 22 et 23 avril 2010 au cours de l'atelier national de Ségou), s'inscrit parfaitement dans une logique de développement de système qui consiste à faire émerger des espaces de développement partagé et optimiser une capacité d'action à l'échelle nationale et sous-régionale.

A l'intérieur des territoires, les coopérations sont limitées. Pourtant, les mobilités, les échanges économiques sont des réalités qui franchissent les limites administratives et pouvant faire émerger des espaces économiques partagés. La promotion et le renforcement des inter-collectivités permettent aux territoires de se positionner dans l'espace national et sous-régional.

Les collectivités territoriales constituent des acteurs incontournables dans la mise en œuvre de la politique nationale d'intégration sous-régionale. L'émergence et le renforcement des coopérations inter-régionales permettant de gérer les biens publics communs, de mutualiser les efforts en matière d'équipement et tendre ainsi vers la réalisation des objectifs des politiques communautaires.

Les Orientations stratégiques spécifiques autour desquelles s'organise l'objectif de faire de la Région un pivot de mise en cohérence des politiques territoriales sont les suivantes :

- faire jouer à la région un rôle de pivot et de mise en cohérence du développement territorial ;
- renforcer la bonne gouvernance territoriale participative ;
- contribuer à la promotion d'une politique d'intégration nationale et sous-régionale.

OS IX : Promouvoir une gouvernance territoriale

Orientations Stratégiques spécifiques	Axes/Politiques et programme	Territoire
Faire jouer à la région un rôle de pivot et de mise en cohérence du développement territorial	- Renforcer les moyens d'action de la région pour lui permettre de jouer son rôle de mise en cohérence entre les différents niveaux de collectivités locales; - Donner à la région un rôle d'autorité dans les domaines de l'aménagement du territoire; - Renforcer les moyens d'action des services déconcentrés pour leur permettre d'assurer un meilleur accompagnement de la décentralisation - Articuler les différents niveaux de planification - Etablir une ingénierie territoriale pouvant assurer l'exécution des actions de développement de la région - Renforcer l'image et le statut de la région pour la recherche et la négociation de financements	Institutions administratives et politiques
Renforcer la bonne gouvernance territoriale participative	- Assurer le renouveau de l'action publique - Moderniser l'administration locale à travers la promotion des TIC - Parachever le transfert des compétences et des ressources - Renforcer le dialogue entre élus locaux et services techniques déconcentrés - Promouvoir les principes de traçabilité et d'imputabilité - Renforcer l'enseignement et la formation de la société civile comme des acteurs territoriaux (élus, techniciens, etc.) - Prendre en compte le genre dans les instances de décision locales - Promouvoir la participation de la société civile dans la gestion locale; - Promouvoir des actions de renforcement des capacités techniques et de recyclage périodique au profit des élus locaux ; - Renforcer le dialogue entre élus locaux et représentants de l'Etat (administration territoriale).	
Contribuer à la promotion d'une politique d'intégration nationale et sous-régionale	- Intégrer la région dans l'ensemble national à travers les espaces économiques protégés et des espaces communs - Faire des espaces transfrontaliers un support de développement territorial et d'intégration sous-régionale (pays-frontière, jumelage, culture, foire agricole); - Mettre en place des politiques commerciales communes. - Soutenir la coopération entre régions frontalières pour faire émerger des espaces de développement partagé ; - Soutenir une meilleure accessibilité par l'articulation des systèmes de transport régionaux, nationaux et sous-régionaux ; - Elaborer des schémas d'aménagement du territoire transfrontaliers et leur intégration dans les planifications nationales et régionales.	

6. SCHEMA DE SYNTHESE

8	PROFILS TERRITORIAUX	
1	Territoire à potentialités économiques et industrielles, à fort enjeux urbains	
2	Territoires à potentialités d'urbanisation en cours : aire d'influence de Bamako	
3	Territoires à potentialités agro-industrielles pouvant soutenir une diversification agricole	
4	Territoires d'attractivité commerciale : marchés et échanges	
5	Territoires avec d'importantes potentialités agro-pastorales	
6	Territoires de pauvreté : sous-equipés et processus de dégradation environnementale	
7	Territoires de pauvreté : potentialités agricoles avec d'importantes zones de bas-fonds sous exploitées	

Les 3 principes de l'aménagement du territoire retenus

Des problématiques majeures
5 défis identifiés

Thématiques de développement identifiées lors des ateliers (12 critères)

Scénario tendanciel

Scénario souhaité

Scénario inacceptable

SCENARIO RETENU (volet schéma d'aménagement)

SCENARIO RETENU (volet cadre d'actions stratégiques)

OPTIONS D'AMENAGEMENT

OPTION 1			OPTION 2				OPTION 3	OPTION 4
OS I	OS II	OS III	OS IV	OS V	OS VI	OS VII	OS VIII	OS IX

ORIENTATIONS STRATEGIQUES

S
R
A
T

***Suivi et
évaluation
du SRAT***

La conception du cadre de pilotage du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) amélioré, doit prendre en compte trois questions importantes :

- Quels sont les principes sur lesquels doivent se baser le dispositif de pilotage à mettre en place ;
- Quels sont les organes (instruments institutionnels) qui doivent constituer le dispositif institutionnel de pilotage ;
- Quels sont les autres instruments (techniques, réglementaires, financiers, etc.) qui doivent permettre le pilotage de la mise en œuvre du SRAT amélioré.

1. PRINCIPES

LE CARACTERE INTERSECTORIEL ET POLITIQUE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Ce document s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de l'aménagement du territoire. L'aménagement du territoire a un caractère transversal et concerne aussi bien tous les secteurs que les différentes échelles territoriales. En tant que tel, il ne saurait donc être l'affaire ou l'apanage d'une seule collectivité territoriale ou d'une seule institution. De même, le SRAT, l'un des principaux instruments de mise en œuvre de la politique nationale d'aménagement du territoire au niveau régional, revêt un caractère intersectoriel que son dispositif de pilotage doit prendre en compte.

Par ailleurs, l'aménagement du territoire est en amont (pour définir une vision) et en aval (pour évaluer à partir d'une observation spatiale) des politiques sectorielles, territoriales et locales. C'est un outil qui permet de négocier périodiquement une vision de l'avenir du territoire régional, local ou communal, et des orientations stratégiques conséquentes, avec les acteurs régionaux et locaux. Le SRAT reste le principal outil dans lequel se trouve la vision négociée entre les différents acteurs, du devenir de l'espace régional. Ainsi, le dispositif de pilotage doit se baser sur la nécessité d'un portage politique fort sans lequel, les grands axes d'interventions retenus pour rendre opérationnelle la vision partagée de l'espace régional, ne saurait être une réalité.

LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS ET DISPOSITIFS EXISTANTS

Le SRAT définit et oriente les actions d'aménagement du territoire régional dans la perspective d'une cohérence et d'un développement global de Koulikoro. Ces orientations interpellent plusieurs secteurs d'activités administrés par des ministères. Certains projets et programmes définissent des zones d'interventions territoriales, intercommunales, communales ou locales. La réussite des aménagements

territoriaux semble découler d'une meilleure planification et coordination de ces différents acteurs de l'aménagement du territoire.

Le SRAT vient offrir un cadre de référence pour la coordination spatiale des actions de développement dans la région de Koulikoro. Ainsi, il constitue essentiellement une traduction spatiale des options de développement retenues dans les différents documents et outils de planification économique existants. Il s'agit notamment de l'Etude Nationale Prospective Mali 2025, le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2007-2011, la Politique Nationale de Décentralisation, etc. Le pilotage de la mise en œuvre du SRAT devra donc tenir compte de l'existant aussi bien en termes de documents, qu'en termes de dispositif de pilotage de ces outils de planification économique.

LE SUIVI-ÉVALUATION

Le SRAT est un document qui porte sur le long terme et qui doit permettre à terme d'aboutir à un développement harmonieux de l'espace régional. Aussi, les différents programmes et projets qui permettent de concrétiser les différentes options choisies, se trouvent dans les différents secteurs et à différentes échelles. Un suivi est donc nécessaire pour s'assurer que les différentes actions prévues sont effectivement en train d'être mises en œuvre et que les objectifs intermédiaires et finaux retenus sont atteints.

LA COMMUNICATION

Le SRAT requiert avant sa mise en œuvre une campagne de promotion et de vulgarisation à grande échelle pour une meilleure appropriation par les acteurs concernés (État, collectivités territoriales, structures d'intermédiation sociales, communautés, partenaires au développement, organisme de financement, etc.). Sa phase de mise en œuvre doit être précédée d'une vaste campagne d'information/sensibilisation au plan communal, local, régional, voir national.

2. ORGANES DE PILOTAGE

Le schéma institutionnel de pilotage du SRAT, multi-niveaux, doit prendre en compte les principes évoqués ci-dessus. Ainsi l'ensemble des organes à mettre en place doit permettre d'assurer un portage politique fort à la mise en œuvre du SRAT. Il doit également permettre de prendre en compte le caractère intersectoriel du SRAT, de faire un suivi constant des mesures du SRAT dans le temps et dans l'espace, d'assurer une communication pertinente autour du SRAT et de sa mise en œuvre et de prendre en compte le paysage institutionnel existant.

Ce schéma institutionnel doit être caractérisé par une grande flexibilité. Les projets et programmes issus du SRAT peuvent impliquer des organes de pilotages spécifiques en fonction de leur nature.

Tableau : Organe de pilotage du SRAT

Organes	Rôle/fonction	Observations
Comité National de Planification Stratégique	- Ce comité est coordonné par le ministère en charge de la décentralisation - DNAT est la structure technique de référence chargée de la conception et de la mise en œuvre des politiques - DNCT doit jouer un rôle important comme structure d'articulation entre aménagement et décentralisation - DNPD : Direction Nationale de la Planification du Développement - Comité National d'Evaluation technique des Schémas Directeur de l'Urbanisme - Cadre d'orientation de la politique d'aménagement du territoire regroupant les départements ministériels - Fixe les orientations générales en matière d'aménagement du territoire, valide leurs pertinences et réalise l'évaluation	Il est fondamental de constater que l'aménagement du territoire est multisectoriel
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	- HCCT a pour mission d'étudier et de donner un avis sur toutes politiques de développement local et régional est un acteur incontournable dans la définition des stratégies de développement et d'aménagement du territoire.	
Association des Municipalités du Mali	- l'AMM dont l'un des objectifs est une plus grande participation politique et le développement des capacités des acteurs doit jouer un rôle important dans l'approche territoriale de l'action publique	
Comité Régional d'Aménagement du Territoire et de Développement économique régional	- Il devra être composé des élus au niveau cercle, commune et des services déconcentrés : la région doit jouer un rôle de pivot et de mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques territoriales - Mise en place d'une cellule suivi/évaluation des orientations du SRAT - Plateforme d'échanges des acteurs régionaux sur l'opérationnalisation des orientations du SRAT - Mise en œuvre de la stratégie de communication	Proposition : Mission politique Nécessité de mise en place d'une charte régionale pour servir de guide d'orientation des programmes opérationnels
Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD)	- Secrétariat permanent avec la région - Appui-conseil et rôle technique	Existe et fonctionne au niveau de la région de Koulikoro
ONG et Associations	- Plateforme des associations, ONG, de la société civile, les organisations socioprofessionnelles qui servira d'instance consultative en matière d'aménagement du territoire et pourra faire remonter les préoccupations des populations	
Comité scientifique	- Une équipe scientifique composée d'universitaires et de personnes ressources pour appuyer le comité régional d'aménagement du territoire pour examiner les différents rapports et documents scientifiques et jouer un rôle d'appui-conseil	Proposition

Le Comité Régional d'Aménagement du Territoire et de Développement Economique

Dans un souci de donner une plus grande visibilité à la politique d'aménagement du territoire et à la démarche de développement territorial, il faut renforcer les fonctions de coordination, de pilotage et d'ingénierie territoriale de la Région.

La Région dispose en son sein d'une commission chargée de l'aménagement du territoire, nous recommandons fortement de la conforter par la mise en place d'un Comité Régional d'Aménagement du Territoire et de Développement Economique capable d'assurer *le portage politique* du schéma régional d'aménagement du territoire et sa mise en œuvre. Il permettra de promouvoir des méthodes de travail novatrices en poussant les acteurs territoriaux à se mobiliser autour d'une vision stratégique et à changer d'échelle territoriale de réflexion.

Ce comité doit assurer une importante *fonction d'animation des territoires*. En effet, le caractère partenarial des politiques territoriales implique une démarche de concertation entre les différents acteurs. Le Comité régional d'aménagement du Territoire aura pour mission :

- de fixer les orientations et les objectifs de la politique régionale d'aménagement du territoire;
- promouvoir une gouvernance territoriale multi-niveaux;
- assurer une synergie pour une meilleure coordination et articulation des politiques sectorielles afin de les inscrire dans une logique territoriale;
- d'arrêter les modalités d'élaboration, de suivi et de révision du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire;
- de veiller à la mise en œuvre du schéma Régional d'Aménagement du Territoire ;
- de rechercher, aussi bien au niveau national qu'international, le financement nécessaire à l'exécution du schéma régional.

Le Comité régional d'Aménagement du Territoire, placé sous la présidence du Président de l'Assemblée régionale pourrait être composé des représentants élus des cercles ; des représentants des communes désignés au niveau de chaque cercle, des services déconcentrés, de la société civile et de personnes ressources.

Le **CROCSAD** continuera à assurer son rôle d'appui technique et d'appui conseil auprès de ce comité.

SCHEMATISATION DE L'ORGANISATION DU SYSTEME D'ACTEURS QUE LA REGION DOIT IMPULSER EN S'APPUYANT SUR LE SRAT : ELEMENTS DE PRECONISATIONS

ETAT

- ↳ Mise en cohérence des documents de planification
- ↳ Appui pour favoriser le processus de décentralisation
- ↳ Appuis techniques et financiers pour la mise en oeuvre des compétences transférées

COMMUNES

- ↳ Mise en cohérence des documents de planification
- ↳ Elaboration des POAS en cohérence avec le SRAT
- ↳ Implication dans le processus de décision portant sur les actions de développement à la base (organisation des marchés, construction en équipements et infrastructures selon les besoins)
- ↳ Pratique d'une gestion intercommunale (ex : pistes intercommunales)
- ↳ Renforcement du CCOCSAD

SOCIETE CIVILE

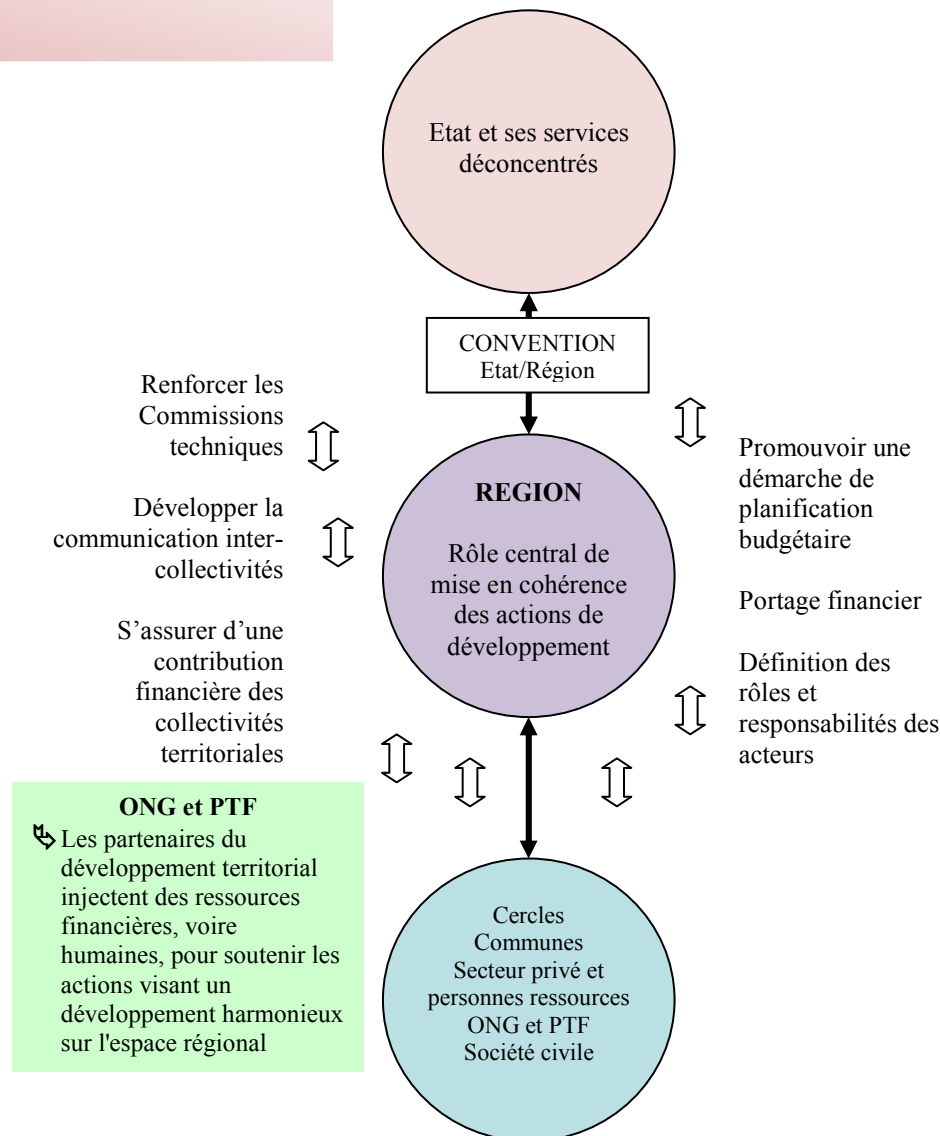
- Les structures d'Intermédiation Sociale (ImS) jouent un rôle décisif en termes de durabilité des projets de développement
- La région doit aider au renforcement des structures de participation (ex : Comité de gestion)
- ↳ Les Organisation Paysannes (OP) : la région doit associer les OP dans la définition et la mise en oeuvre des actions pour le développement Agricole

CERCLES

- ↳ Mise en cohérence des documents de planification
- ↳ Elaboration du SLADT en concertation avec les acteurs des cercles et des communes
- ↳ Renforcement du CLOCSAD
- ↳ Entité apte à renforcer les communes via des actions intercommunales
- ↳ Levier de coordination pour harmoniser les actions entreprises par les communes et celles entreprises par la région

SECTEUR PRIVE ET PERSONNES RESSOURCES

- ↳ Dans le cadre du renforcement de la maîtrise d'ouvrage des collectivités locales, celles-ci sont appelées à contractualiser avec le secteur privé pour la réalisation des investissements pour le développement territorial
- ↳ La région peut appuyer et valoriser le secteur privé local en vu de créer des richesses et de la valeur ajoutée sur le territoire
- ↳ Les personnes ressources qui relèvent du milieu universitaire doivent apporter de l'appui-conseil à la région en termes d'expertise en développement local
- ↳ La région doit donc favoriser les relations d'échanges portant sur les modalités de développement avec le milieu universitaire



ONG et PTF

- ↳ Les partenaires du développement territorial injectent des ressources financières, voire humaines, pour soutenir les actions visant un développement harmonieux sur l'espace régional

3. **LES AUTRES INSTRUMENTS D'OPERATIONNALISATION DU SRAT**

L'une des préoccupations majeures de la région de Koulikoro est l'opérationnalisation du SRAT amélioré. Pour être effective, la mise en œuvre du SRAT amélioré doit s'appuyer sur un ensemble d'instruments.

LES INSTRUMENTS TECHNIQUES D'AMENAGEMENT

Le SRAT définit et oriente les actions d'aménagement du territoire dans la perspective d'une cohérence et d'un développement global de la région de Koulikoro. Dès lors, la réussite des aménagements territoriaux semble découler d'une meilleure planification et coordination des interventions des différents acteurs de l'aménagement du territoire. Il s'avère nécessaire de veiller à une parfaite articulation du SRAT avec les documents de planification sectoriels et des autres échelons territoriaux de la région.

Les Schémas Locaux d'Aménagement du Territoire (SLAT) : instrument de planification stratégique et prospectif, il a vocation à déterminer une trajectoire générale de développement local à moyen et long terme, et à coordonner à l'échelle du cercle, les politiques régionales et nationales d'aménagement.

Les Schémas Communaux d'Aménagement du Territoire (SCAT) : devront traduire les orientations générales du SLAT à l'échelle communale. Ils fourniront une occasion d'instaurer un dialogue et une concertation entre les différents niveaux de collectivités de la région en matière d'opérationnalisation des orientations retenues dans le SRAT amélioré.

Les Schémas Directeurs sectoriels et spatiaux : chaque secteur devra actualiser et ajuster ses priorités sur la base du projet de développement initié par le SRAT. Ces schémas directeurs sectoriels et spatiaux devraient traduire la contribution de chacun pour mettre en place les pré-requis du développement et accroître les moyens financiers affectés aux programmes de rattrapage des déficits sociaux et territoriaux mis en relief par le SRAT amélioré.

Le Plan Stratégique de Développement Régional : il devra conforter les orientations du SRAT et propose des actions concrètes pour répondre aux urgences. Il devra constituer un moyen de mise en cohérence des projets des nombreux acteurs qui interviennent dans le territoire régional. La sélectivité dans le choix des projets est nécessaire pour éviter les risques d'incohérence et de duplication des actions.

Les Plans de Développement Economique, Social et Culturel : ils sont élaborés à l'échelon région, cercle et commune. Il permet d'opérationnaliser les actions à mettre en œuvre sur une période de cinq ans.

LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le financement du SRAT constitue le critère essentiel de réussite. Pour sa mise en œuvre, il est indispensable de disposer d'instruments financiers adaptés et diversifiés.

■ Des contrats plans État-Collectivités

Le contrat plan se réalisera à travers les investissements publics du budget de l'État (budget national et Budget Spécial d'Investissement). Le contrat plan peut permettre le financement des biens publics communs d'intérêt national et régional. Il permet de fixer les engagements de l'État, de la région, des cercles et des communes en termes de bonne gouvernance, de moyens financiers et humains que chaque partie devra mobiliser pour la mise en œuvre du SRAT.

■ Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales

La modicité des ressources des collectivités territoriales a amené l'État à mettre en place l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) pour la gestion des fonds de subvention et la mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds.

■ La prime d'aménagement du territoire régional

La région, pour créer des conditions d'attractivité de son territoire, peut réfléchir sur la mise en place d'une prime qui est une ressource qui pourrait bénéficier aux entreprises qui veulent s'implanter dans la région.

■ Le Fonds Régional d'Aménagement du Territoire (FRAT)

Un fonds régional pour l'aménagement et le développement du territoire pourra être constitué afin de faciliter le financement d'actions dont l'objet est d'atténuer les handicaps structurels dont souffrent certaines zones en raison de leur enclavement ou de leur sous-équipement.

■ Autres outils financiers

La recherche de ressource devra également prendre en compte les moyens des Partenaires techniques et financiers, notamment ceux des Organismes de financement bilatéraux et multilatéraux (organisations sous-régionales dont le Mali est membre et l'aide extérieure).

LES INSTRUMENTS REGLEMENTAIRES

L'aménagement du territoire est une mission du Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales, exécutée par la Direction Nationale de l'Aménagement du Territoire (DNAT).

L'ordonnance de création de la DNAT précise, en son article 2, ses missions qui sont l'élaboration et la mise en œuvre des éléments de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire. Le complément de ce dispositif institutionnel est constitué d'un ensemble de textes législatifs et réglementaires ayant trait à :

- la gestion du système statistique national,

- la création des directions régionales de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP), du Comité National de Planification Stratégique, (CNPS) du Comité de Coordination Statistique et Informatique (CCSI), des Comités Régionaux et Locaux de Planification du Développement (CRPD/CLPD), du Comité National d'Evaluation Technique (CNET) des Schémas Directeurs et Sommaires d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU/SSAU), organe consultatif composé des services techniques chargés de l'évaluation du processus d'élaboration et de mise en œuvre des schémas directeurs et sommaires d'aménagement et d'urbanisme.
- Au code de l'eau, au code de chasse, au code de pêche, à la charte pastorale, au code domanial et foncier, etc. ainsi que leurs textes d'application,
- les Conventions internationales signées et ratifiées par le Mali,
- les textes de la décentralisation relatifs à la constitution et/ou à la gestion du domaine des collectivités territoriales, en matière d'élaboration et de mise en œuvre des schémas d'aménagement de leurs ressorts respectifs : i) les Assemblées Régionales et le Conseil du District, ii) les Conseils de cercle ; iii) les Conseils Communaux, iv) le Haut Conseil des Collectivités.
- le CROCSAD et ses démembrements.

LES INSTRUMENTS DE COMMUNICATION

La communication est aujourd'hui conçue comme un élément incontournable pour la mise en place et le renforcement de toute démarche rationnelle. En effet, pour améliorer sa crédibilité, partager sa vision et ses valeurs, garantir la transparence dans ses interventions, les programmes et projets doivent être accompagnés d'un système de communication efficace et adapté à la spécificité et au niveau de réceptivité des cibles.

Les programmes et projets constituent actuellement un niveau de gouvernance territoriale fondamental. Ils requièrent ainsi des impératifs de participation ainsi que les principes de transparence. Ce qui justifie ainsi la pertinence d'une démarche de communication et de sensibilisation participative tenant en compte les principaux ordres territoriaux dans la mise en œuvre du SRAT.

Les thèmes de communication. Il faudra, identifier les principaux thèmes de communication qui devront nécessairement prendre en compte :

- La définition, les finalités et les objectifs du SRAT.
- La vision stratégique de développement de la région de Koulikoro à l'horizon 2030 ainsi que les principes (vision d'ensemble partagé, cohérence territoriale, équité territoriale).
- Les grands projets pour rendre la région de Koulikoro plus attractive et compétitive, la présentation des projets pour chaque entité spatiale de la région ainsi que les implications territoriales (niveau cercle et commune).

Les principales cibles de la communication doivent impliquer toutes les catégories d'acteurs : administration, services déconcentrés de l'État, élus locaux, différentes composantes de la société civile, partenaires techniques et financiers, etc.

Plan de communication grand public. La mise en œuvre des projets programmes du SRAT suppose un plan de communication dynamique et opérationnel qui met en place un système d'échange et de

circulation de l'information adaptée à toutes les échelles territoriales. L'objectif du plan est de permettre une meilleure appropriation du SRAT, la maîtrise de ses enjeux et de ses grands chantiers. La stratégie de communication va se fonder sur les points suivants :

- Activités préparatoires de prise de contact et de sensibilisation des hauts responsables des services impliqués dans les politiques d'aménagement du territoire.
- Création d'un groupe d'animation de la communication.
- Organisation d'ateliers à toutes les échelles d'application des programmes et projets du SRAT.
- Identification de supports de communication adaptés.

Les activités préparatoires doivent concerner les rencontres avec tous les acteurs clés de l'aménagement du territoire, tous niveaux territoriaux confondus : les structures régionales, les services techniques déconcentrés, les acteurs politiques, les structures relais de coordination et de concertation, les acteurs socioprofessionnels et associatifs.

L'objet est d'une part de présenter les principes et objectifs du SRAT et ses différents projets, et d'autre part de mettre en place des cadres de concertation pour l'information et le suivi des projets du SRAT.

Les supports de communication. Par le canal des médias, les objectifs du SRAT, ainsi que ses chantiers pourront être portés à l'attention du grand public. Pour se faire, les autorités responsables du SRAT doivent s'assurer que toute la programmation ainsi que les grands enjeux des projets ont été bien portés à l'attention des organes de presse habilités à bien véhiculer les objectifs et principes du SRAT. Ainsi, il faudra identifier d'une manière exhaustive, les médias qui sont les mieux disposées à atteindre le grand public cible.

Il s'agit aussi de messages radio, d'affiches et de dépliants ou de brochures conçus en fonction des objectifs du SRAT. Ainsi, la stratégie d'information/sensibilisation sera basée sur :

- La conception et la diffusion de messages radiophoniques au niveau des radios publiques ou privées. L'objectif de ces bandes annonce est d'informer les principales cibles.
- La conception et la production de brochures de présentation du SRAT ainsi que ses programmes et projets de développement accessibles à l'ensemble des structures cibles.
- La conception et la production d'affiches géantes posées au niveau des services techniques et des lieux publics fréquentés par les citoyens. Ces affiches seront axées sur les grands chantiers du SRAT, les enjeux et les objectifs majeurs.

LES INSTRUMENTS DE SUIVI-EVALUATION

Prévoir une démarche de suivi et d'évaluation pour la mise en œuvre du SRAT est une condition impérative pour atteindre des résultats. Un suivi-évaluation doit en effet permettre que les acteurs s'assurent de déceler les progrès et contraintes de l'utilisation de l'outil, en vue de l'améliorer. **Ce système doit reposer sur des structures institutionnelles dotées de capacités d'actions et d'une légitimité incontestable pour assurer la synergie des interventions.**

■ Structures de gouvernance aux différentes échelles territoriales

Niveau régional. Le cadre institutionnel de suivi-évaluation de la mise en œuvre du SRAT doit s'appuyer sur les structures déjà existantes. Au niveau région, le CROCSAD est fonctionnel et peut constituer la base du comité de suivi-évaluation. Il doit également intégrer des représentants des élus locaux, de la société civile (organisations de producteurs, ONG, etc.) ainsi que les partenaires techniques et financiers (PTF) pour garantir la prise en compte des contributions de tous les acteurs concernés en vue de la définition de stratégies appropriées pour remédier aux difficultés éventuelles.

Le CROCSAD pourrait assurer le secrétariat, et à cet effet, se chargera de l'élaboration

- des rapports périodiques d'activités,
- de la consolidation des rapports d'activités,
- des indicateurs de progrès qui lui seront transmis par les cercles, selon une périodicité définie.

Niveau cercle. Le niveau d'organisation proposé au niveau de la région peut être reconduit au niveau local. Le Comité Local d'Orientat[i]on, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD) sera chargé de suivre la mise en œuvre du SRAT à l'échelle du cercle, et veillera à ce que les documents de planification élaborés par le cercle soient en synergie avec le SRAT. En effet, le cercle est la collectivité de niveau intermédiaire, dont la vocation est la mise en cohérence entre la Région et la Commune.

Le secrétariat technique du CLOCSAD devra

- Renseigner périodiquement les indicateurs et outils de suivi des actions menées à l'échelle du cercle,
- Faire remonter ces informations au niveau régional, qui les structure.

Niveau commune. C'est le niveau local d'exécution en matière d'aménagement du territoire. La commune élabore et adopte son schéma communal d'aménagement du territoire et son plan de développement. La commune est partie prenante aux procédures et opération d'aménagement du territoire pour ce qui concerne son ressort territorial. Les acteurs organisationnels composés des élus locaux, des acteurs privés, de la société civile, des associations de natures diverses et le CCOSAD pourront constituer le comité de suivi. Ce comité sera chargé du suivi de la mise en œuvre du SRAT à l'échelle de la commune. Le secrétariat technique du Comité Communal d'Orientat[i]on, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CCOCSAD) devra, à cet effet :

- Renseigner périodiquement le SRAT des indicateurs et outils de suivi des actions menées à l'échelle de la commune,
- Faire remonter ces informations au niveau cercle, qui le fait remonter au niveau de la Région.

■ Cadres de concertation pour l'information et le suivi

Avec la décentralisation, l'Etat n'est plus le seul acteur de l'aménagement du territoire. L'action publique doit être désormais concertée et négociée entre divers partenaires et acteurs à la légitimité et aux ressources différentes, les collectivités territoriales bien sûr, mais aussi les acteurs économiques (entreprises privées, projets etc.) et sociaux (associations professionnelles etc.).

La participation du public aux décisions revêt une importance particulière en matière d'aménagement du territoire. Elle doit se faire à travers un accès facile à l'information, ainsi que la nécessaire participation des citoyens à la prise de décision. Dès lors, l'organisation d'atelier ou de forum à tous les niveaux territoriaux d'implication semble être la méthode appropriée.

L'organisation des acteurs sectoriels issus de territoires administratifs ou de territoires de développement différents, autour d'une table ronde constitue le défi majeur de la gouvernance territoriale, surtout quand les objectifs, les motivations et les intentions diffèrent de part et d'autre. Les conflits d'intérêts sont toujours présents dans de telles situations mais nécessite des dispositifs de négociation, de partenariat et de compromis. La sensibilisation des acteurs intercommunaux par exemple permet d'anticiper sur ces difficultés tout en montrant les grands projets de l'aménagement du territoire qui dépassent les clivages administratifs.

Ces forums devront s'opérer à tous les niveaux territoriaux et devront rassembler les acteurs principaux y compris les Partenaires Techniques et Financiers et les acteurs de la société civile. Ils permettront d'entretenir l'esprit citoyen de la population à travers l'éveil des consciences, mais ils faciliteront également la circulation de l'information. Ces forums seront le cadre de discussions et de concertation des différents acteurs du territoire avec un système à trois dimensions :

- Les autorités politiques élues sur la base d'un programme politique, dont les décisions recouvrent l'ensemble du champ politique ;
- Les organisations émanant de la société civile dont la représentativité n'est pas nulle mais n'est pas non plus garantie par un quelconque processus formalisé ;
- Les partenaires techniques et financiers qui sont des acteurs importants du développement.

La mission de cadrage de l'État central sera permanente pour une inscription des actions et décisions dans les orientations politiques majeures du Mali.

■ **Modalités de suivi des projets du SRAT**

Pour assurer le suivi et procéder à l'évaluation de la mise en œuvre des orientations du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT) il faut déterminer pour chaque orientations ou axes stratégiques retenus par le SRAT :

Des objectifs. Il s'agit de définir de façon consensuelle l'état ou les états positifs qu'il est souhaitable d'atteindre à l'horizon 2030.

Une situation de référence. Il s'agit de faire un état des lieux ou un bilan diagnostic précis présentant la situation de départ incluant, notamment, les forces, les faiblesses et les germes de changement sur lesquels il est possible de s'appuyer pour réaliser les objectifs fixés.

Actions à entreprendre. Elles concernent l'identification de la somme d'activités qu'il faut mener.

Résultats attendus à la fin des actions /projet. Niveau visé à l'intérieur des activités retenues qui explique quel service est fourni, qui est le bénéficiaire direct du service et pourquoi et à quel objectif plus élevé le projet contribue.

Indicateurs. Il s'agit, en général, des mesures numériques qui permettent de comparer périodiquement les résultats obtenus aux résultats attendus.

Acteurs impliqués. La complexité de l'aménagement du territoire exige que les multiples acteurs du développement soient suffisamment déterminés et que les rôles et les responsabilités des uns et des autres dans la conduite des actions soient clairement établis.

Conditions critiques. Elles concernent toutes contraintes ou situations exogènes qui peuvent directement ou indirectement influencer la réussite du programme de développement territorial élaboré dans le cadre du Schéma Régional d'Aménagement du Territoire (SRAT).

MISE EN PLACE D'UNE BASE DE DONNEES INFORMATISEE

En plus d'un cadre institutionnel adapté, un système de suivi performant des politiques et programmes passe par la disponibilité de données fiables et qui soient actualisées périodiquement. L'élaboration du diagnostic territorial a mis en évidence les limites inhérentes aux données dans la plupart des secteurs ciblés d'où la nécessité de remédier à ces insuffisances à travers les recommandations suivantes :

- mettre en place et gérer des bases de données quantitatives et qualitatives complètes et fiables dans tous les domaines d'activités ;
- collecter des données désagrégées et à toutes les échelles (communes, cercles etc)
- renforcer l'aptitude de la région à collecter et traiter les informations
- concevoir et mettre en œuvre des programmes de formation dans les domaines de la statistique
- disposer d'une base cartographique
- mettre en place un SIG.